



Etude sur l'analyse des perceptions et représentations du changement climatique auprès des populations dans leur cadre de vie en Guadeloupe

RAPPORT FINAL



Etude sur l’analyse des perceptions et représentations du changement climatique auprès des populations dans leur cadre de vie en Guadeloupe

Synergîles

Rapport final

Indice	Date de révision	Rédacteur*	Vérificateur*	Description des modifications
V1	26/02/2025	Alexandra Jaumouillé	Diane Caroen	Version initiale
V2	15/05/2025	Alexandra Jaumouillé	Diane Caroen	Version modifiée
V3	30/06/2025	Alexandra Jaumouillé	Diane Caroen	Version finale

*Les trigrammes sont interdits

ARTELIA

Immeuble Le First2, avenue Lacassagne 69 425 LYON Cedex 03 – TEL : 33 (0)4 37 65 38 00

Table des matières

TABLEAUX.....	5
FIGURES6	
ACRONYMES.....	9
SYNTHÈSE	10
1. INTRODUCTION.....	12
2. COMPRÉHENSION DES ENJEUX	13
2.1. ENJEUX DU TERRITOIRE GUADELOUPEEN FACE AUX RISQUES NATURELS	13
2.2. CONTEXTE DE L'ETUDE SUR LA PERCEPTION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE	14
2.2.1. Pôle innovation Synergîles.....	14
2.2.2. Objectifs et enjeux de l'étude	15
3. MÉTHODOLOGIE	16
3.1. APPROCHE GLOBALE	16
3.2. DEROULEMENT DE L'ETUDE.....	16
3.3. ANALYSE CARTOGRAPHIQUE	17
3.4. ENQUETES MENEES	18
3.4.1. Enquêtes quantitatives	18
3.4.2. Enquêtes qualitatives	19
3.5. ANALYSE DES DONNEES DES ENQUETES DE TERRAIN ET LIMITES DE L'ETUDE	24
3.5.1. Les facteurs psycho-émotionnels	24
3.5.2. Le biais de la désirabilité sociale	25
3.6. DONNEES BIBLIOGRAPHIQUES.....	25
4. IDENTIFICATION DES BASSINS À RISQUE	27
5. ANALYSE DES ETUDES ET DES ENTRETIENS DES MENÉS AUPRÈS DES ACTEURS PUBLICS TERRITORIAUX.....	36

5.1. CARACTERISTIQUES ET VULNERABILITES DU TERRITOIRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	36
5.1.1. Profil de vulnérabilité de la Guadeloupe	36
5.1.2. Un territoire littoral intégralement exposé aux risques climatiques	38
5.1.3. Intensité des évènements climatiques	38
5.1.4. Les défis de l'agriculture	39
5.1.5. Enjeu sur la ressource en eau	39
5.1.6. Canicule marine et blanchissement des coraux.....	40
5.1.7. Phénomène des sargasses et échouement	41
5.1.8. Endémisme important et richesse naturelle menacée.....	41
5.1.9. Des habitudes difficiles à modifier et une prise de conscience progressive	42
5.1.10. Des défis croissants pour l'aménagement du territoire.....	42
5.1.11. Le patrimoine en péril face à l'érosion côtière et aux aléas climatiques	43
5.2. DEFIS RENCONTRES ET SOUHAITS MENTIONNES PAR LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	44
5.2.1. Défis de la gestion des risques naturels et de l'implication des populations	44
5.2.2. Souhaits mentionnés pour une meilleure prise en compte de la perception de populations guadeloupéennes	46
5.3. LES OUTILS DE GESTION DU TERRITOIRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ...	48
5.3.1. Les outils et plans de gestion au service de la gestion des risques naturels	48
5.3.2. Les instances existantes au service de la transition écologique	50
5.3.3. Les évènements de sensibilisation à destination du grand public	51
6. RÉSULTATS CONCERNANT LES PERCEPTIONS DE LA POPULATION GUADELOUPÉENNE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	53
6.1. POINT DE VUE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES SUR LA PERCEPTION DES POPULATIONS.....	53
6.2. PRISE DE CONSCIENCE PROGRESSIVE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE.....	54
6.3. COMPREHENSION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE PAR LA POPULATION	55
6.3.1. Définition changement climatique	55
6.3.2. Origine du changement climatique	57
6.3.3. Les impacts du changement climatique selon la population	59
6.4. ENTRE ANXIETE ET DISTANCE PSYCHOLOGIQUE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	62

6.4.1. Une population inquiète face au changement climatique	62
6.4.2. L'impact des perceptions du changement climatique sur la santé mentale	65
6.4.3. Entre climatoscepticisme et distance psychologique face au changement climatique	66
6.5. DES DIFFERENCES DE PERCEPTION EN FONCTION DE CARACTERISTIQUES INDIVIDUELLES.....	67
6.5.1. Différences selon les âges	67
6.5.2. Différences selon les diplômes	69
6.5.3. Différences selon les secteurs d'activité	69
6.5.4. Différences genrées.....	70
6.5.5. Autres facteurs.....	72
6.5.6. Considération unanime de la vulnérabilité	73
6.5.7. Les évènements marquants et la perception liée au vécu	73
6.6. CONSIDERATION DES DIFFERENTS RISQUES	75
6.6.1. Le risque « inondation »	75
6.6.2. Le risque côtier.....	77
6.6.3. Autres risques	79
6.7. ADAPTABILITE, RESILIENCE ET MOBILISATION.....	80
6.7.1. Question du déménagement	80
6.7.2. Mobilisation et engagement des populations.....	81
6.7.3. Sensibilisation et prévention des risques.....	84
6.8. SOUHAITS ET PROJECTIONS SUR LE FUTUR	89
6.8.1. Evolution du changement climatique	89
6.8.2. Perceptions des populations face à la gestion des risques naturels ou attente face à la prévention et la gestion des risques naturels.....	89
7. RECOMMANDATIONS POUR UNE MEILLEURE PRISE EN COMPTE DE LA PERCEPTION DES POPULATIONS	92
7.1. PRIORISATION D'ACTIONS	92
7.1.1. Des actions qui s'organisent autour d'une vision commune	92
7.1.2. La formation des élus	94
7.1.3. La diffusion des études	94
7.1.4. La sensibilisation du public	95
8. CONCLUSION	97

BIBLIOGRAPHIE	98
ANNEXE A : QUESTIONNAIRE QUANTITATIF.....	101
ANNEXE B : QUESTIONNAIRE QUALITATIF POUR LES HABITANTS.....	102
ANNEXE C : QUESTIONNAIRE QUALITATIF À DESTINATION DES COMMUNES ET DES COMMUNAUTÉS D’AGGLOMÉRATION	103
ANNEXE D : LISTE DES PERSONNES INTERROGÉES AU SEIN DES COLLECTIVITÉS	104
ANNEXE E : RÉPERTOIRE RESSOURCES DES PERSONNES RÉFÉRENTES SUR LE TERRITOIRE GUADELOUPÉEN	107
ANNEXE F : COMPTE-RENDUS DES ENTRETIENS AVEC LES EPCI	109
ANNEXE G : COMPTE-RENDUS DES ENTRETIENS AVEC LES COMMUNES	121
ANNEXE H : RAPPORT DÉTAILLÉ DES ÉTUDES QUANTITATIVES.....	130

TABLEAUX

Tableau 1 : Calendrier des entretiens menés au cours de la mission de terrain	22
Tableau 2 : Calendrier des entretiens complémentaires menés	22
Tableau 3 : Synthèse de l’identification des bassins à risque.....	34
Tableau 4 : Comparaison des résultats avec ceux de l’étude Climat BEI.....	57
Tableau 5 : Comparaison des résultats avec ceux de l’étude Climat BEI.....	59
Tableau 6 : Comparaison des résultats avec ceux de l’étude Climat BEI.....	62
Tableau 7 : Niveau d’adhésion aux affirmations concernant le risque côtier selon l’âge	78
Tableau 8 : Priorités d’actions pour limiter les effets du changement climatique en Guadeloupe selon l’âge (Qualistat, 2024)	83
Tableau 9 : Exposition aux campagnes de sensibilisation sur le changement climatique et ses effets en fonction de l’âge.....	86
Tableau 10 : canal d’exposition aux campagnes de sensibilisation sur le changement climatique en fonction de l’âge	87
Tableau 11 : Impact des campagnes de sensibilisation sur le changement climatique et ses effets selon l’âge	88
Tableau 13 : Personnel des intercommunalités ayant participé aux entretiens.....	105
Tableau 14 : Personnel des communes ayant participé aux entretiens.....	105
Tableau 15 : Personnel des institutions ayant participé aux entretiens	106
Tableau 16 : Exemple de répertoire à compléter	108

FIGURES

Figure 1 : Evolution des précipitations moyennes pendant la saison sèche et humides en Guadeloupe (Meteo-France 2019)	17
Figure 2 : Répartition par sexe et par classe d'âge au sein de l'échantillon	18
Figure 3 : Répartition des zones de résidence au sein de l'échantillon.....	19
Figure 4 : Répartition des catégories socio-professionnelles au sein de l'échantillon	19
Figure 5 : a-Atelier organisé aux Abymes (13/02), b et c discussion avec les habitants à Capesterre de Marie-Galante (8 et 9/02), d- atelier organisé à Petit-Bourg (7/02).	21
Figure 6 : Enquêtes qualitatives réalisées en février 2025	23
Figure 7 : Bassin 1 - Agglomération de Pointe-à-Pitre / Baie-Mahault / Grands Fonds	28
Figure 8 : Bassin 2 – Basse-Terre	29
Figure 9 : Bassin 3 - Secteur de la baie du Grand Cul de Sac Marin	30
Figure 10 : Bassin 4 - Sud / Est de Grande Terre et La Désirade	31
Figure 11 : Bassin 5 – Marie-Galante/ Terre de haut / Terre de Bas.....	33
Figure 12 : Cartographie des différents bassins à risque identifiés en Guadeloupe	35
Figure 13 : Synthèse de la vulnérabilité (OREC, 2018)	37
Figure 14 : Les mots des collectivités territoriales sur la perception des populations face au changement climatique (représentation non proportionnelle)	54
Figure 15 : Les évocations spontanées liées au changement climatique (Qualistat, 2024)	54
Figure 16 : Définition du changement climatique selon les enquêtés (Qualistat, 2024).....	56
Figure 17 : Connaissances sur le changement climatique (Qualistat, 2024).....	56
Figure 18 : Définition du changement climatique selon les enquêtés (BVA X Sight, 2024)	57
Figure 19 : Origine du changement climatique selon les habitants (Qualistat, 2024).....	58
Figure 20 : Origine du changement climatique en fonction des diplômes des répondants (Qualistat, 2024)	58
Figure 21 : Définition des causes du changement climatique selon les enquêtés (BVA X Sight, 2024).....	59
Figure 22 : Diriez-vous avoir déjà perçu des conséquences du changement climatique en Guadeloupe ? (Qualistat, 2024)	60
Figure 23 : Opinion de la population quant aux impacts du changement climatique (Qualistat, 2024).....	60
Figure 24 : Considération des impacts du changement climatique sur la santé humaine en fonction de l'âge et du niveau de diplôme.....	61
Figure 25 : Définition des impacts du changement climatique selon les enquêtés (BVA X Sight, 2024).....	61
Figure 26 : Réponses à la question : êtes-vous inquiet en pensant au changement climatique en général ? (Qualistat, 2024)	62
Figure 27 : Réponses à la question : êtes-vous inquiet en pensant au changement climatique et à ses effets en Guadeloupe ? (Qualistat, 2024)	62
Figure 28 : Niveau d'inquiétude déclaré face aux conséquences possibles d'une catastrophe (IFOP, 2023)	63
Figure 29 : Sur une échelle de 1 à 10 combien estimez-vous votre niveau d'inquiétude face aux conséquence possibles d'une catastrophe naturelle ou technologique ? (SDES, enquête sur le sentiment d'exposition aux risques, 2022)	64
Figure 30 : Sentiment d'être confronté au changement climatique (SDES, enquête sur le sentiment d'exposition aux risques, 2022).....	64
Figure 31 : Evolution des préoccupations environnementales des Français (SDES)	65
Figure 32 : Niveau d'inquiétude lié au changement climatique selon l'âge (Qualistat, 2024).....	67

Figure 33 : Niveau d'inquiétude lié au changement climatique et des effets sur l'archipel selon l'âge (Qualistat, 2024)	67
Figure 34 : Perception du changement climatique selon l'âge (Qualistat, 2024)	68
Figure 35 : Part des Français se déclarant « très inquiets » à l'égard du changement climatique (IFOP, 2023)	68
Figure 36 : Niveaux d'inquiétude lié au changement climatique selon l'âge de manière générale (A), et spécifiquement en Guadeloupe (B) (Qualistat, 2024)	69
Figure 37 : Perception du changement climatique selon le niveau de diplôme (Qualistat, 2024)	69
Figure 38 : Différence de considération du changement climatique entre les hommes et les femmes (Qualistat, 2024)	70
Figure 39 : Niveau d'inquiétude lié au changement climatique, selon le genre (Qualistat 2024)	70
Figure 40 : Niveau d'inquiétude lié au changement climatique en Guadeloupe et des effets sur l'archipel, selon le genre (Qualistat 2024)	71
Figure 41 : Différence de perception du risque en fonction du logement de l'interlocuteur (Qualistat, 2024)	72
Figure 42 : Avez-vous un souvenir d'inondation par la pluie, de glissement de terrain, de submersion marine, de sécheresse, de chaleurs anormalement fortes, de rivière en crue en Guadeloupe ? (Qualistat, 2024)	73
Figure 43 : Communes où le souvenir des événements est le plus marquant (Qualistat, 2024)	74
Figure 44 : Est-ce que cet événement a modifié votre perception du changement climatique en Guadeloupe ? (Qualistat, 2024)	74
Figure 45 : Considération du risque inondation par les habitants (Qualistat, 2024)	75
Figure 46 : Considérez-vous que votre domicile soit exposé au risque inondation ? (Qualistat, 2024)	76
Figure 47 : Pour vous protéger vous et votre famille du risque inondation pourriez-vous envisager de déménager afin de vivre dans une zone plus sûre ? (Qualistat, 2024)	76
Figure 48 : Ouverture à un déménagement à cause d'une exposition au risque inondation selon la distance logement-mer (Qualistat, 2024)	77
Figure 49 : Questionnement sur l'ouverture à un déménagement à cause d'une exposition au risque inondation selon l'âge (Qualistat, 2024)	77
Figure 50 : Considérez-vous que votre domicile est exposé au risque côtier ? (Qualistat, 2024)	78
Figure 51 : Considération du niveau d'exposition au risque côtier selon la distance logement-mer	78
Figure 52 : Pour vous protéger vous et votre famille du risque côtier pourriez-vous envisager de déménager afin de vivre dans une zone plus sûre ?	79
Figure 53 : Perception sur les conséquences du changement climatiques dans les prochaines années (Qualistat, 2024)	80
Figure 54 : Influence de l'existence d'un aléa sismique au moment de choisir de s'installer dans son logement (Pautard, Kraszewski, & Antoni, 2023).	80
Figure 55 : Selon vous, quelles sont les priorités pour limiter les effets du changement climatique en Guadeloupe ? (Qualistat, 2024)	82
Figure 56 : Priorités d'actions pour limiter les effets du changements climatiques en Guadeloupe selon l'âge	84
Figure 57 : Avez-vous vu en Guadeloupe des campagnes de sensibilisation sur le changement climatique et ses effets ? (Qualistat, 2024)	85
Figure 58 : Evolution du niveau de connaissance des dispositifs de prévention des risques (Source : SDES, enquêtes sur le sentiment d'exposition aux risques, 2013-2022)	87
Figure 59 : Canal de diffusion de la campagne de sensibilisation (Qualistat, 2024)	87
Figure 60 : Selon vous quelles sont les conséquences du changement climatique auxquelles la Guadeloupe sera plus exposée dans les années à venir ? (Qualistat, 2024)	89

Figure 61 : Les attentes en matière d'action publique environnementale (SDES, 2021).....	90
Figure 62 : Actions proposées afin de renforcer le cadre de concertation et d'actions entre les acteurs du territoire guadeloupéen	93
Figure 63 : Axes de priorisation d'actions proposés, en lien avec les entretiens menés auprès des acteurs du territoire.....	93

ACRONYMES

EPCI	Etablissements Publics de Coopération Intercommunale
GREC	Groupe Régional d'Experts sur le Climat de la Guadeloupe
OREC	Observatoire Régional de l'Energie et du Climat
PAPI	Programme d'Actions de Prévention des Inondations
PCAET	Plan Climat-Air-Énergie Territorial
PCS	Plan Communal de Sauvegarde
PLU	Plan Local d'Urbanisme
PPMS	Plan Particulier de Mise en Sûreté
PPRN	Plan de Prévention des Risques Naturels
SAR	Schéma d'Aménagement Régional
SCOT	Schéma de Cohérence Territoriale

SYNTHESE

La Guadeloupe, territoire insulaire composé de plusieurs îles, est particulièrement vulnérable au changement climatique, avec une grande diversité de conditions climatiques selon les zones. L'archipel subit déjà des effets marqués : vagues de chaleur, stress hydrique, inondations fréquentes et intensification des cyclones. Les habitants sont exposés à des risques d'inondation, en zones littorales et intérieures. L'érosion du trait de côte entraîne des relocalisations, comme à Petit-Bourg. Les milieux humides, essentiels en période sèche, sont en déclin, tout comme l'agriculture est fragilisée par les aléas. Le tourisme, pilier économique, est à la fois impacté par le climat et générateur de pressions environnementales. Les conséquences actuelles du changement climatique en Guadeloupe et les prévisions mettent en exergue un enjeu de renforcement de la culture du risque de la population et d'une meilleure prise en compte des perceptions des habitants, indispensable à la construction et à l'acceptation d'une stratégie de prévention et de gestion des risques, mais aussi à sa mise en œuvre. La réponse à cet enjeu passe en premier lieu, par la compréhension des représentations des populations face au changement climatique en Guadeloupe.

Aussi, dans ce contexte, Synergîles a souhaité mettre en œuvre une étude visant à mesurer, identifier, caractériser la perception des populations guadeloupéennes face au changement climatique. Les résultats de cette étude permettront d'orienter les stratégies de communication et de pédagogie à mettre en œuvre pour éveiller les prises de conscience et encourager les engagements.

L'étude s'est déroulée en plusieurs phases en 2024 et 2025 et a permis la collecte de données à travers (i) l'analyse cartographique, (ii) la recherche et l'analyse bibliographique et (iii) la mise en œuvre d'enquêtes de terrain, à la fois quantitatives et qualitatives sur l'ensemble du territoire guadeloupéen. L'enquête quantitative a été déployée auprès d'un échantillon représentatif de la population avec 307 personnes âgées de 16 ans et plus, enquêtées par téléphone et 109 personnes âgées de 16 ans et plus, résidant dans des zones à risques (côte sous le vent, Port-Louis, Pointe à Pitre et les Grands fonds) interrogées en face à face. L'enquête qualitative a permis d'échanger avec les habitants, les communes, les 6 intercommunalités de Guadeloupe, le Département, la Région et l'ADEME.

Les résultats des enquêtes ont pu montrer que le changement climatique est un phénomène bien connu par la population guadeloupéenne. En effet, pour plus de sept Guadeloupéens sur dix, le changement climatique est défini par une évolution à long terme des régimes climatiques mondiaux. Toutefois, près d'un quart pense que ce phénomène correspond à une évolution rapide de la météo sur un court laps de temps. Enfin, 4% des sondés ne croient pas à ce phénomène et l'assimilent à un canular. La population exprime une forte inquiétude face aux effets du changement climatique en Guadeloupe : 79 % des Guadeloupéens se déclarent inquiets, voire très inquiets, et 90 % affirment en avoir déjà constaté les conséquences. Les perceptions diffèrent selon des facteurs sociologiques et psychologiques tels que l'âge, le diplôme, le secteur d'activité, le vécu, et le genre. Notamment, l'inquiétude est plus importante chez les personnes âgées que chez les plus jeunes. De plus, concernant le prisme du genre, on constate que les femmes ont des considérations environnementales et une implication sur le sujet légèrement supérieures à celles des hommes. Ce constat est également confirmé par différentes études dont l'enquête de l'Observatoire International Climat et Opinions publiques et le rapport du Conseil économique, social et environnemental.

Concernant les principaux risques qui touchent le territoire guadeloupéen, les risques d'inondation (77 %) et côtiers (87 %) sont largement perçus comme liés au changement climatique, opinion qui est d'autant plus marquée chez les personnes âgées et diplômées. Près d'un tiers des habitants se sentent exposés au risque d'inondation, un chiffre qui grimpe à 73 % pour ceux vivant à moins de 100 m de la mer. Pour le risque côtier,

82 % des riverains proches du littoral s'estiment exposés. Plus de la moitié des personnes concernées envisageraient de déménager, et ce chiffre atteint 77 % en zone à risque. Les Guadeloupéens affirment aussi vouloir agir à titre individuel pour limiter leur impact climatique, tout en appelant à davantage de sensibilisation et à la protection des forêts.

Les acteurs publics territoriaux observent une prise de conscience progressive des populations face au changement climatique, mais notent un certain détachement des habitants, habitués à vivre avec les risques. Ils soulignent la difficulté à mobiliser durablement la population, en dehors des périodes de crise. Une forme de fatalisme persiste, notamment chez les habitants installés depuis plusieurs générations. Les réactions varient selon les saisons ou les événements : entre déni, inquiétude et panique. La résilience locale coexiste avec une faible intégration du climat comme priorité quotidienne. Les personnes en grande précarité, âgées, ou en rupture de soins sont les plus vulnérables face aux impacts.

Les autorités soulignent plusieurs défis majeurs en matière de prévention et de gestion des risques. L'évolution continue des aléas climatiques sur un territoire spécifique se heurte à des politiques nationales peu adaptatives et à des procédures longues et complexes. À cela s'ajoutent des difficultés à assurer la continuité des actions, un manque d'outils d'évaluation efficaces, et une coordination limitée entre une multitude d'acteurs. Par ailleurs, le déclin démographique, les enjeux de relogement liés à l'érosion du littoral, les contraintes budgétaires, les arbitrages en matière de développement économique, ainsi que les considérations politiques rendent encore plus complexe l'élaboration d'une stratégie cohérente et durable.

Les communes et les EPCI expriment un besoin fort de communication et de formation adaptées aux réalités locales, via des réunions pédagogiques, un meilleur accès aux études existantes et un accompagnement d'experts. Elles demandent aussi un soutien pour comprendre la perception des populations face au changement climatique, améliorer la coordination territoriale, et renforcer la préparation aux risques. Une meilleure collaboration entre acteurs est souhaitée, à travers des synergies concrètes sans multiplier les structures. Les collectivités territoriales appellent à construire une vision commune du territoire, partagée et ancrée dans les besoins réels de la population guadeloupéenne.

Enfin, à partir des résultats obtenus et des discours collectés auprès des acteurs territoriaux, cette étude propose des axes de recommandations afin d'améliorer la réponse au changement climatique en considérant plus fortement les perceptions des populations guadeloupéennes sur le sujet. Ces recommandations visent en priorité à consolider une vision partagée du territoire, à améliorer la connaissance des acteurs territoriaux vis-à-vis du changement climatique, à diffuser les études existantes au profit d'une culture du risque plus aboutie et à intensifier la sensibilisation et l'accès à l'information auprès du grand public.

1. INTRODUCTION

Cette étude demandée par le pôle d'innovation Synergîles s'inscrit dans le cadre des actions menées par l'Observatoire régional de l'énergie et du climat de la Guadeloupe, porté par la DEAL, la Région Guadeloupe, l'ADEME, Météo-France, l'AFD, EDF, SARA, Albioma et le SyMeg.

Elle vise à mener une étude/enquête sur un échantillon représentatif afin de mieux comprendre les perceptions et les représentations du changement climatique au sein de la population guadeloupéenne dans son environnement quotidien.

L'objectif spécifique de cette étude est d'évaluer, d'identifier et de caractériser la perception et la prise en compte du changement climatique par les différents publics ciblés. Les résultats obtenus serviront à orienter les stratégies de communication et d'éducation pour sensibiliser la population et favoriser son engagement.

Pour mener à bien cette étude le groupement Artelia-QualiStat a mis à profit :

- Son expertise construite grâce aux expériences passées,
- Les données déjà existantes,
- L'actualité des phénomènes climatiques,
- La complémentarité des approches méthodologiques, à la fois quantitative et qualitative.

Les résultats de cette étude pourront être exploités au bénéfice de la Guadeloupe afin d'adapter les stratégies territoriales, notamment dans le cadre de l'élaboration du Schéma d'Aménagement Régional ou des PCAET (Plan Climat Air Energie Territoires).

Elle vise également à intégrer les perceptions et attentes des habitants, permettant ainsi de mieux refléter leurs besoins dans les politiques publiques.

Enfin, cette étude a offert aux collectivités un espace d'expression à la fois pour identifier les enjeux, les lacunes existantes et pour formuler leurs attentes en matière d'amélioration de la gestion du changement climatique et des risques associés.

Le rapport présente tout d'abord les enjeux de l'étude, la méthodologie appliquée, puis les résultats des différentes phases, (i) l'identification des bassins à risques, (ii) et les enquêtes menées sur le terrain auprès des populations et des collectivités. Enfin, les principaux enjeux mentionnés au cours des entretiens sont retranscrits et des recommandations sont proposées.

2. COMPREHENSION DES ENJEUX

2.1. ENJEUX DU TERRITOIRE GUADELOUPEEN FACE AUX RISQUES NATURELS

- UN TERRITOIRE EXPOSE AUX RISQUES ET AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

La Guadeloupe, territoire insulaire, est particulièrement vulnérable au changement climatique. Exposé aux événements climatiques extrêmes et à la montée des eaux, l'archipel présente en effet des fragilités, comme en témoigne la dégradation progressive des ressources et la destruction des écosystèmes.

L'archipel de la Guadeloupe est composé de six îles principales. Les conditions climatiques varient sensiblement d'une île à l'autre en Guadeloupe — entre La Désirade, Les Saintes, Marie-Galante, la Grande-Terre et la Basse-Terre — mais aussi à l'intérieur même des îles, avec des contrastes notables entre le nord et le sud, ainsi qu'entre les versants exposés au vent (au vent) et ceux abrités (sous le vent). L'île de la Basse-Terre illustre bien cette diversité : deux communes pourtant proches, Capesterre-Belle-Eau et Baillif, situées à moins de 10 km l'une de l'autre, connaissent des régimes de précipitations très différents. La première reçoit deux à trois fois plus de pluie que la seconde, ce qui crée un environnement très humide d'un côté, et beaucoup plus sec de l'autre (GREC Guadeloupe, 2020).

Ces dernières années, les conséquences du changement climatique sur l'archipel guadeloupéen se sont amplifiées avec notamment des vagues de chaleur plus fréquentes, un assèchement plus important, une raréfaction des ressources en eau mais aussi des événements météorologiques avec des précipitations intenses. En effet, ce ne sont pas moins de six vigilances rouges pour fortes pluies qui ont été déclenchées en trois ans, ce qui constitue un record pour un département français. Le réchauffement climatique (de 2 à 5 °C) devrait accentuer ces événements, et générer de plus une intensification des phénomènes cycloniques ; des inondations plus fréquentes ; et une élévation probable du niveau de la mer de 35 à 80 cm (ADEME).

Les zones littorales en particulier sont très exposées aux aléas climatiques et à ses conséquences malgré les mangroves qui constituent des remparts pour lutter contre les houles cycloniques. L'évolution du trait de côte est un sujet très préoccupant. En effet plus de 60 000 personnes sont exposées au risque d'inondation par débordement de cours d'eau ou par ruissellement (soit 15 % de la population guadeloupéenne). De plus sur le littoral, plus de 40 000 personnes sont exposées au risque d'inondation par submersion marine (soit 11 % de la population guadeloupéenne) (DEAL, 2022). Cela entraîne des risques pour les communes situées en zone inondable, des risques pour les logements, les infrastructures ou les services, les emplois, le patrimoine naturel et culturel situés dans cette zone.

Par ailleurs, les zones basses de l'intérieur présentent une vulnérabilité importante face aux inondations. C'est le cas notamment du territoire des bassins versants des Grands-Fonds pour lequel un PAPI a été mis en œuvre.

Le recul du trait de côte et l'érosion entraînent des risques pour les communes côtières. Notamment, la commune de Petit Bourg, plus grande commune en Guadeloupe constitue la première expérience en France de relocalisation en raison d'un risque de glissement de terrain et d'effondrement des falaises. L'opération de mise en sécurité des personnes et des biens menacés par l'effondrement de la falaise littorale dans les secteurs de Bel-Air et de Bovis a débuté le 1er septembre 2023 avec la première vague de démolitions.

Dans la zone rétro-littorale, les milieux humides jouent un rôle de réservoir d'eau très utile en saison sèche. Cependant, les mares ont presque disparu. La mare de Sergent est l'une des cinq mares retenues en Guadeloupe par l'Union internationale de la nature pour faire l'objet de réhabilitation. L'activité agricole (principalement des exploitations dédiées à la banane et à la canne, mais aussi d'autres consacrées au

maraîchage et à l'horticulture) est particulièrement sensible aux aléas climatiques et aux effets du changement climatique avec des bouleversements du calendrier agricole, et des événements climatiques qui impactent les rendements.

En septembre 2022, la Guadeloupe a été durement touchée par la tempête Fiona qui a causé la mort d'une personne et de nombreux dégâts.

Le tourisme constitue un pilier essentiel de l'économie guadeloupéenne, attirant chaque année des milliers de visiteurs séduits par la beauté de ses paysages, la richesse de sa biodiversité et son patrimoine culturel. Cependant, ce secteur est à la fois vulnérable face au changement climatique et potentiellement générateur de pressions sur l'environnement. L'érosion côtière, la dégradation des récifs coralliens, la montée des eaux et la multiplication des événements climatiques extrêmes menacent directement les infrastructures touristiques et l'attractivité du territoire. Par ailleurs, une fréquentation mal maîtrisée peut accentuer la pollution, la dégradation des milieux naturels et la surexploitation des ressources locales. Ces enjeux soulignent la nécessité d'un développement touristique plus durable, conciliant attractivité économique et préservation des écosystèmes. Des régulations sont en cours pour la fréquentation touristique ainsi que des études concernant la vulnérabilité liée à l'activité touristique ont été lancées par l'ADEME.

Aussi, les conséquences actuelles du changement climatique et les prévisions mettent en exergue un enjeu de renforcement de la culture du risque de la population, indispensable à la construction et à l'acceptation d'une stratégie de gestion des risques, mais aussi à sa mise en œuvre. La réponse à cet enjeu passe en premier lieu, par la compréhension des représentations des populations face au changement climatique en Guadeloupe, objet de cette étude.

2.2. CONTEXTE DE L'ETUDE SUR LA PERCEPTION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

2.2.1. Pôle innovation Synergîles

Cette mission est réalisée pour le pôle d'innovation Synergîles spécialisé dans la transition énergétique et écologique et se définissant comme une interface entre les sphères techniques, scientifiques et institutionnelles. Le pôle est constitué de 6 départements :

- L'Ingénierie de l'Innovation énergie et matériaux, INNOV (2007),
- L'Observatoire Régional de l'Energie et du Climat, OREC (2016),
- L'Ecologie Industrielle et Territoriale, EIT (2019),
- L'Observatoire Régional des Déchets et de l'Economie Circulaire, ORDEC (avril 2020),
- Le Réseau Bâtiment Durable, RBD (décembre 2020),
- Guadeloupe Mobilité Durable, GMD (décembre 2020).

L'Observatoire Régional de l'Energie et du Climat (OREC) est un outil partenarial d'aide à la décision et son secrétariat est représenté par Synergîles.

2.2.2. Objectifs et enjeux de l'étude

La mission consiste en la réalisation d'une étude visant à l'analyse des perceptions et représentations du changement climatique des populations dans leur cadre de vie en Guadeloupe.

L'objectif précis de cette étude est de pouvoir mesurer, identifier, caractériser la perception et la prise en compte du changement climatique auprès des cibles de l'enquête. Les résultats de cette étude permettront d'orienter les stratégies de communication et de pédagogie à mettre en œuvre pour éveiller les prises de conscience et encourager les engagements.

Par la suite, les résultats de cette étude pourront être utilisés par les acteurs du territoire guadeloupéen afin de :

- Améliorer les actions et les outils de sensibilisation et de communication (notamment sensibilisation concernant les risques auxquels la population devra faire face dans les prochaines décennies) ;
- Préparer les territoires en intégrant dans l'ensemble de leurs politiques de développement, des actions d'adaptation permettant de limiter les conséquences néfastes liées au changement climatique ;
- Mesurer l'impact, la compréhension et le consentement à agir des guadeloupéens dans cette transition écologique et énergétique pour qu'ils puissent anticiper et mettre en place des actions sans regret pour accroître la résilience de l'archipel.

On peut distinguer deux volets dans la perception des populations, l'une plus en lien avec les considérations environnementales et les éco-gestes, l'autre sur la gestion des risques et la prévention des catastrophes naturelles.

- 1- **Réduction de l'effet de serre, éco gestes, considérations environnementales** : ce volet concerne les actions individuelles et collectives visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à adopter des comportements respectueux de l'environnement. Les populations perçoivent souvent ces actions comme des gestes quotidiens simples mais essentiels, tels que le recyclage, la réduction de la consommation d'énergie, l'utilisation de transports en commun, et la promotion des énergies renouvelables. Ces considérations environnementales sont généralement motivées par une prise de conscience croissante des impacts du changement climatique sur la planète et la nécessité de protéger les écosystèmes pour les générations futures.
- 2- **Gestion des risques, prévention des catastrophes naturelles** : ce volet se concentre sur la préparation et la réponse aux catastrophes naturelles, telles que les ouragans, les inondations, et les séismes.

Ces deux volets sont complémentaires, et nécessitent des approches spécifiques pour répondre aux perceptions et aux besoins des populations en matière de changement climatique. La perception des populations quant à ces deux volets est traitée dans l'étude.

3. METHODOLOGIE

3.1. APPROCHE GLOBALE

L'approche a consisté en diverses approches afin d'obtenir une compréhension plus approfondie du sujet et de limiter les biais. La triangulation des données a été effectuée à la fois à travers la recherche bibliographique, les données produites à travers l'enquête quantitative et l'enquête qualitative.

3.2. DEROULEMENT DE L'ETUDE

L'étude s'est déroulée selon les différentes phases mentionnées ci-dessous :

■ PHASE 1 : COMPREHENSION DES ENJEUX DU TERRITOIRE ET DES ENJEUX DE L'ETUDE

Objectifs :

Cette première phase a permis d'approfondir la compréhension des enjeux du territoire (zones à risque, populations à risque, etc...) et les enjeux de l'étude ; et également à débiter le processus d'engagement des parties prenantes en mobilisant et en concertant les acteurs du territoire.

Moyens :

- Analyse des enjeux climatiques à travers la recherche bibliographique et l'analyse cartographique
- Analyse de la documentation fournie par le client
- Définition de la vulnérabilité et des bassins à risques

A l'issue de cette phase, un atelier de restitution a eu lieu le 11 octobre 2024 avec les différents pôles qui constituent le pôle innovation Synergiles.

La section 3.3 décrit la méthodologie de cette phase et les résultats sont présentés en section 0.

■ PHASE 2 : CONSTRUCTION ET DEPLOIEMENT DES ENQUETES SUR LE TERRAIN

Cette phase a pour objectifs d'élaborer les questionnaires et de les déployer sur le terrain.

L'approche proposée pour la conduite des enquêtes est à la fois qualitative et quantitative. Les outils élaborés ont été soumis au client pour validation.

La section 3.4 décrit la méthodologie mise en œuvre.

■ PHASE 3 : ANALYSE DES DONNEES

Cette phase a consisté à la fois à l'analyse statistique des enquêtes quantitatives et des données des enquêtes qualitatives. Les résultats sont présentés en section 5 et en section 6.

■ PHASE 4 : RESTITUTION DES RESULTATS

- Restitution au comité de pilotage

Une restitution des résultats de l'étude auprès du Comité de Pilotage s'est déroulée le 17 juin 2025.

- Restitution publique

Une restitution de cette étude a eu lieu le 3 juillet 2025 au cours du séminaire de l'OREC.

3.3. ANALYSE CARTOGRAPHIQUE

L'objectif de l'approche cartographique était l'identification des bassins de risques cohérents pour adapter les enquêtes au terrain. La méthodologie employée a consisté en différentes étapes :

- 1) Collecte de données
- 2) Synthèse cartographique croisant des zones d'exposition aux aléas et des facteurs de sensibilité
- 3) Atelier avec le pôle innovation Synergiles : partage du travail accompli et orientation de la méthodologie des enquêtes de terrain.

L'approche géographique est fondée sur le zonage des aléas.

Concernant les risques inondation, submersion marine, érosion côtière, mouvements de terrain, les principales données mobilisées ont été les suivantes :

- Météo-France / Université Montpellier 3 : résultats du projet C3AF (2017-2021)
- DEAL : PPRN (2006-2013) / TRI (2014)

Concernant la sécheresse hydrologique et les fortes chaleurs, les données suivantes ont été mobilisées :

- Météo-France : résultats du projet C3AF (2017-2021).
- DEAL : dispositif sécheresse en Guadeloupe.

Ci-dessous la figure 1 donne un exemple de données utilisées :

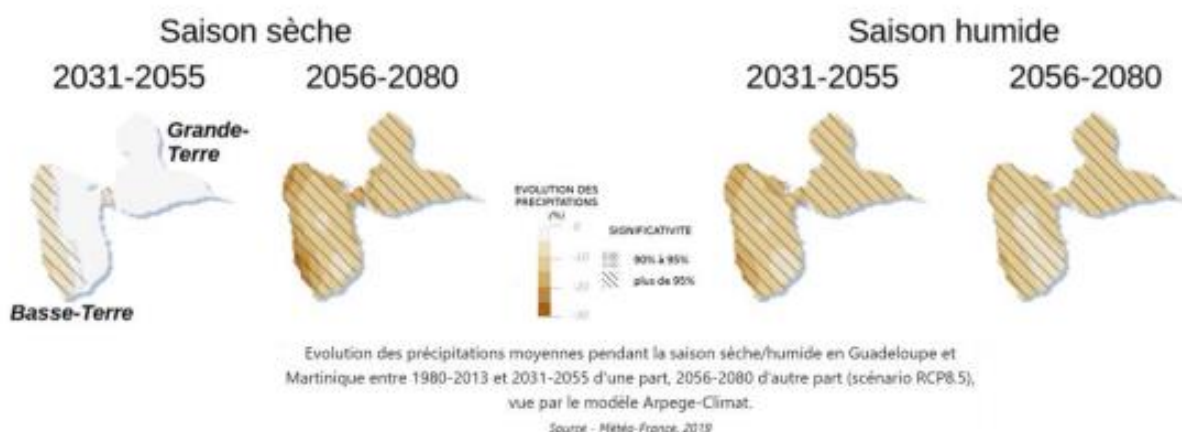


Figure 1 : Evolution des précipitations moyennes pendant la saison sèche et humides en Guadeloupe (Météo-France 2019)

3.4. ENQUETES MENEES

Deux approches complémentaires ont été utilisées pour collecter des données sur le terrain : des enquêtes quantitatives ont été menées par Qualistat et des enquêtes qualitatives ont été mises en œuvre par Artelia. Cette section détaille les deux types d'enquête.

3.4.1. Enquêtes quantitatives

L'enquête quantitative a été réalisée du 6 novembre au 10 décembre 2024. Les enquêtes ont été administrées par téléphone pour l'échantillon représentatif de la population générale et en face à face pour le sur-échantillon de personnes habitant dans des zones exposées aux risques.

Le panel de répondants était composé comme suit :

- D'un échantillon de 307 personnes représentatives de la population guadeloupéenne âgées de 16 ans et plus ;
- D'un sur-échantillon de 109 personnes âgées de 16 ans et plus, résidant dans des zones à risques (côte sous le vent, Port-Louis, Pointe à Pitre et les Grands fonds).

QualiStat rappelle que les résultats de cette enquête doivent être lus en tenant compte des marges d'incertitude : entre 2,2 et 5,0 pour un échantillon de 400 répondants.

L'échantillon se compose des caractéristiques suivantes :

- 55% de femmes contre 45% d'hommes ;
- 46% des personnes sont âgées entre 40 et 64 ans, 12% ont moins de 24 ans ;
- Parmi les catégories socio-professionnelles on retrouve en premier les retraités avec 24%, suivent les artisans, commerçants et chefs d'entreprises (15%) ainsi que les professions intermédiaires (14%).
- Concernant les zones de résidence, les plus représentées sont CAP Excellence avec 28% des répondants et la CANBT avec 25%.

Les Figure 2, Figure 3, et Figure 4 illustrent la structure de l'échantillon avec la répartition en fonction du sexe, de l'âge, de la zone de résidence et de la catégorie socio-professionnelle du répondant. Le questionnaire utilisé est présenté en Annexe A.

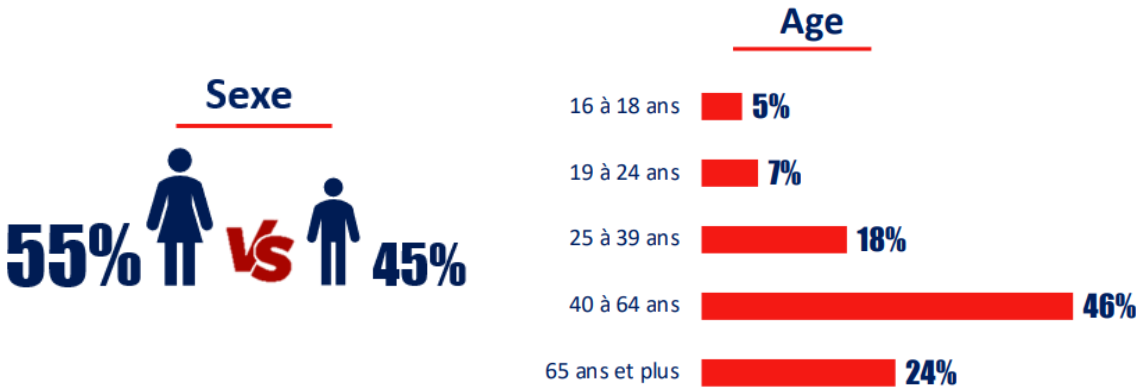


Figure 2 : Répartition par sexe et par classe d'âge au sein de l'échantillon

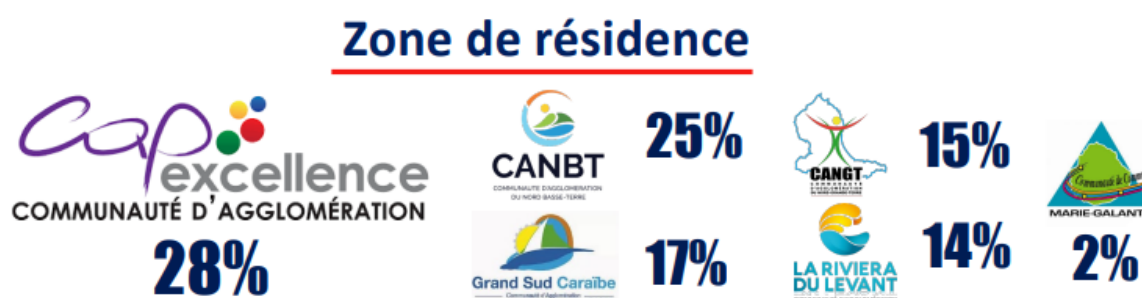


Figure 3 : Répartition des zones de résidence au sein de l'échantillon

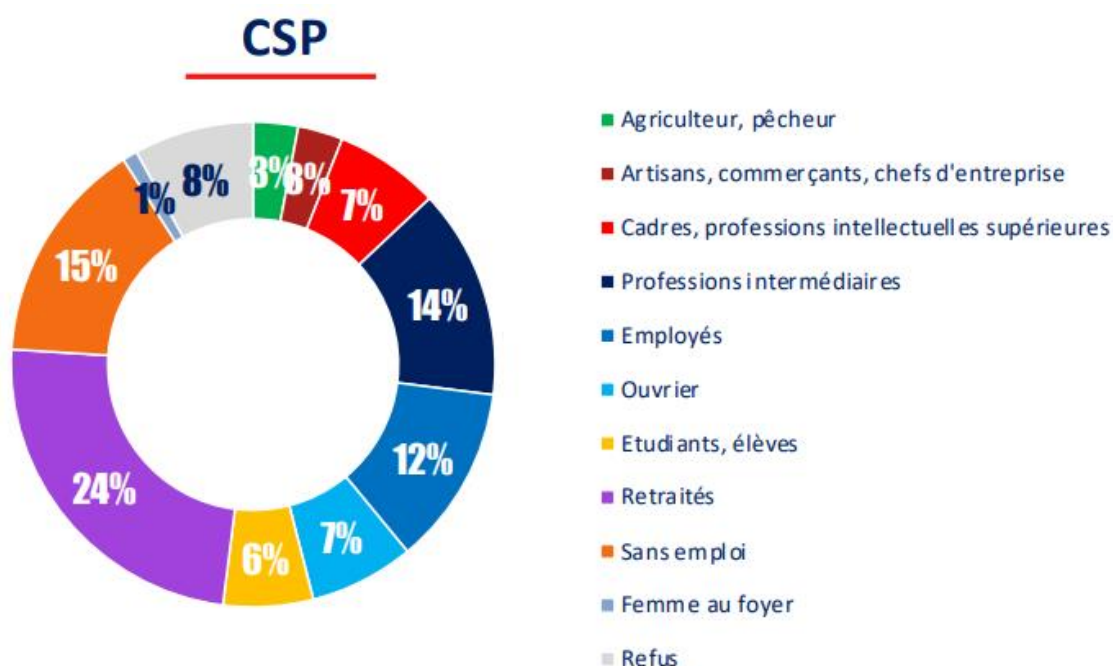


Figure 4 : Répartition des catégories socio-professionnelles au sein de l'échantillon

3.4.2. Enquêtes qualitatives

Les enquêtes qualitatives ont été menées du 5 au 13 février 2025 sur tout le territoire guadeloupéen. Des guides d'entretien semi-directifs ont été utilisés auprès des cibles suivantes : la Région, le Département, l'ADEME, les EPCI, les communes, et les habitants. Les questionnaires utilisés sont présentés en Annexe B et en Annexe C.

3.4.2.1. Entretiens auprès des acteurs publics territoriaux

▪ EPCI

Les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) sont des regroupements de communes que constituent en Guadeloupe, les 6 intercommunalités suivantes :

- Communauté d'agglomération - Cap Excellence
- Communauté d'agglomération - Grand Sud Caraïbe

- Communauté d'Agglomération - La Riviera du Levant
- Communauté d'agglomération - Nord Basse-Terre
- Communauté d'agglomération - Nord Grande Terre (CANGT) - Guadeloupe
- Communauté de communes - Marie-Galante

Toutes les intercommunalités ont été contactées et ont fait l'objet d'un entretien.

▪ **Entretiens auprès des communes**

Les communes suivantes ont été contactées afin d'échanger sur le sujet : Pointe-à-Pitre, Baie-Mahault, Trois-Rivières, Vieux-Habitants, Vieux-Fort, Bouillante, Capesterre Belle-eau, Le Gosier, Sainte-Anne, Saint-François, Petit-Bourg, Sainte-Rose, Deshaies, Port-Louis, Capesterre de Marie-Galante, Saint-Louis, Grand bourg, Capesterre-Belle-Eau.

Les communes de Vieux-habitants, Goyave, Petit-Bourg, Capesterre de Marie Galante, Saint-François, Les Abymes et Capesterre-Belle-Eau ont répondu positivement.

L'annexe D présente la liste des personnes interviewées.

▪ **Acteurs publics institutionnels**

Des entretiens complémentaires ont été réalisés auprès de l'ADEME, de la Région Guadeloupe et du Département.

3.4.2.2. Atelier de discussion avec les habitants

L'organisation de ces ateliers de discussion avec les habitants s'est faite conjointement avec les 4 Mairies qui ont manifesté leur soutien pour l'organisation, à la fois dans la logistique (réservation de salle) et dans le relais de communication auprès des habitants.

L'information a été diffusée à la radio sur Guadeloupe Première, également par le biais d'affiches, et au sein des Mairies.

Les ateliers ont été programmés dans les communes suivantes :

- Vieux-Habitants (CA Grand Sud Caraïbes) le 6/02
⇒ L'atelier n'a pas suscité d'engouement. Il a été remplacé par des entretiens en face-à-face avec des habitants.
- Petit-Bourg le 7/02
⇒ L'atelier a été réalisé en présence de trois personnes.
- Capesterre de Marie Galante le 10/02
⇒ L'atelier n'a pas suscité d'engouement. Il a été remplacé par des entretiens en face-à-face avec des habitants, sur la place du marché, proche de la plage et au stade municipal.
- Les Abymes le 12/02
Onze personnes étaient présentes à l'atelier. Ce succès est attribuable notamment à l'investissement de la commune pour la diffusion de l'information sur cet atelier, et pour la diffusion d'une information claire et précise quant à son contenu. L'échange a duré une heure.

Ces ateliers ont connu peu de succès, confirmant l'expérience vécue par les communes et les intercommunalités sur la mobilisation des habitants. Les personnes qui viennent aux ateliers sont en général

déjà sensibilisées au sujet, intéressées par les questions environnementales et informées sur les risques naturels. Aussi, afin d'enrichir les données qualitatives, des entretiens informels avec les habitants ont été réalisés comme décrit ci-dessous.

3.4.2.3. Entretiens informels avec les habitants

En complément de l'activité précédente, des entretiens informels avec les habitants ont été menés dans les différentes communes (en particulier Goyave, Capesterre de Marie Galante), et dans différents lieux : dans la rue, au Marché, dans un stade municipal, dans les restaurants, sur la Place de la commune, ou encore en dehors des centres urbains, comme dans un champ.

Cette méthode a permis de toucher des personnes de différentes générations, de différents milieux socio-professionnels, et des personnes qui ne sont pas spécifiquement sensibilisées au sujet.

Les photographies ci-dessous illustrent ces différentes approches.



a



b



c



d

Figure 5 : a-Atelier organisé aux Abymes (13/02), b et c discussion avec les habitants à Capesterre de Marie-Galante (8 et 9/02), d- atelier organisé à Petit-Bourg (7/02).

3.4.2.4. Calendrier général

Les enquêtes qualitatives se sont déroulées sur le terrain du 5 février au 13 février 2025, selon le calendrier suivant :

Tableau 1 : Calendrier des entretiens menés au cours de la mission de terrain

Date	Interlocuteurs
Mercredi 5 février	▪ Communauté d'agglomération Cap Excellence
Jeudi 6 février	▪ Communauté d'agglomération de Nord Basse Terre ▪ Commune de Vieux Habitants ▪ Atelier avec les habitants/ entretiens informels
Vendredi 7 février	▪ Communauté d'agglomération du Nord Grande Terre ▪ Commune de Goyave ▪ Atelier avec les habitants de Petit Bourg
Dimanche 9 février	▪ Atelier avec les habitants de Capesterre de Marie Galante/ entretiens informels avec les habitants
Lundi 10 février	▪ Entretiens informels avec les habitants ▪ Communauté d'agglomération de Marie Galante
Mardi 11 février	▪ Commune Capesterre de Marie Galante
Mercredi 12 février	▪ Commune de Saint-François ▪ Commune de Petit Bourg
Jeudi 13 février	▪ Communauté d'Agglomération Riviera du Levant ▪ Communauté d'Agglomération Grand Sud ▪ Atelier habitants Les Abymes ▪ Commune Les Abymes ▪ Réunion de restitution auprès de Synergîles

Par ailleurs, à la demande de Synergîles et des acteurs concernés, des entretiens complémentaires ont été menés comme indiqué dans le tableau suivant.

Tableau 2 : Calendrier des entretiens complémentaires menés

Date	Interlocuteurs
18 février	ADEME
19 février	Commune de Capesterre-Belle-Eau
15 avril	Région Guadeloupe
29 avril	Département Guadeloupe

L'Annexe D présente la liste des personnes interviewées.

La Figure 6 présente la répartition géographique de l'ensemble des enquêtes qualitatives menées en février 2025.

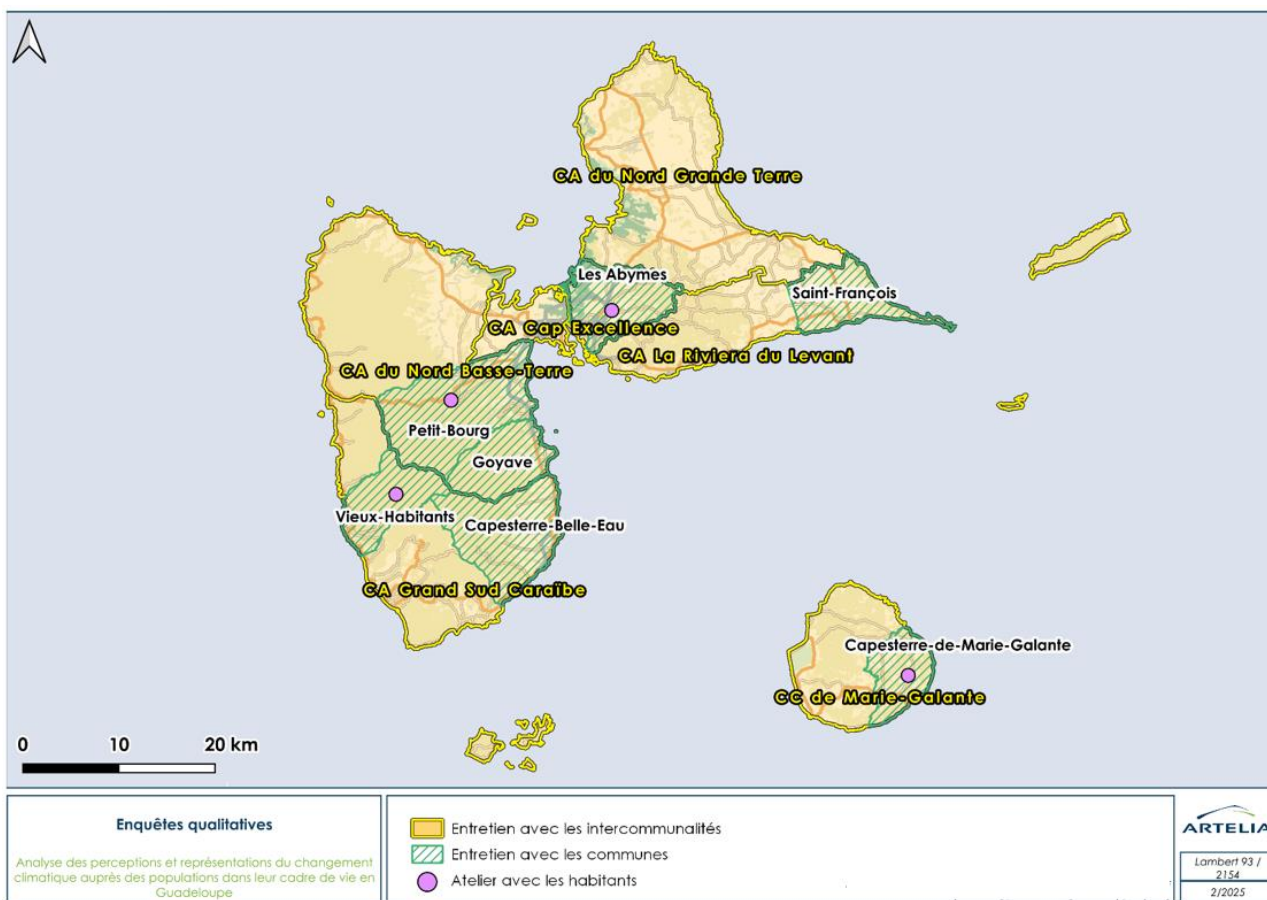


Figure 6 : Enquêtes qualitatives réalisées en février 2025

3.5. ANALYSE DES DONNEES DES ENQUETES DE TERRAIN ET LIMITES DE L'ETUDE

3.5.1. Les facteurs psycho-émotionnels

Toutes les données présentées ci-dessous sont à considérer avec précaution. En effet, les réponses données par la population, sur un sujet aussi sensible que le changement climatique, font appel à de nombreux facteurs psycho-émotionnels qui sont régis à la fois par le vécu, la sensibilité au sujet, et par des facteurs sociologiques tels que l'âge, la catégorie socio-professionnelle, etc.

En effet, la perception des populations face au changement climatique est un sujet complexe à appréhender en raison des **nombreux facteurs psychologiques et émotionnels** qui influencent leur compréhension et leur réaction à un instant *t*. D'une part, les biais cognitifs, comme l'effet de distance psychologique, poussent les individus à percevoir le changement climatique comme un problème lointain, tant dans le temps que dans l'espace, réduisant ainsi leur sentiment d'urgence. De plus, il s'agit d'un phénomène complexe et souvent abstrait : ses effets sont progressifs, globaux et non linéaires, ce qui rend leur compréhension difficile. Contrairement à une catastrophe soudaine, le changement climatique agit sur le long terme, rendant moins évident le lien entre les actions humaines et leurs conséquences. L'incertitude perçue autour des prévisions climatiques et des solutions à adopter alimente aussi la confusion et la passivité.

Par ailleurs, **les émotions** jouent un rôle clé : face à la complexité du sujet, beaucoup ressentent un sentiment d'impuissance ou d'éco-anxiété¹ qui peut conduire au déni ou au désengagement. De plus, l'influence sociale et politique est déterminante : les discours contradictoires, la désinformation et les intérêts économiques en jeu façonnent les perceptions et peuvent freiner l'adhésion aux mesures nécessaires.

Par ailleurs, **la proximité temporelle** d'un événement influe aussi sur l'orientation des réponses.

Enfin, le changement climatique remet en question des habitudes et des modes de vie profondément ancrés, rendant difficile l'acceptation de changements radicaux dans la consommation, les déplacements ou l'organisation sociale. Tous ces facteurs combinés expliquent pourquoi il est si difficile pour les populations d'appréhender pleinement les enjeux du changement climatique et d'y répondre de manière efficace. A cela s'ajoutent la distinction parfois complexe entre le sujet des efforts réalisés pour l'environnement à travers les éco-gestes et la problématique plus globale du changement climatique et de la perception des risques naturels.

¹ Le rapport publié par l'ADEME en 2025 (Sutter, P.-E., Chamberlin S. & Messmer L. (2025). *Éco-anxiété en France (étude 2025)*. ADEME. 86 pages) est la première étude menée sur un échantillon représentatif de la population française, incluant 998 individus. L'éco-anxiété est définie par les chercheurs comme une détresse psychologique (mal-être) découlant des inquiétudes face à la crise environnementale, est un sujet de préoccupation exponentielle pour les populations mondiales. Les médias et la recherche s'en font l'écho, sans que l'on en connaisse précisément l'impact sur la population française.

3.5.2. Le biais de la désirabilité sociale

Les données présentées reflètent des déclarations et peuvent parfois contenir une différence avec les comportements ou les perceptions réels des ménages. Cette différence s'explique notamment par un biais de "désirabilité sociale", courant dans les enquêtes d'opinion sur des thématiques telles que l'environnement, où les réponses sont souvent influencées par des normes perçues comme socialement valorisées. Les individus ont alors tendance à déclarer des pratiques conformes à ce qu'ils considèrent comme socialement souhaitable, plutôt qu'à leur comportement ou un avis effectif.

A destination de Synergiles – information sur les difficultés de l'enquête

Les enquêtes ont pu connaître des difficultés de mise en œuvre notamment :

- Difficulté d'obtenir le contact référent sur les sujets liés à l'environnement et au climat, à la fois au sein de la communauté d'agglomération et de la commune : malgré les nombreuses relances les invitations à échanger n'ont parfois pas abouties.
- Un sujet qui attire peu : les populations étaient peu motivées pour aborder le sujet. Dans le cadre de la révision du plan climat, le même constat a été fait au sein de la communauté d'agglomération de Nord Basse-Terre où les concertations avec les habitants des 6 communes n'ont rassemblé que quelques personnes malgré une campagne de communication importante (réseaux sociaux, affiches, etc, lots à gagner...). Ce constat a été largement partagé par d'autres établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) notamment à Marie-Galante, Cap excellence, La Riviera du levant.
- Les relais locaux de l'information n'ont pas toujours été mobilisés et l'information n'a pas toujours circulé au sein de la Mairie elle-même : cela a parfois desservi l'étude.
- Dans certaines communes, il n'a pas été possible de trouver une date et un local pour l'atelier avec les habitants et l'absence de relais local n'a pas permis l'organisation de l'activité.

Avertissement quant aux données présentées

Les entretiens menés ont permis de collecter beaucoup d'informations. Seules les informations majeures et répondant aux objectifs de l'étude ont été retranscrits ici. Selon les interlocuteurs, tous les sujets n'ont pas été abordés de manière égale, d'où les écarts présents dans les retranscriptions.

Les données sont présentées sous le prisme de la perception de l'enquêté. En effet, le rapport s'attelle à retranscrire les informations transmises au plus près de la parole des interlocuteurs.

3.6. DONNEES BIBLIOGRAPHIQUES

De nombreuses données existent pour qualifier les risques climatiques actuels et futurs, produites à différentes échelles et par différents acteurs : études régionales, travaux de l'OREC, de l'ADEME, de Météo France, états des lieux et diagnostics territoriaux conduits dans le cadre de l'élaboration des documents de gestion des risques et de gestion du territoire (PLU, SDAGE, SCOT, PDU, SAR, PAPI, etc.). Notamment, l'OREC Guadeloupe a réalisé le premier profil de vulnérabilité au changement climatique à l'échelle des

communautés d'agglomérations sur la base de l'outil «Impact 'Climat » de l'ADEME. La synthèse est présentée en section 5.1.

Les données issues de la recherche bibliographique sont mises à profit au cours de la présente étude pour compléter les données collectées à travers les enquêtes de terrain.

Les enquêtes récentes sur la perception des Français face au changement climatique sont les suivantes :

- Les représentations sociales du changement climatique des Français, 24^{ème} vague du baromètre (Rapport du Grand Public), ADEME, octobre 2023.
- Etude climat de la BEI- Sixième édition - Quelle connaissance du changement climatique par les citoyens ? Résultats France, BVA X Sight, juillet 2024.
- Les Français et le réchauffement climatique : perceptions, comportements et anticipations - sondage évènementiel à l'occasion du forum Zéro Carbone, Juin 2023, Sondage IFOP pour la Tribune
- Les Français et les risques environnementaux, DataLab, Eric Pautard en (Pautard, Kraszewski, & Antoni, 2023) collaboration avec Marlène Kraszewski et Véronique Antoni (SDES), décembre 2023
- Le changement climatique perçu par les Guadeloupéens, Stéphanie Defossez, Université Paul-Valéry Montpellier & IRD, projet C3AF Changement Climatique et Conséquences sur les Antilles Françaises.
- Enquête « Etat de la France », première édition, septembre 2023, IPSOS.

4. IDENTIFICATION DES BASSINS A RISQUE

Dans le cadre de cette étude, la première phase a consisté en l'identification des bassins à risque dont les résultats, présentés le 11 octobre 2024, sont résumés ci-dessous.

En raison de sa position géographique, à l'ouest de l'Atlantique tropical, soumis aux effets du réchauffement climatique dans un contexte géologique marqué par une subduction active et la présence du stratovolcan de la Soufrière, l'archipel de la Guadeloupe est exposé à six risques naturels majeurs : séismes, éruptions volcaniques, mouvements de terrain, cyclones, inondations et tsunamis. Ce territoire présente une forte vulnérabilité, et sa population est régulièrement confrontée à ces aléas.

Concernant la sécheresse hydrologique, l'exposition est plus forte sur Grande Terre ; il y a en effet une concentration des ressources en eau superficielle sur Basse-Terre. Les réserves souterraines de Grande-Terre et Marie-Galante sont vulnérables à la salinisation.

Concernant les fortes chaleurs, l'exposition au risque est considérée comme homogène en Guadeloupe (et plus forte en zone urbaine dense).

Les bassins à risque identifiés sont au nombre de 5 et détaillés ci-après. Une carte illustre les aléas concernant chaque bassin.

▪ Bassin 1 : Agglomération de Pointe-à-Pitre / Baie-Mahault / Grands Fonds

Cette agglomération concentre de forts enjeux socio-économiques :

- Forte densité de population
- Densité du bâti
- Infrastructures critiques : Grand Port Maritime / aéroport notamment

Ce territoire est exposé :

- aux inondations continentales (ruissellement) et côtières ;
- aux submersions marines (forte exposition de Jarry et Pointe-à-Pitre)²
- aux fortes chaleurs : zones urbaines les plus denses du territoire.

² D'après le rapport du GREC (GREC Guadeloupe, 2020), la commune de Pointe-à-Pitre présente des risques importants de submersion marine. En effet, en 2050, les surfaces urbanisées inondées pourraient passer à 48 ha avec le changement climatique et l'extrême nord-ouest du centre-ville serait fortement inondé. De même, l'eau pourrait monter jusqu'à 2,5 mètres près du quartier de la Gabarre et de Lauricisque et du centre-ville sud. Quant à la zone industrielle de Jarry, développée en zone humide à la fin des années 60, elle est très exposée aux risques d'élévation du niveau de la mer.

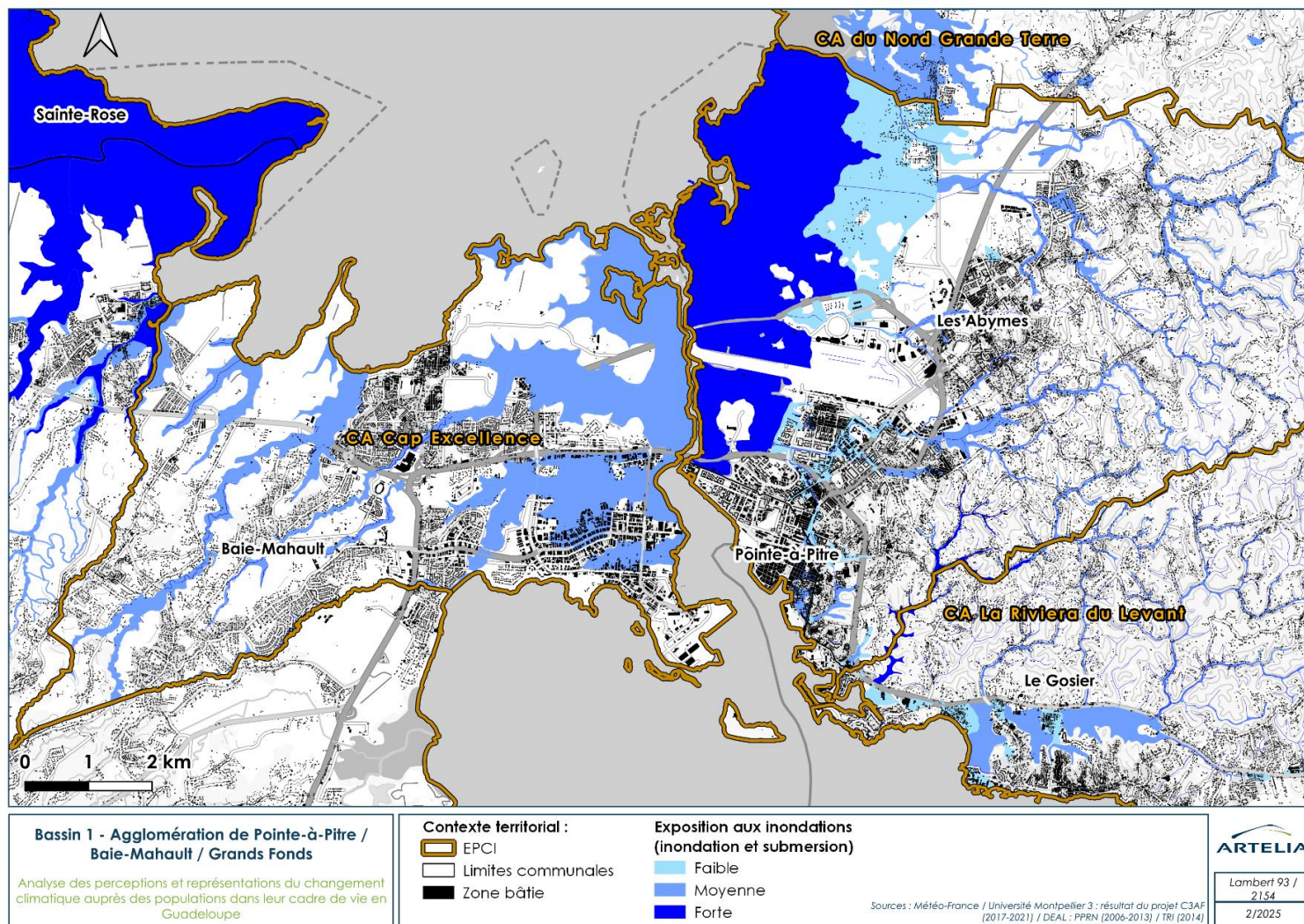


Figure 7 : Bassin 1 - Agglomération de Pointe-à-Pitre / Baie-Mahault / Grands Fonds

■ Bassin 2 : Basse-Terre

De Deshaies à Petit-Bourg, le territoire est exposé aux mouvements de terrain :

- conjugué dans les vallées à l'exposition aux inondations (ruissellement et coulée de boue)
- favorisant notamment l'érosion des falaises meubles de la côte au vent (Petit Bourg notamment).

Le territoire connaît également une exposition plus ponctuelle aux risques côtiers (érosion et submersion) : notamment au niveau des fronts de mer urbanisés (exemple ci-dessous sur le littoral de Deshaies).

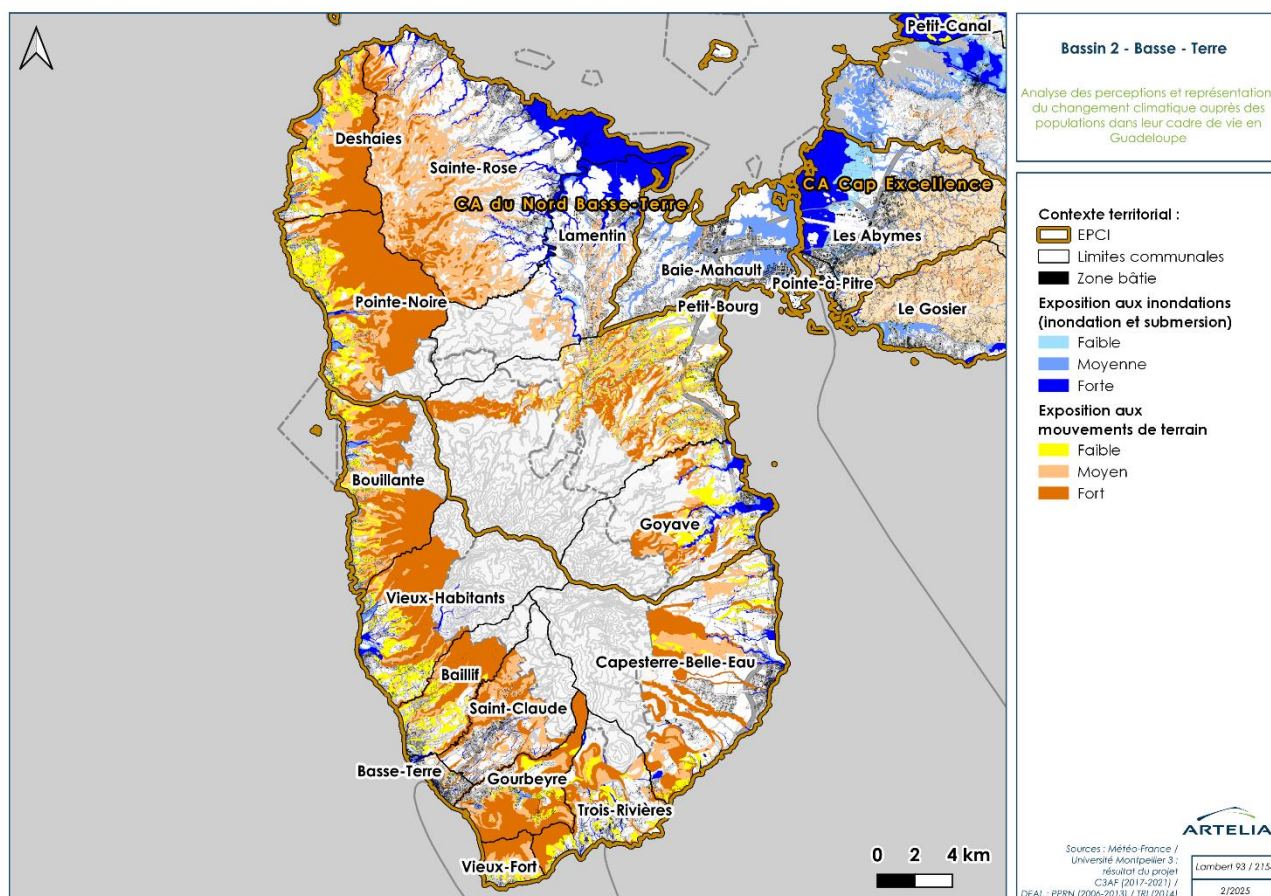


Figure 8 : Bassin 2 – Basse-Terre

■ Bassin 3 : Secteur de la baie du Grand Cul de Sac Marin

Sur ce territoire, des surfaces importantes de zones basses sont exposées aux submersions marines, très sensibles à l'élévation du niveau marin.

Des enjeux ponctuels exposés en zone basse, se concentrent :

- sur les fronts de mer : Sainte Rose, Port Louis ;
- en zone basse inondable : Sainte Rose (Morne Rouge notamment), Morne-à-l'Eau.

Il y a un enjeu de préservation des milieux humides littoraux sur ce bassin (notamment de la mangrove).

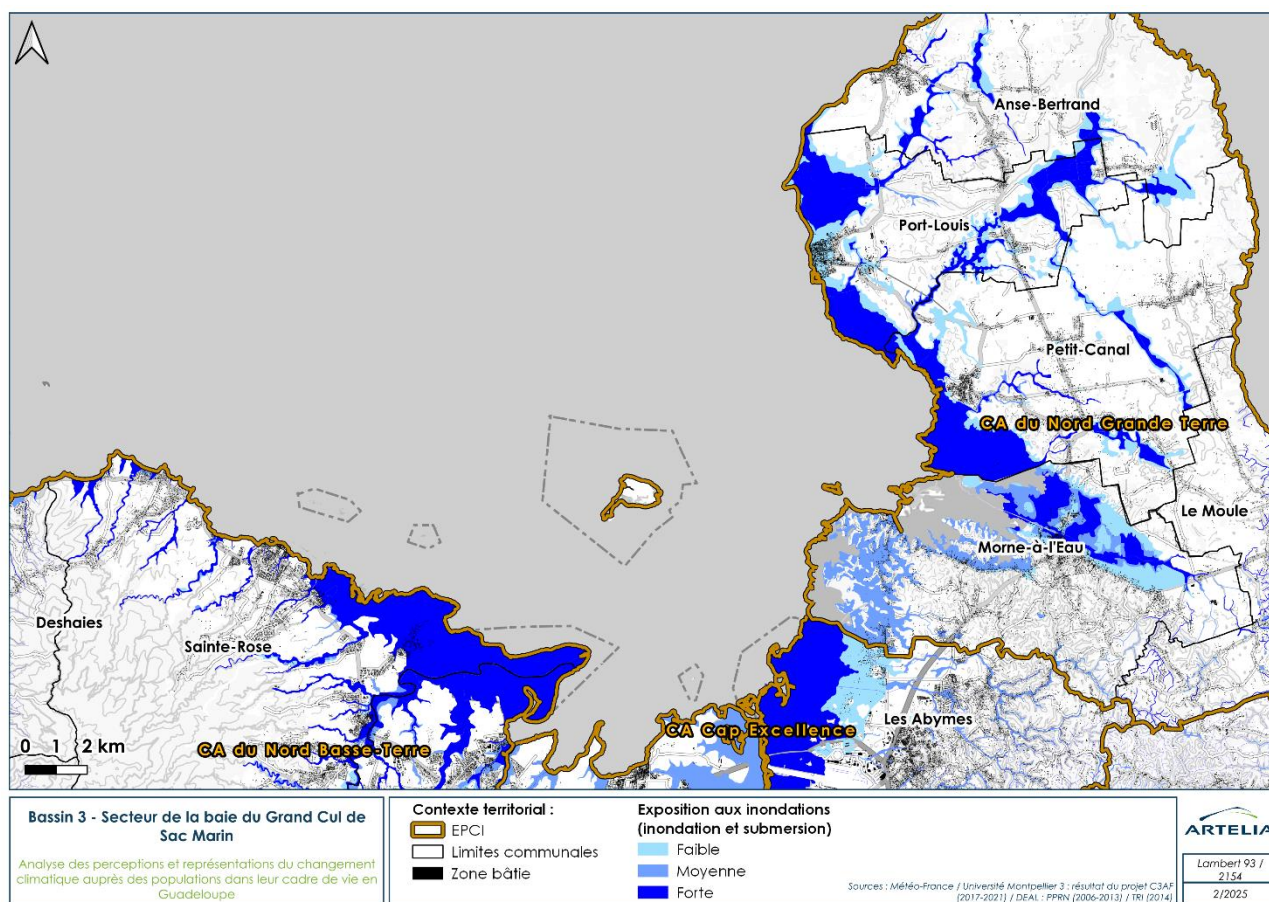


Figure 9 : Bassin 3 - Secteur de la baie du Grand Cul de Sac Marin

■ Bassin 4 : Sud / Est de Grande Terre et La Désirade

Dans ce bassin, du Gosier à Anse-Bertrand, on constate les risques suivants :

- Forte exposition à l'érosion
- Exposition aux inondations plus ponctuelle, principalement sur le littoral
- Enjeux concentrés sur les fronts de mer urbanisés (population, bâtiments, activités touristiques) notamment pour les communes suivantes : Le Gosier, Sainte-Anne, Saint-François, La Moule et sud-ouest de la Désirade
- Vulnérabilité spécifique à la sécheresse (ressources limitées / usage agricole)

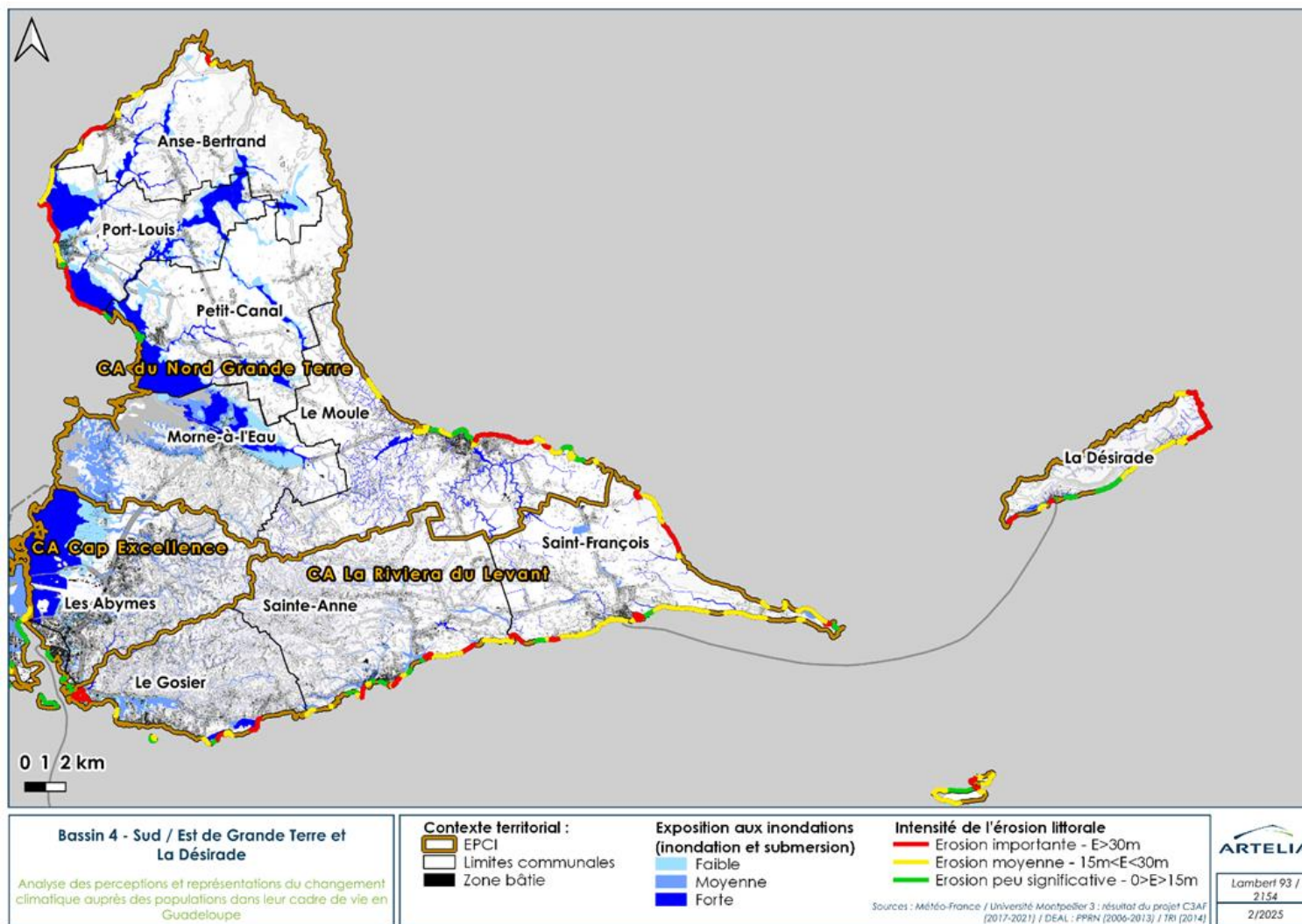


Figure 10 : Bassin 4 - Sud / Est de Grande Terre et La Désirade

▪ **Bassin 5 : Marie-Galante / Terre de Haut / Terre de Bas (« Îles du sud »)**

- Marie-Galante : enjeux concentrés sur Saint-Louis, Grand-Bourg et Capesterre-de-Marie-Galante
- Terre de Haut / Terre de Bas : enjeux concentrés principalement au fond de l'Anse du Fond Curé
- Vulnérabilité spécifique à la sécheresse : peu de ressources locales.

Marie-Galante connaît essentiellement une problématique autour de la gestion de la ressource eau. En effet le territoire est autonome (non relié à la Guadeloupe) et connaît donc un enjeu majeur sur cette ressource.

Par ailleurs, le risque de salinisation des réserves souterraines est présent.

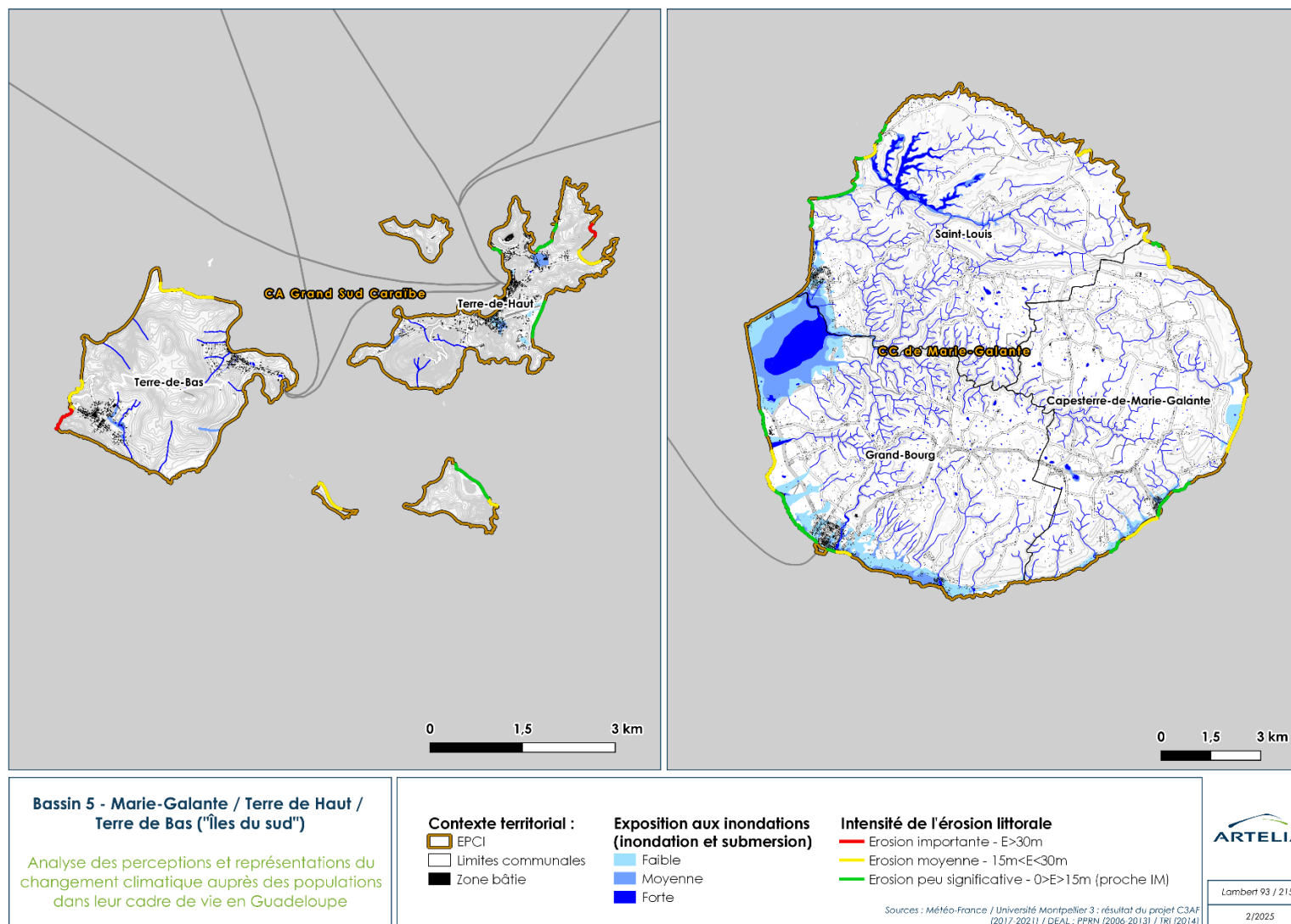


Figure 11 : Bassin 5 – Marie-Galante/ Terre de haut / Terre de Bas

Le tableau suivant présente la synthèse des informations mentionnées.

Tableau 3 : Synthèse de l'identification des bassins à risque

Bassins à risque		Risques majeurs	Enjeux majeurs
1	Agglomération de Pointe-à-Pitre / Grands-Fonds	Inondations par ruissellement / glissement de terrain (Grands Fonds) Submersion marine Sécheresse Fortes chaleurs (îlot de chaleur urbain)	Zones urbaines denses et périurbaines (Grands Fonds) Infrastructures critiques (GPM, aéroport, zone industrielle de Jarry)
2	Basse-Terre	Mouvements de terrains (+ ruissellement / érosion des falaises meubles de la côte au vent) Erosion et submersion marine (plus ponctuellement)	Fronts de mer urbanisés Tourisme
3	Baie du Grand Cul-de-Sac Marin	Inondation et submersion marine des zones basses	Zones humides littorales Quartiers en zone basse
4	Sud et Est de Grande-Terre et la Désirade	Erosion du trait de côte Submersion marine (plus ponctuellement) Sécheresse	Front de mer urbanisés Tourisme
5	Marie-Galante / Terre-de-Haut / Terre-de-Bas	Sécheresse Erosion et submersion marine (ponctuellement)	Front de mer urbanisés Tourisme

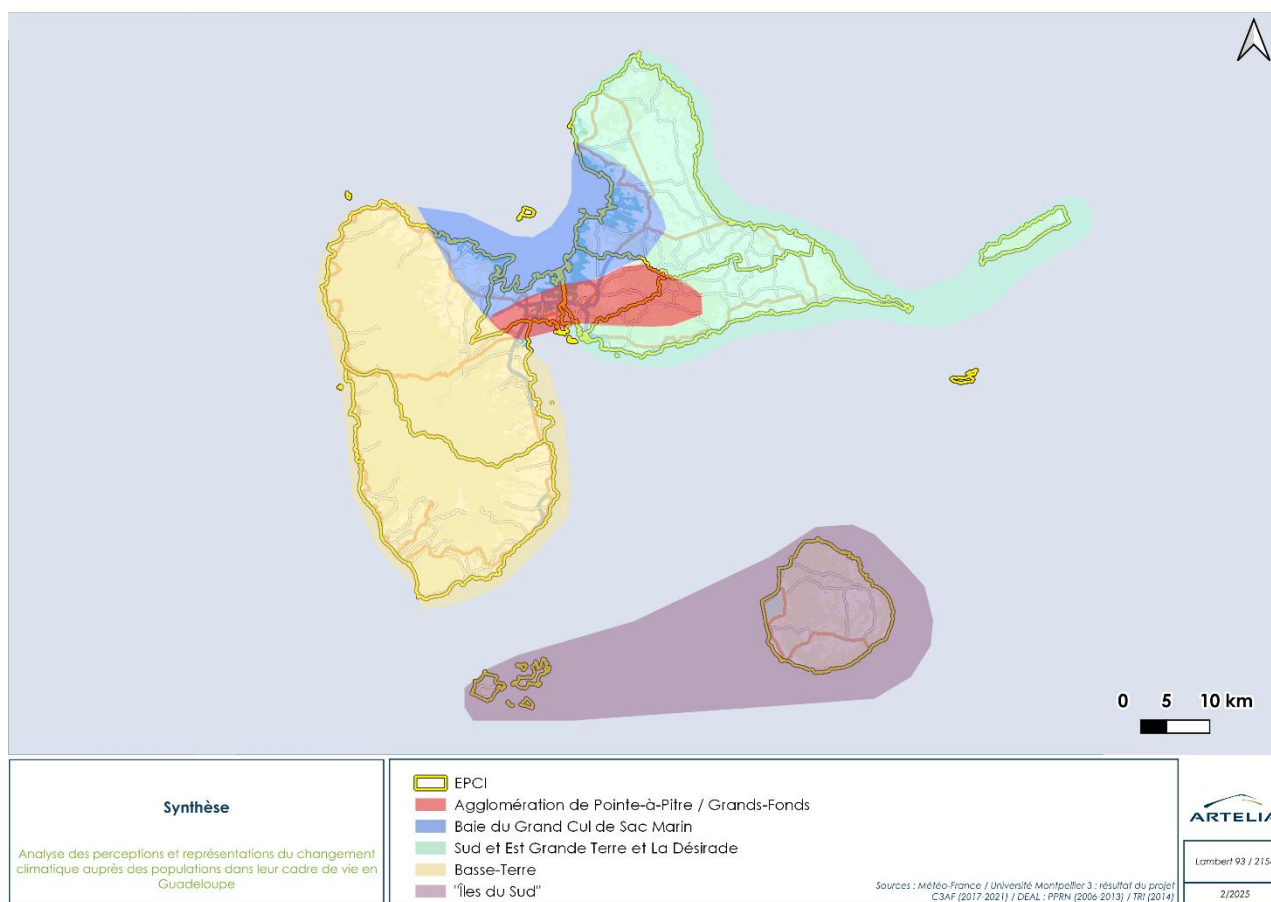


Figure 12 : Cartographie des différents bassins à risque identifiés en Guadeloupe

5. ANALYSE DES ETUDES ET DES ENTRETIENS DES MENES AUPRES DES ACTEURS PUBLICS TERRITORIAUX

5.1. CARACTERISTIQUES ET VULNERABILITES DU TERRITOIRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Suite à la présentation des différents bassins à risque, cette section se concentre sur le contexte guadeloupéen. Elle met en lumière, dans un premier temps, les vulnérabilités propres au territoire, puis les principaux défis et enjeux identifiés par les communes, les EPCI et les acteurs territoriaux rencontrés (ADEME, Département, Région Guadeloupe). L'analyse repose à la fois sur les entretiens menés et sur des sources bibliographiques complémentaires.

5.1.1. Profil de vulnérabilité de la Guadeloupe

Selon le profil de vulnérabilité de l'OREC (OREC, 2018)³, les constats suivants sont faits :

- **Ressources en eau** : Le réseau hydrographique de la Guadeloupe est très varié en raison des disparités de relief et de la répartition inégale des précipitations. L'île volcanique de Basse-Terre possède plus de 50 cours d'eau à écoulement permanent, tandis que les autres îles de l'archipel sont principalement traversées par des ravines qui ne coulent qu'en cas de fortes pluies. Les rivières de Basse-Terre ont de courts linéaires et de petits bassins versants (10 à 30 km²), à l'exception de la Grande Rivière à Goyave, qui s'étend sur 158 km² et constitue le plus important cours d'eau de la Guadeloupe.

Ces cours d'eau sont alimentés par le ruissellement et de petites nappes perchées, leur régime hydrologique étant torrentiel et fortement dépendant des précipitations et des variations climatiques saisonnières. Par ailleurs, les nappes souterraines de Grande-Terre et de Marie-Galante complètent les ressources en eau potable et en irrigation.

- **Aménagement du territoire** : En Guadeloupe, les surcotes atmosphériques dues aux ouragans peuvent dépasser 4 mètres, notamment dans les zones littorales à faible pente comme le grand et le petit cul-de-sac marins, ainsi que sur les côtes exposées aux houles (Sud Grande-Terre, Sud-Est de Marie-Galante). Actuellement, les surcotes centennales peuvent atteindre 1,5 mètre et ne devraient pas beaucoup évoluer dans les prochaines décennies, selon le projet FEDER C3AF. Cependant, la montée du niveau de la mer amplifiera leurs impacts. L'évolution des mangroves et des barrières de corail pourrait aussi influencer ces phénomènes, mais reste à évaluer.
- **Economie** : L'économie de la Guadeloupe repose principalement sur l'agriculture, l'industrie agroalimentaire et le tourisme. L'archipel bénéficie d'un dynamisme économique marqué par un fort taux de création d'entreprises, le développement de certains secteurs et la modernisation d'autres. Cependant, il doit relever plusieurs défis liés à son insularité et à son éloignement de l'Hexagone, notamment un taux de chômage encore élevé (22,4 % en 2017). De plus, la prolifération des sargasses ainsi que les problèmes de gestion et de distribution de l'eau constituent des enjeux majeurs pour préserver l'attractivité du territoire, essentielle à son économie touristique.
- **Santé** : La Guadeloupe se caractérise par un vieillissement démographique rapide, accentué par un retard dans le développement des offres de soins, des services, de l'aménagement du territoire et des

³ *Profil territorial de vulnérabilité de la Guadeloupe au changement climatique*, OREC Guadeloupe, 2018

transports adaptés aux besoins des personnes âgées en situation de dépendance. Le changement climatique affectera le maintien à domicile des personnes âgées, en particulier celles qui sont dépendantes et isolées. Plus leur fragilité sera grande, plus elles seront vulnérables aux conséquences des aléas climatiques, entraînant des complications gériatriques en cascade. Parmi les impacts à anticiper figurent l'effet des canicules, la difficulté d'adaptation de la population dans son entièreté et particulièrement les organismes âgés à l'hyperthermie et l'aggravation de certaines pathologies, comme les troubles du comportement chez les patients atteints de maladies neurodégénératives.

- **Tourisme** : Selon le baromètre de l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT), la région Caraïbe enregistre une forte croissance touristique, avec une hausse de 7 %, supérieure à la moyenne mondiale estimée entre 4 % et 5 %. La Guadeloupe s'inscrit pleinement dans cette dynamique, comme en témoignent les indicateurs en hausse du trafic aérien et maritime. Cette tendance positive s'accompagne d'une reprise de l'activité dans le secteur hôtelier. Le patrimoine naturel constitue la principale richesse touristique des territoires d'Outre-mer, étroitement lié aux conditions climatiques qui en déterminent l'attrait. En Guadeloupe, 31 % des visiteurs sont attirés par les plages, la mer et les activités nautiques, tandis que 27 % viennent avant tout pour la diversité des paysages qu'offre l'archipel. Cependant, Le secteur touristique, bien qu'essentiel à l'économie, reste particulièrement exposé aux effets du changement climatique et peut, en retour, exercer une pression significative sur l'environnement. L'érosion du littoral, la dégradation des récifs coralliens, l'élévation du niveau de la mer et la recrudescence d'événements climatiques extrêmes fragilisent les infrastructures touristiques et nuisent à l'attractivité du territoire. De plus, une fréquentation mal encadrée peut aggraver la pollution, accélérer la détérioration des milieux naturels et entraîner une surexploitation des ressources.

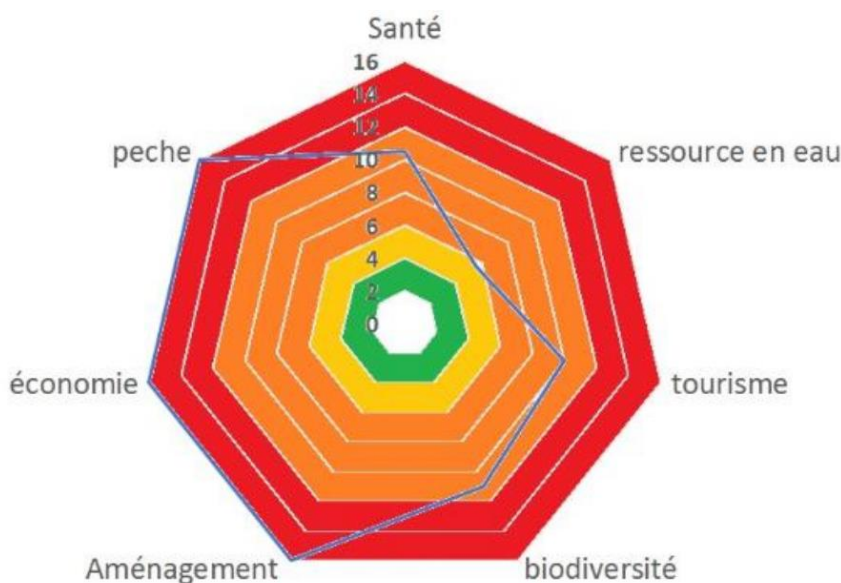


Figure 13 : Synthèse de la vulnérabilité (OREC, 2018)

Par ailleurs, selon les acteurs rencontrés, le contexte guadeloupéen est marqué par des difficultés de fonctionnement des services en termes de gestion des déchets, d'approvisionnement en eau potable, de continuité énergétique et de traitement des eaux usées. Sur ce dernier point, en effet, selon l'Office de l'eau, 78 % des stations d'épuration n'étaient pas conformes en 2022, et 56 % en 2023. Aussi, le territoire est confronté à une discontinuité sur ces services qui affecte la qualité de vie des habitants et concentre les préoccupations de ces derniers sur ces problématiques.

5.1.2. Un territoire littoral intégralement exposé aux risques climatiques

Avec 30 communes sur 30 situées en zone littorale, la Guadeloupe est un micro-espace insulaire particulièrement vulnérable aux effets du changement climatique (érosion, submersion, montée des eaux). Le renouvellement urbain doit impérativement intégrer cette réalité, en favorisant une densification raisonnée dans les zones les moins exposées, des formes urbaines résilientes et une coordination étroite entre urbanisme, gestion des risques et préservation de l'environnement.

Les principales problématiques liées au changement climatique sont notamment le recul du trait de côte, causé par l'érosion. Cela peut engendrer la nécessité de mettre en sûreté les habitants, comme c'est le cas dans la commune de Petit Bourg.

Le trait de côte désigne, de manière générale, la frontière entre la terre et la mer. Cette limite est naturellement sujette à des variations dans le temps et l'espace, en raison des déplacements de sédiments provoqués par l'action marine. Si ces dynamiques sont naturelles et peu problématiques dans les zones non aménagées, elles posent en revanche des enjeux importants lorsque le littoral est artificialisé. En effet, les aménagements réalisés en bord de mer se retrouvent alors exposés aux aléas marins et au recul du rivage. Les projections du recul du trait de côte en Guadeloupe se basent sur les travaux réalisés par le BRGM à la demande de la DEAL dans le cadre de la révision du PPRN (GREC Guadeloupe, 2020).

Par ailleurs, la vulnérabilité insulaire accentue l'importance de la préservation du littoral, et des solutions fondées sur la nature, notamment l'amélioration des écosystèmes, la préservation des mangroves et des récifs coralliens. En effet, les mangroves, les récifs coralliens et les cordons sableux dissipent l'énergie des vagues et ainsi atténuent naturellement l'impact des phénomènes de submersions et d'érosion (GREC Guadeloupe, 2020).

Concernant la protection des berges, le projet de PROmoTion et dÉveloppement du Génie Écologique sur les Rivières de Guadeloupe ou projet « PROTÉGER » est piloté par le Parc National de la Guadeloupe (PNG), et vise à préserver la biodiversité des milieux aquatiques de Guadeloupe, tout en protégeant la population et leurs biens des risques encourus lors des crues de rivière ou des événements cycloniques, grâce à l'utilisation de techniques de génie végétal.

5.1.3. Intensité des événements climatiques

L'ensemble des parties prenantes interrogées rapportent une augmentation de l'intensité des événements climatiques dans le bassin caribéen. Un exemple marquant est l'ouragan Maria, qui est passé de la catégorie 1 à la catégorie 5 en seulement 24 heures en septembre 2017. Plus récemment, en 2023, un cyclone exceptionnel a été observé aux Bahamas. On observe également un allongement de la période cyclonique : historiquement comprise entre juin et fin octobre, elle tend aujourd'hui à évoluer, comme en 2024 où le premier cyclone a été enregistré fin juin. Les termes qui reviennent le plus souvent dans les discours des représentants de la Région et des scientifiques pour qualifier ces phénomènes sont : « exceptionnel », « du jamais-vu », « intensité monstrueuse », etc. Cette intensification rend la gestion du risque nettement plus complexe, car elle impose une organisation en moins de 12 heures — un défi opérationnel majeur.

5.1.4. Les défis de l'agriculture

L'accompagnement du secteur agricole constitue un enjeu majeur, dans un contexte de diminution progressive de la ressource en eau, d'augmentation de la pression parasitaire et de multiplication des événements climatiques extrêmes tels que les tempêtes. Il devient impératif de soutenir les pratiques agricoles afin de réduire l'usage des produits phytosanitaires tout en maintenant les rendements. Par ailleurs, la dépendance croissante à l'égard de semences contrôlées par de grandes firmes, couplée à une efficacité décroissante des réponses face aux parasites, complexifie davantage la situation. Cette dynamique met en lumière l'incapacité structurelle actuelle à répondre durablement aux besoins agricoles. La réhabilitation des zones humides et l'adaptation des systèmes d'irrigation apparaissent ainsi comme des leviers essentiels pour relever les défis à venir.

Comme mentionné par le GREC, le changement climatique risque d'avoir un impact majeur sur l'économie agricole de la Guadeloupe. Les cultures pérennes, comme la canne à sucre, pourraient connaître une baisse significative de leurs rendements. L'élevage, notamment des ruminants, sera également affecté, avec des difficultés accrues pour les nourrir durant les saisons sèches, ce qui pourrait entraîner une réduction du cheptel bovin. Les capacités d'irrigation, déjà limitées, risquent de devenir quasi inexistantes, menaçant directement les productions maraîchères et vivrières, en particulier en Grande-Terre et sur la côte sous-le-vent. La culture de la banane, quant à elle, pourrait également subir de lourdes pertes.

La Communauté de communes de Marie-Galante indique une augmentation du stress hydrique qui se répercute en particulier sur l'agriculture vivrière et l'élevage. L'île comporte uniquement deux cours d'eau, et la ressource en eau dans les nappes phréatiques serait en baisse avec un risque de salinisation. Les pratiques agricoles sur l'île devront changer et s'adapter aux nouvelles conditions climatiques (c'est-à-dire repenser l'agriculture avec des cultures moins demandeuses en eau). Cependant, les habitants considèrent qu'il s'agit d'une problématique lointaine et n'envisagent pas de changement dans un futur proche.

5.1.5. Enjeu sur la ressource en eau

La gestion de la ressource en eau constitue un défi critique en Guadeloupe, où la rareté de l'eau est exacerbée par un régime hydrique en mutation. Les épisodes pluvieux, désormais plus rares, violents et localisés, modifient profondément la recharge naturelle des ressources, compromettant la régularité de l'approvisionnement. Ces pluies intenses provoquent une forte turbidité de l'eau, rendant son traitement plus complexe et coûteux, notamment après des événements climatiques extrêmes. Cette situation contraint le territoire à faire face à des obligations croissantes en matière de qualité de l'eau, tout en répondant à des besoins multiples : domestiques, agricoles, industriels et environnementaux. À cela s'ajoute la vétusté du réseau de distribution, avec des pertes supérieures à 50 %, aggravant encore la tension sur cette ressource essentielle.

En effet, d'après le GREC (GREC Guadeloupe, 2020), la situation de la ressource en eau en Guadeloupe présente plusieurs points préoccupants :

- D'importantes pertes dans le réseau de distribution : pour chaque litre d'eau effectivement consommé, 2,5 litres sont produits, ce qui signifie qu'environ 1,5 litre est perdu. Ces pertes, liées à la vétusté ou à la mauvaise qualité des infrastructures, entraînent une surexploitation de certaines ressources, notamment les rivières et les nappes souterraines du nord de la Grande-Terre.

- Une qualité de l'eau dégradée : elle résulte d'un assainissement insuffisant, de la persistance de polluants historiques (comme le chlordécone), et de pratiques agricoles inadaptées dans les zones de captage, compromettant la préservation durable de la ressource.

Selon le même rapport, les conséquences attendues du changement climatique sur la ressource en eau sont la réduction des précipitations, l'intensification des épisodes secs en longueur et en fréquence, et l'augmentation très probable de l'évaporation et de l'évapotranspiration.

Des épisodes secs plus fréquents et plus chauds avec une réduction des précipitations vont engendrer une pression accrue sur la ressource. Les ressources en eau souterraine, bien qu'encore peu exploitées, seront fragilisées par la multiplication des épisodes secs et chauds, qui limiteront leur renouvellement naturel. La disponibilité en eau potable pourrait ainsi fortement diminuer, rendant nécessaires des ajustements dans les modes de consommation. La réduction de la ressource entraînerait une augmentation de la concurrence à l'échelle des points de prélèvement, par secteur d'activité et à l'échelle locale.

Les communes et notamment Marie-Galante notent un déficit hydrique évolutif sur leur territoire.

Par ailleurs, le projet de réhabilitation des mares de Marie-Galante, présenté par l'Office de l'eau, vise à restaurer ces zones humides essentielles pour l'écosystème local. Ces mares jouent un rôle crucial dans la préservation de la biodiversité, la régulation des ressources en eau et la résilience face au changement climatique. La réhabilitation comprend des actions telles que le nettoyage, la restauration des berges et la sensibilisation des communautés locales à l'importance de ces milieux naturels. Ce projet s'inscrit dans une démarche plus large de gestion durable des ressources en eau et de protection de l'environnement à Marie-Galante⁴.

5.1.6. Canicule marine et blanchissement des coraux

En Guadeloupe, la canicule marine de 2023 a entraîné des conséquences dramatiques sur les récifs coralliens, en particulier sur les deux principales barrières récifales du territoire : le Petit Cul-de-sac marin et le Grand Cul-de-sac marin. En effet, dès le mois d'août 2023, les premiers signes de blanchissement des coraux ont été observés. Le phénomène s'est rapidement généralisé à partir du 9 septembre, touchant l'ensemble des peuplements coralliens.

Cette situation est la conséquence directe d'un réchauffement exceptionnel de l'eau, qui a atteint 30 °C même à 5 ou 6 mètres de profondeur, contre une température habituelle de 25 °C. Ce stress thermique a entraîné un blanchissement massif : des suivis menés entre septembre et décembre 2023 par l'association ÉcoRécif Environnement, à la demande du Grand Port Maritime de Guadeloupe, ont révélé que 90 % des espèces de coraux recensées avaient été affectées.

Le refroidissement très lent des eaux a aggravé les dégâts, empêchant une récupération rapide des coraux. En parallèle, les rejets d'eaux usées non conformes continuent de fragiliser ces écosystèmes déjà vulnérables : selon l'Office de l'eau, 78 % des stations d'épuration n'étaient pas conformes en 2022, et 56 % l'étaient encore en 2023.

⁴ <https://s-pass.org/fr/observatoire/74148/rehabilitation-des-mares-de-marie-galante.html>

5.1.7. Phénomène des sargasses et échouement

Dans le bassin caribéen, on observe une hyper-prolifération des algues sargasses qui échouent sur les côtes. Ces échouements massifs sont liés à plusieurs réservoirs de prolifération qui alimentent les Petites Antilles, situés au large de la rivière Mississippi, et au delta du fleuve Congo. Les hypothèses concernant cette prolifération sont l'enrichissement des eaux en nutriments apportés à la fois par les brumes de sable et par l'activité agricole intensive rejetant des phosphates et des nitrates) et l'augmentation de la température de l'eau. Ces conditions créent un environnement particulièrement favorable à la croissance rapide et incontrôlée des sargasses, qui, en s'échouant sur les côtes, dégradent les écosystèmes marins, notamment les récifs coralliens.

Les sargasses en haute mer constituent des écosystèmes importants et entraînent la déviation des cétacés qui viennent se nourrir au contact des sargasses.

Les sargasses en prolifération étouffent les coraux. Or, la disparition progressive de ces récifs coralliens représente un risque majeur pour l'économie locale, notamment dans la zone de Jarry, principal pôle économique de la Guadeloupe. En cas de forte houle ou de montée des eaux, des zones densément peuplées comme Pointe-à-Pitre ou Les Abymes pourraient être exposées à des inondations plus fréquentes, les barrières récifales ne jouant plus leur rôle de protection naturelle.

Lorsqu'elles s'échouent massivement sur les côtes, les sargasses provoquent de lourdes conséquences environnementales, sanitaires et économiques. Sur le littoral, leur accumulation perturbe fortement les écosystèmes, en particulier la mangrove, en empêchant l'oxygénation de l'eau. Cela entraîne l'asphyxie de la colonne d'eau et la mort progressive de la faune et de la flore locales. Sur le plan sanitaire, leur décomposition libère des gaz toxiques tels que l'hydrogène sulfuré et l'ammoniac, connus pour leurs effets irritants et neurotoxiques. Ces émanations posent des risques pour la santé des riverains. L'impact économique est également significatif : la présence de sargasses altère l'attractivité touristique des plages, affecte la fréquentation des restaurants en bord de mer en raison des odeurs nauséabondes, et complique fortement l'activité des marins-pêcheurs (notamment à La Désirade), qui peinent à sortir leurs embarcations des ports ou à naviguer dans des zones envahies.

Depuis plus d'une décennie, les îles de La Désirade et de Marie-Galante sont confrontées à des arrivées massives et récurrentes d'algues sargasses sur ses côtes. Ces échouements ont des conséquences lourdes pour ces îles, déjà fragiles sur le plan écologique et logistique. L'accumulation de sargasses en décomposition sur les plages libère de l'hydrogène sulfuré (H_2S), un gaz toxique pour les habitants et nocif pour les équipements. Cette pollution affecte directement la qualité de vie des riverains, endommage les bâtiments et compromet les activités touristiques. Le port de La Désirade, principal point d'entrée pour l'approvisionnement de l'île, est particulièrement affecté : les radeaux de sargasses entravent la navigation, ralentissent les manœuvres et nécessitent des opérations régulières de nettoyage, coûteuses et techniquement complexes. Ce phénomène perturbe également l'activité des pêcheurs, en bloquant l'accès aux zones de pêche ou en endommageant les moteurs.

5.1.8. Endémisme important et richesse naturelle menacée

L'endémisme, caractéristique typique des milieux insulaires, est particulièrement marqué en Guadeloupe, avec 37 espèces végétales, 10 espèces de mollusques terrestres, une espèce aviaire (le Pic de Guadeloupe), au moins une espèce de chiroptère, ainsi que plusieurs espèces de reptiles et d'amphibiens. Le milieu marin

présente également une grande richesse : les eaux côtières de la Guadeloupe sont considérées parmi les plus riches et diversifiées de l'Atlantique, en raison de l'importante diversité de coraux, poissons, tortues et mammifères marins qui y sont observables.

Les acteurs publics territoriaux rencontrés soulignent la menace qui pèse sur la biodiversité. En effet, cette biodiversité est fragilisée par divers facteurs, parmi lesquels la pression urbaine — notamment sur le littoral —, le mitage lié aux défrichements, ainsi qu'un manque de respect collectif pour l'environnement. S'y ajoutent l'introduction, volontaire ou accidentelle, par l'homme d'espèces domestiques ou sauvages envahissantes, ainsi que les phénomènes naturels tels que les cyclones ou les éruptions volcaniques, responsables de la disparition progressive des biotopes.

Or, plus un écosystème est riche en espèces animales et végétales, plus il se montre stable et résilient face aux pressions, qu'elles soient d'origine naturelle ou anthropique. Les espèces interagissent et dépendent les unes des autres, assurant un équilibre écologique. Ainsi, par exemple, le littoral est mieux protégé contre les effets des cyclones lorsqu'il est bordé par la barrière de corail et la mangrove.

5.1.9. Des habitudes difficiles à modifier et une prise de conscience progressive

Les acteurs territoriaux soulignent que la population est aujourd'hui bien sensibilisée aux enjeux environnementaux : elle est préparée, résiliente, et consciente des effets du changement climatique, qu'elle perçoit notamment à travers la fréquence accrue des phénomènes extrêmes. Pourtant, entre la prise de conscience et le passage à l'action concrète pour préserver l'environnement, il subsiste un écart important. Agir reste complexe pour beaucoup. La préservation de la biodiversité est pourtant essentielle : un environnement protégé est un environnement plus résilient face aux crises. Malgré cette prise de conscience, les autorités dénoncent certaines pratiques ne respectant pas l'environnement, comme la prolifération des décharges sauvages, le lavage des voitures dans les mares, la construction de bars sur les plages sans permis de construire au détriment des systèmes littoraux, ou encore la surconsommation de ressources naturelles. À l'approche de Pâques, par exemple, le crabe est mis à l'honneur, mais la gestion de cette ressource reste difficile à faire accepter par la population. Si rien n'est fait, cette exploitation pourrait conduire à l'extinction de certaines espèces.

5.1.10. Des défis croissants pour l'aménagement du territoire

La planification urbaine en Guadeloupe se heurte à des défis majeurs liés aux effets du changement climatique, qui rendent les dynamiques territoriales plus incertaines et complexes à anticiper. L'intensification des aléas climatiques — montée du niveau de la mer, érosion côtière, submersions marines, tempêtes plus fréquentes et pluies extrêmes — affecte directement l'habitabilité de certaines zones, notamment littorales, où l'urbanisation s'est historiquement concentrée. Ces phénomènes compromettent la durabilité des infrastructures, exposent les populations à des risques accrus et entraînent une révision régulière des documents d'aménagement. Des communes comme Le Moule, Capesterre-Belle-Eau, Les Abymes, Petit-Bourg sont particulièrement exposées à ces risques.

La recrudescence des épisodes de chaleur en Guadeloupe, conséquence directe du changement climatique, impose une profonde révision des modes de conception et de rénovation des bâtiments. Dans un territoire tropical déjà soumis à une forte humidité, l'augmentation des températures accentue les risques pour la santé, notamment pour les personnes vulnérables, et aggrave les phénomènes d'inconfort thermique dans les logements. Face à cela, il devient essentiel d'intégrer dès la conception des bâtiments neufs — mais aussi

dans les projets de réhabilitation — des principes d'architecture bioclimatique. Cela implique notamment une attention accrue à la ventilation naturelle, à l'orientation des ouvertures, à l'isolation des toitures et à l'utilisation de matériaux adaptés qui limitent l'accumulation de chaleur. Les dispositifs de surventilation (persiennes, débords de toit, puits de lumière ventilés) ainsi que l'aménagement de zones d'ombre et de végétalisation autour des bâtiments sont des solutions clés pour limiter le recours à la climatisation, énergivore et coûteuse. En parallèle, la réglementation thermique dans les départements d'outre-mer (RTAA DOM) devrait être renforcée pour mieux intégrer les enjeux liés au confort d'été. L'adaptation du parc bâti, qu'il soit ancien ou récent, constitue ainsi un levier central pour la résilience climatique de l'habitat en Guadeloupe.

Les contraintes géographiques et foncières propres à l'insularité limitent les possibilités de relocalisation ou de densification dans des zones moins vulnérables. De plus, l'imbrication entre milieux naturels sensibles, zones urbanisées, et terres agricoles complique les arbitrages. La rareté des données précises sur les impacts à venir, ainsi que les incertitudes sur l'intensité des phénomènes futurs, rendent la planification territoriale particulièrement difficile.

Dans ce contexte, il devient impératif d'intégrer des approches prospectives, fondées sur des scénarios climatiques actualisés, dans les politiques d'urbanisme. La prise en compte des risques dans les plans locaux d'urbanisme (PLU), le renforcement des normes de construction, la préservation des zones tampons naturelles (mangroves, zones humides) et une gouvernance territoriale concertée sont des leviers clés pour adapter les espaces urbains et périurbains aux nouvelles contraintes environnementales.

Les Plans de Prévention des Risques Naturels (PPRN), élaborés par l'État, ont pour objectif de limiter l'exposition des populations et des biens aux aléas naturels. Toutefois, leur intégration dans les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) se heurte souvent à des tensions locales, notamment en raison de la pression foncière et de la rareté du foncier constructible hors zones à risques.

5.1.11. Le patrimoine en péril face à l'érosion côtière et aux aléas climatiques

Le changement climatique menace de manière croissante le patrimoine naturel, bâti et culturel de la Guadeloupe, en particulier dans les zones littorales, soumises à l'érosion côtière et à la montée du niveau de la mer. Des sites emblématiques tels que ceux de Saint-François, de Saint-Clair ou du Moule, porteurs de mémoire historique et d'identité locale, voient leur intégrité compromise par le recul du trait de côte, la submersion marine et les tempêtes récurrentes. Le recul des plages, la dégradation des falaises et les inondations entraînent la disparition ou l'endommagement de maisons créoles traditionnelles, de chapelles anciennes, de moulins à vent et même de cimetières en bord de mer, fragilisant ainsi un patrimoine déjà peu documenté ou protégé. Face à cette menace, certaines communes ont entamé des démarches de protection et d'adaptation. À Saint-François, des travaux de stabilisation du littoral ont été lancés, incluant des enrochements et la restauration des cordons sableux. Le Moule a engagé un inventaire du patrimoine vulnérable dans le cadre de son Plan de Prévention des Risques Littoraux (PPRL), tandis que des projets pilotes de restauration écologique par la plantation de mangroves et de végétation dunaire sont expérimentés pour renforcer les défenses naturelles. Toutefois, ces initiatives restent encore ponctuelles et nécessitent une stratégie régionale coordonnée, alliant valorisation patrimoniale et résilience climatique. Protéger ce patrimoine, c'est aussi préserver la mémoire des communautés et le lien identitaire qui unit les habitants à leur territoire.

5.2. DEFIS RENCONTRES ET SOUHAITS MENTIONNES PAR LES COLLECTIVITES TERRITORIALES

Au cours des entretiens menés, les collectivités territoriales ont pu exprimer les défis rencontrés sur le territoire ainsi que les souhaits pour une meilleure prise en compte des perceptions des populations guadeloupéennes face au changement climatique.

5.2.1. Défis de la gestion des risques naturels et de l'implication des populations

- **Des risques en constante évolution au sein d'un territoire spécifique mais des politiques nationales peu évolutives et des procédures chronophages**

Plusieurs communes font face à l'évolution rapide des risques (et du zonage), ce qui complique la projection de l'aménagement du territoire. Le changement climatique amplifie les risques naturels déjà présents. Les politiques d'État sont parfois trop conservatrices et rigides, nécessitant plus de souplesse pour s'adapter aux spécificités des territoires en constante évolution. En outre, ces politiques nationales ne prennent pas en compte le contexte insulaire et les vulnérabilités spécifiques à la Guadeloupe.

Les intercommunalités évoquent la difficulté de mise en œuvre des actions efficaces, non seulement par manque de moyens, mais aussi en raison de la lenteur et de l'entravement des procédures, ainsi que de la multiplicité des services de l'État intervenants. Les documents d'urbanisme tels que les PLU ne prennent pas suffisamment en compte les risques climatiques, en raison de la présence d'autres enjeux économiques et financiers qui poussent à délivrer des permis de construire. Par ailleurs, les politiques d'urbanisation peuvent entraîner une augmentation des ruissellements, complexifiant la gestion des risques.

Les collectivités soulignent un décalage entre la temporalité des politiques publiques et celle des réalités locales, ainsi qu'un déséquilibre entre les besoins exprimés sur le terrain et les ressources économiques disponibles pour y répondre.

- **La complexité de mobiliser les habitants**

Un défi majeur concerne la sensibilisation des populations sur le sujet. Les collectivités mentionnent le manque de moyens alloués et souhaitent augmenter les événements de vulgarisation, organiser plus de rencontres avec les habitants, et tenir des réunions de quartiers. Cependant, la population se montre parfois méfiante, que ce soit pour les consignes de sécurité ou pour les animations (par exemple, la distribution d'ampoules LED basse consommation par la CA de Nord Grande Terre a suscité des méfiances).

Certaines personnes ne se sentent pas concernées par le sujet de l'écologie en général. La question est de savoir comment réduire la distanciation entre les personnes convaincues et les sceptiques, et comment combler les écarts générationnels.

En outre, le territoire connaît des problématiques concernant l'accès à l'eau, à l'électricité et la gestion des déchets. Les habitants sont confrontés à un quotidien marqué par ces déficits, et certaines personnes vivent dans une grande vulnérabilité économique. La vie chère est également une préoccupation, bien que le lien entre la facture d'électricité et le pouvoir d'achat ne soit pas toujours évident à démontrer.

Le défi est de combiner l'échelle citoyenne et l'échelle individuelle, de convaincre les habitants de l'importance du sujet, et de trouver les moyens de mobilisation et les formats adaptés.

■ Des actions difficilement mesurables et un manque de continuité

Certaines communes mentionnent que les impacts des actions de sensibilisation au changement climatique sont trop faibles, non mesurés, et difficilement quantifiables, faute d'outils et d'indicateurs pour évaluer les changements. Elles rapportent des actions ponctuelles et un manque de continuité.

■ Une multitude d'acteurs mais un manque de synergie

Bien que ce constat ne soit pas partagé par toutes, la plupart des collectivités soulignent le manque de synergie entre les différents acteurs du territoire et le manque de coordination pour assurer une action globale cohérente, prenant en compte les spécificités de chaque site au-delà des frontières administratives.

Le défi réside également dans l'entente entre les collectivités et les services de l'État, dont les enjeux, bien que différents, ne sont pas antagonistes mais peinent à se retrouver dans une synergie.

La multiplicité d'acteurs sur le territoire (y compris les acteurs de l'environnement) dont les enjeux diffèrent parfois, complexifie la prise en considération globale du sujet. Les collectivités soulignent la nécessité d'avoir une vision globale et de prendre en compte tous les enjeux au sein d'une stratégie régionale, ainsi que la nécessité de faire redescendre les informations sur le territoire.

Le lien avec le tissu associatif est faible et les relais locaux manquent. Les associations, souvent petites et sous-financées, se mobilisent ponctuellement pour des événements.

Il est nécessaire de changer l'approche pour sensibiliser les habitants, notamment en se rapprochant des écoles.

■ Un territoire en déclin démographique

Un enjeu majeur en Guadeloupe réside dans son déclin démographique, marqué par le vieillissement de la population, l'exode des jeunes et la « fuite des cerveaux ». Comment revitaliser et pérenniser le territoire tout en préservant ses ressources ? L'attractivité de l'archipel doit être repensée pour répondre à ces défis. Par ailleurs, le changement climatique complique encore la situation en impactant notamment les secteurs agricoles et piscicoles, nécessitant une adaptation rapide et durable.

■ Les enjeux du relogement, mise en sûreté des habitants menacés par l'érosion du littoral

La commune de Petit-Bourg est confrontée depuis environ 10 ans à la nécessité de reloger des zones menacées par l'érosion côtière, notamment les falaises de Bovis et Bel-Air. Le BRGM avait été sollicité pour établir une cartographie des zones de menaces graves, validée par la DGOM. Grâce à cette démarche, la mise en sûreté des personnes a été réalisée, faisant de Petit-Bourg la première commune de Guadeloupe à réaliser cette relocalisation, y compris de manière prévisionnelle. Au départ, la commune a rencontré de nombreuses résistances de la part des familles opposées à la relocalisation. Le dialogue instauré a permis de reloger les 14 premières familles, renforçant la confiance, bien que la méfiance persiste et que les habitants éprouvent un certain désespoir à quitter leur maison.

Le relogement pose la question du changement de type d'habitat, car les habitants passent généralement de maisons littorales à des habitats collectifs de type appartements à l'intérieur des terres, entraînant une perte de confort. Selon la commune, il est nécessaire d'améliorer la politique de l'habitat.

La commune de Capesterre Belle eau fait aussi face à ces problématiques de relogement.

La commune de Petit-Bourg mentionne toute l'importance du travail en collaboration avec les familles et en toute transparence.

▪ Enjeux financiers

Il existe plusieurs niveaux d'enjeux financiers :

- Complexité du financement au sein des collectivités territoriales:

Financer toutes les mesures préconisées d'adaptation au changement climatique est compliqué.

Par ailleurs, les réalités économiques de la collectivité rattrapent l'enjeu de la prévention. Les collectivités dénoncent le fait que le financement ne soit pas en corrélation avec le besoin local, ce qui engendre des difficultés en matière de prévention.

- Assurance et assurabilité :

La question de l'assurabilité face aux catastrophes naturelles devient un enjeu majeur, tant pour les particuliers que pour les acteurs publics. Il devient de plus en plus difficile d'obtenir une couverture assurantielle, notamment dans les zones exposées, où les compagnies refusent désormais de prendre certains risques. Cette tendance est accentuée par le coût très élevé des primes d'assurance, qui rend leur accès encore plus restreint. Par ailleurs, près de la moitié des bâtiments, en particulier les constructions informelles, ne sont pas assurés, ce qui complique considérablement les mécanismes d'indemnisation après sinistre. Même la caisse de réassurance est impactée par cette dynamique, soulignant la fragilité croissante du système face à l'intensification des aléas climatiques.

▪ Stratégie de développement économique

Parmi les principaux freins à la transition écologique, la perception du développement économique joue un rôle central. Le territoire accueille déjà un million de visiteurs par an, avec l'ambition d'en doubler le nombre. Cependant, une telle augmentation pourrait mettre en péril la résilience des écosystèmes locaux, déjà fragiles. Si l'intérêt économique est indéniable, il ne peut être dissocié des enjeux environnementaux, d'autant plus que de nombreux touristes sont précisément attirés par la richesse de la biodiversité. Il devient donc essentiel de repenser la stratégie territoriale afin de concilier attractivité et durabilité. L'économie ne peut être envisagée comme infinie ; la stratégie de développement doit impérativement intégrer cette limite pour assurer un avenir viable au territoire.

▪ Enjeu politique

Par ailleurs, les acteurs territoriaux dénoncent le manque d'adaptation de la politique nationale qui ne prend pas en compte les spécificités du territoire (topographie insulaire, vulnérabilité insulaire). En effet, les politiques qu'ils qualifient de « court-termistes » ne permettent pas toujours selon eux la projection quant à la stratégie du territoire sur le long terme et en particulier vis-à-vis du changement climatique.

Malgré l'existence des plans locaux d'urbanisme et des plans de prévention des risques naturels, des droits de construction sur des zones inondables ou des zones sensibles du fait du risque d'éboulements sont parfois accordés, potentiellement pour des motifs électoralistes ou économiques.

5.2.2. Souhaits mentionnés pour une meilleure prise en compte de la perception de populations guadeloupéennes

▪ Communication et formation pour les acteurs territoriaux

Les communes ont mentionné généralement le souhait de bénéficier de :

- Réunions pédagogiques : Besoin de plus de réunions pédagogiques sur le changement climatique et l'adaptation des territoires.
- Formations adaptées : Les formations proposées doivent être mieux adaptées aux réalités locales.
- Études existantes : Les communes souhaitent connaître les études existantes sur le sujet.
- Accompagnement spécialisé : Les communes souhaitent bénéficier de l'accompagnement d'un organisme expert en communication et en environnement.

▪ **Accompagnement et perception**

- Accompagnement sur divers aspects : Demande d'accompagnement dans la compréhension des perceptions des populations, la préparation aux risques naturels, et la coordination territoriale.
- Perception de la population : Nécessité de comprendre l'opinion et la perception de la population concernant le changement climatique pour adapter les politiques publiques.

Ces demandes d'accompagnement sont mentionnées à la fois par les communes et les EPCI.

▪ **Collaboration et synergie**

- Collaboration entre acteurs : Volonté de collaborer avec les divers acteurs présents en Guadeloupe pour assurer une cohérence globale et travailler de manière continue.
- Synergies et coordination : Création d'une cellule de travail entre référents du territoire pour assurer plus de synergies et un espace de discussion sur les sujets liés au changement climatique, sans créer de nouvelles instances.

▪ **Moyens financiers et procédures**

- Moyens financiers : Augmentation des moyens financiers nécessaires.
- Stratification des procédures : Réduire la stratification des procédures pour plus d'efficacité.
- Politique adaptée : Assurer que les politiques prennent en compte les spécificités du territoire pour permettre une meilleure adaptation au changement climatique.

▪ **Vision commune du territoire**

- Vision commune : Créer une vision commune du territoire qui dépasse les enjeux divers et les caractéristiques spécifiques des communautés d'agglomération et qui prenne en compte les besoins et perceptions des populations guadeloupéennes.

Ces souhaits sont pris en compte et constituent la base des formulations de recommandations présentées en section 7.

5.3. LES OUTILS DE GESTION DU TERRITOIRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

5.3.1. Les outils et plans de gestion au service de la gestion des risques naturels

En Guadeloupe, plusieurs plans encadrent la gestion des risques et l'aménagement du territoire :

- **SAR (Schéma d'Aménagement Régional)** : Piloté par la Région, il définit les grandes orientations d'aménagement. Il est actuellement en cours de révision.
- **SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale)** : Élaboré par les intercommunalités, il harmonise les politiques d'urbanisme.
- **PLU (Plan Local d'Urbanisme)** : Géré par les communes, il réglemente l'usage du foncier.
- **PPRN (Plan de Prévention des Risques Naturels)** : Établi par l'État, il cartographie les zones à risque.
- **PCS (Plan Communal de Sauvegarde)** : Organisé par les communes, il définit la gestion de crise.
- **PAPI (Programme d'Actions de Prévention des Inondations)** : Mis en place par l'État et les collectivités, il réduit les risques d'inondation.
- **PPMS (Plan Particulier de Mise en Sûreté)** : Obligatoire pour les établissements scolaires, il prévoit les mesures à adopter en cas de crise majeure.
- **PCAET (Plan Climat-Air-Énergie Territorial)** : Développé par les intercommunalités, il vise à lutter contre le changement climatique et améliorer la résilience du territoire.

Chaque acteur (État, Région, Intercommunalités, Communes) a des responsabilités spécifiques selon son échelle d'intervention.

Une gageüre est la coordination entre les différents acteurs rédacteurs de ces documents afin d'avoir une cohérence d'ensemble sur le territoire.

Le sujet de la vulnérabilité face au changement climatique est traité dans les différents plans qui visent à être en phase avec le PCAET.

Le PCAET est un outil de planification, à la fois stratégique et opérationnel, qui permet aux collectivités d'aborder l'ensemble de la problématique air-énergie-climat sur leur territoire. Le PCAET est un projet territorial de transition énergétique et écologique qui a pour objectifs :

- la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) du territoire, afin de lutter contre le changement climatique (volet «atténuation») ;
- l'adaptation du territoire aux effets du changement climatique, afin d'en diminuer les impacts économiques, sociaux, sanitaires, etc. (volet «adaptation») ;
- l'amélioration de la qualité de l'air, afin de préserver la santé des habitants du territoire.

Institué par le Plan Climat national et repris par les lois Grenelle de 2007 et la loi de transition énergétique pour la croissance verte de 2015, le PCAET constitue un cadre d'engagement pour le territoire. Il s'agit d'une démarche de planification, à la fois stratégique et opérationnelle, qui concerne tous les secteurs d'activité. Il a donc vocation à mobiliser tous les acteurs économiques, sociaux et environnementaux, sous l'impulsion et la coordination d'une collectivité porteuse.

L'élaboration d'un PCAET est obligatoire pour toute intercommunalité à fiscalité propre de plus de 20 000 habitants (EPCI "obligés"), et est également proposée aux intercommunalités plus petites (on parle alors de PCAET volontaire). Il est possible sous certaines conditions de réaliser un PCAET à l'échelle d'un Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), voire d'intégrer le PCAET dans un SCoT.

Par ailleurs, il convient de mentionner la **Mission adaptation Changement Climatique 3** qui correspond à la 25e mesure du 3e Plan national d'adaptation au changement climatique (PNACC-3) mis en place par le ministère de l'Aménagement du territoire et de la transition écologique et pilotée par l'ADEME et le CEREMA (déclinaison locale hexagone et outre-mer). Il s'agit d'orienter au mieux les collectivités sur les sujets transition écologique sur le meilleur dispositif existant, et de les aider à monter en compétences sur le sujet. Cent premières collectivités vont tester cette adaptation au niveau national⁵.

Enfin, le service statistique du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires (SDES) dispose de deux baromètres visant à sonder les préoccupations et perceptions des Français :

- Le **baromètre « société et environnement »** qui est l'outil de suivi historique des préoccupations et pratiques environnementales des Français. Initié en 1995 par l'Institut français de l'Environnement (Ifen) et piloté depuis 2008 par le SDES, ce baromètre est réalisé par le Credoc dans le cadre du dispositif d'enquête Conditions de vie et aspirations des Français. Ces données sont collectées en face-à-face auprès d'un échantillon représentatif de 3 000 personnes de 15 ans et plus résidant en France métropolitaine, en Corse et dans les DROM-COM. Ce baromètre est réalisé tous les deux ans en début d'année impaire.
- La « **Plateforme environnement** » qui est un dispositif de suivi barométrique initié par le SDES en 2008. Cette série de vingt questions est posée chaque année (au mois de novembre) à un échantillon représentatif de la population résidant en France métropolitaine âgée de 18 ans et plus. Adossé à l'enquête de conjoncture auprès des ménages (menée par l'Insee depuis 1958), cette plateforme a permis d'interroger près de 23 000 personnes en l'espace de treize éditions. Les questions visent à suivre l'évolution des préoccupations et pratiques environnementales dans la société française. En 2012 et en 2020, des modifications ont été apportées au questionnaire pour améliorer les connaissances sur ces sujets. L'enquête de conjoncture auprès des ménages (aussi appelé *Camme*) est un dispositif de suivi mensuel par téléphone auprès de 1 800 individus environ. L'échantillon est constitué de ménages ordinaires équipés d'une ligne de téléphone fixe et résidant en France métropolitaine.

Il peut être intéressant pour les collectivités territoriales d'avoir connaissance de ces baromètres et de suivre les résultats publiés.

⁵ [Mission Adaptation | Ministères Aménagement du territoire Transition écologique](#)

5.3.2. Les instances existantes au service de la transition écologique

Des réseaux, des associations et des programmes œuvrent au service de la transition écologique. Certains sont identifiés et mentionnés ci-dessous :

- **Le Réseau « Elus pour agir »** : Initiative nationale soutenue par l'ADEME, ce réseau vise à aider les élus à mieux appréhender les enjeux de la transition écologique et énergétique, en proposant des actions concrètes pour chaque commune. Il regroupe des élus des collectivités locales (élus en charge ou non de transition écologique et des techniciens) pour les faire monter en compétence sur ce sujet. L'objectif du réseau est de sensibiliser, informer les élus afin qu'ils puissent monter en compétences et qu'ils puissent inclure cette dimension dans les projets qu'ils portent. En Guadeloupe, le réseau a été lancé le 28 mars 2024 et rassemble une trentaine d'élus. Les inscrits reçoivent une sollicitation trimestrielle sous forme de webinaire, qui se déroule en présentiel.

Ce réseau est peu connu par les communes rencontrées.

- **Association des communes et des collectivités d'outre-mer** : cette association est présidée par M. Maes (Maire de Marie-galante). Un congrès est organisé chaque année. En 2024, ce dernier a eu lieu en Guadeloupe (400 élus des collectivités présents). Les questions de la transition écologique y sont abordées parmi d'autres sujets.
- **Programme Territoires Engagés pour la Transition Ecologique (TETE)** : ce programme impulsé par l'ADEME accompagne les collectivités dans la lutte contre le réchauffement climatique et l'adaptation à ses effets, en proposant des outils et des formations pour élaborer des stratégies territoriales résilientes. Notamment, depuis 2024 plusieurs journées ont été organisées dans l'année. Une rencontre sur l'adaptation au changement climatique s'est tenue en Martinique avec environ 40 personnes techniciennes du sujet.
- **Groupe de travail** : Etablissement public foncier PF Terre Caraïbe (travail avec les communes pour de la recherche de disponibilité foncière au sein des communes) avec l'Agence des cinquante pas, l'ADEME, la DEAL et d'autres parties prenantes.
- **Observation territoriale** : relance des travaux en mai 2024 (avec les techniciens des EPCI) : Synergîles est en charge de cette élaboration.
- **Observatoire du littoral des îles de Guadeloupe** : structure mise en place pour collecter, analyser et diffuser des données fiables et actualisées sur les territoires de l'archipel guadeloupéen (Basse-Terre, Grande-Terre, Marie-Galante, La Désirade, Les Saintes). Il a pour mission de mieux comprendre les dynamiques territoriales, économiques, sociales et environnementales afin d'éclairer les décisions publiques et les politiques d'aménagement. Il s'inscrit dans une logique d'aide à la planification et au développement durable, en fournissant des indicateurs utiles aux collectivités, institutions et acteurs locaux.
- **Le Réseau Bâtiment Innovant de Guadeloupe (RBIG)** : initiative locale visant à promouvoir des pratiques de construction durable et innovante, adaptées aux spécificités climatiques et environnementales de l'archipel.
- **Le Réseau "Aides Territoires"** : Plateforme nationale facilitant l'accès des collectivités aux aides et financements disponibles, "Aides Territoires" propose une cartographie des dispositifs adaptés aux spécificités locales, y compris pour la Guadeloupe.
- **Club ABC (Agence Biodiversité Communale)** : Ce club réunit élus et représentants administratifs pour les accompagner dans la réalisation d'Atlas de la Biodiversité Communale (ABC), outils permettant de connaître, préserver et valoriser le patrimoine naturel local.

- **Club des élus** : Instance locale regroupant les élus de la Guadeloupe, le Club des élus se réunit régulièrement pour débattre des enjeux du territoire et adopter des résolutions communes, comme lors du XVIII^e Congrès des élus départementaux, régionaux et des maires en juin 2024.
- **GREC Guadeloupe : Groupe Régional des Experts sur le climat** « Valorisation de la connaissance et des données » Groupe d'Experts sur le Climat en Guadeloupe mobilise les réseaux de chercheurs et d'acteurs territoriaux (gestionnaires, entreprises, associations) dans le but de transférer les connaissances scientifiques les plus récentes, de collecter les besoins des acteurs du territoire et de favoriser leur participation à des projets de recherche. En se positionnant à l'interface entre les sphères académiques et non académiques, le GREC Guadeloupe, véritable organisation frontière, constitue un catalyseur d'actions en réponse aux impacts des changements climatiques.
- **Agence Régionale de la Biodiversité des îles de Guadeloupe** : c'est la première ARB d'Outre-mer, créée en février 2021. Ses axes d'intervention concernent : l'amélioration et la mise à disposition de la connaissance sur la biodiversité, la mise en œuvre des schémas et plans nationaux sur la biodiversité ; l'appui technique et financier, conseil et expertise à destination de l'ensemble des acteurs (collectivités, entreprises, associations de protection de la nature, citoyens) ; la formation, information, sensibilisation, pédagogie et mobilisation citoyenne ; • l'appui à la gestion des espaces et des espèces ; l'accès aux ressources génétiques et juste partage des avantages ; la coopération interrégionale et les actions d'internationalisation.

Ces instances jouent un rôle clé dans le développement durable et la transition écologique de la Guadeloupe, en mobilisant les acteurs locaux autour de projets structurants. Il semble important de s'assurer que les acteurs locaux aient connaissance de ces dispositifs.

5.3.3. Les événements de sensibilisation à destination du grand public

Des événements spécifiques ont lieu sur le sujet de la transition écologique, du changement climatique et de la prévention des risques naturels.

- La Journée nationale de la résilience chaque le 13 octobre, a lieu en cohérence avec la journée internationale pour la réduction des risques de catastrophes de l'Organisation internationale des Nations unies.

Organisée chaque année le 13 octobre, cette journée nationale de la résilience mobilise collectivités, associations et institutions pour informer les citoyens sur les risques naturels et technologiques. En 2023, 17 projets ont été labellisés en Guadeloupe, représentant 22 actions réparties sur le mois d'octobre, telles que des stands d'information, des ateliers pratiques et des démonstrations.

La Journée internationale de prévention face aux catastrophes naturelles a lieu le 13 octobre et ce même jour en France est célébrée la Journée nationale de la résilience.

▪ Exercices de gestion de crise

La préfecture de Guadeloupe organise régulièrement des exercices de gestion de crise pour tester la préparation des services de secours et sensibiliser la population aux risques majeurs. Parmi eux :

- Exercice cyclonique "ZEPHYR" (juin 2022) : simulation de l'impact d'un cyclone sur l'archipel.

- Exercice "éruption volcanique de la Soufrière" (2021) : organisé dans le cadre des Journées japonaises pour tester la réponse à une alerte volcanique.
- Exercice cyclonique "ZITA" (mai 2021) : tests des alertes et consignes de sécurité.

▪ **Semaine SISMIK**

Dans le cadre du plan séisme Antilles, la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) organise la semaine SISMIK, dédiée à la prévention du risque sismique en Guadeloupe. Pour l'édition 2025, des actions de sensibilisation au risque d'inondation ont également été intégrées.

▪ **Programme « Paré pa paré »**

Mis en œuvre par la Plateforme d'Intervention Régionale Amérique Caraïbes (PIRAC) de la Croix-Rouge, ce programme vise à sensibiliser et éduquer aux risques naturels au sein des établissements scolaires et des communautés locales. Il comprend des campagnes de sensibilisation, des formations et des exercices pratiques pour renforcer la résilience des populations.

▪ **Animations du Parc national de la Guadeloupe**

Le Parc national organise régulièrement des animations pour sensibiliser le public aux effets du réchauffement climatique sur les écosystèmes locaux. Par exemple, lors de la 17e édition du programme "Nature et Culture", des sorties sur le terrain ont permis au public de constater directement les impacts du changement climatique.

Par ailleurs, les communes organisent à l'échelle de leur territoire de journées spécifiques de sensibilisation des populations sur ces sujets.

Ces initiatives reflètent l'engagement des acteurs locaux et nationaux à renforcer la culture du risque et à promouvoir des comportements adaptés face aux aléas naturels et aux défis climatiques en Guadeloupe.

6. RESULTATS CONCERNANT LES PERCEPTIONS DE LA POPULATION GUADELOUPEENNE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Cette section retranscrit les résultats collectés par le biais des enquêtes quantitatives et qualitatives menées comme décrit en section 3.

6.1. POINT DE VUE DES COLLECTIVITES TERRITORIALES SUR LA PERCEPTION DES POPULATIONS

Les six intercommunalités de Guadeloupe ainsi que les communes de Vieux-habitants, Goyave, Capesterre de Marie-Galante, Saint-François, Petit-Bourg, les Abymes et Capesterre-Belle-Eau ont fait l'objet d'un entretien en février 2025. La synthèse des échanges est présentée ci-dessous.

Les collectivités notent une conscientisation progressive du changement climatique avec néanmoins un détachement des habitants sur le sujet que l'on peut expliquer par le fait que le territoire soit à risque et que les habitants aient été habitués à vivre avec ces conditions.

Concernant l'opinion des collectivités sur la perception des populations face au changement climatique, elles évoquent généralement la difficulté à mobiliser les habitants sur le sujet et le faible intérêt en dehors des périodes de risque. Il y a néanmoins des inquiétudes perceptibles et exprimées surtout sur les périodes de risques plus intenses.

Par ailleurs, les collectivités mentionnent une conscientisation progressive d'une part, et d'autre part une forme de fatalisme sur un territoire qui « se sait » soumis à des risques. En effet, les personnes y habitant depuis plusieurs générations notamment ont développé une habitude, une résilience face à ces risques naturels, et ne font pas de ce sujet une priorité du quotidien.

Les perceptions des populations varient également selon les périodes de l'année ou en fonction des événements climatiques avec un déni d'une part puis l'apparition d'agitation ou de panique lorsque les événements surviennent.

La vulnérabilité est plus importante concernant les personnes âgées, les personnes sans domicile fixe, les personnes en situation de rupture de parcours de soins, et les personnes en situation de grande vulnérabilité économique.

La figure ci-après présente les mots qui reviennent dans le discours des collectivités territoriales.



Figure 14 : Les mots des collectivités territoriales sur la perception des populations face au changement climatique (représentation non proportionnelle)

Les comptes-rendus d’entretien avec les intercommunalités sont présentés en Annexe F et les comptes-rendus des entretiens avec les communes en Annexe G.

6.2. PRISE DE CONSCIENCE PROGRESSIVE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Au cours de l’enquête quantitative, les évocations spontanées liées au changement climatique s’articulent autour de trois grandes thématiques illustrées dans le graphique ci-dessous :

- La hausse de la température, les fortes chaleurs ;
- L’augmentation de la pluviométrie, et les inondations qui s’en suivent ;
- Le côté catastrophique voire alarmiste des effets du changement climatique.

Quand vous pensez au changement climatique, quel est le premier mot, quelle est la première image qui vous vient à l’esprit ?

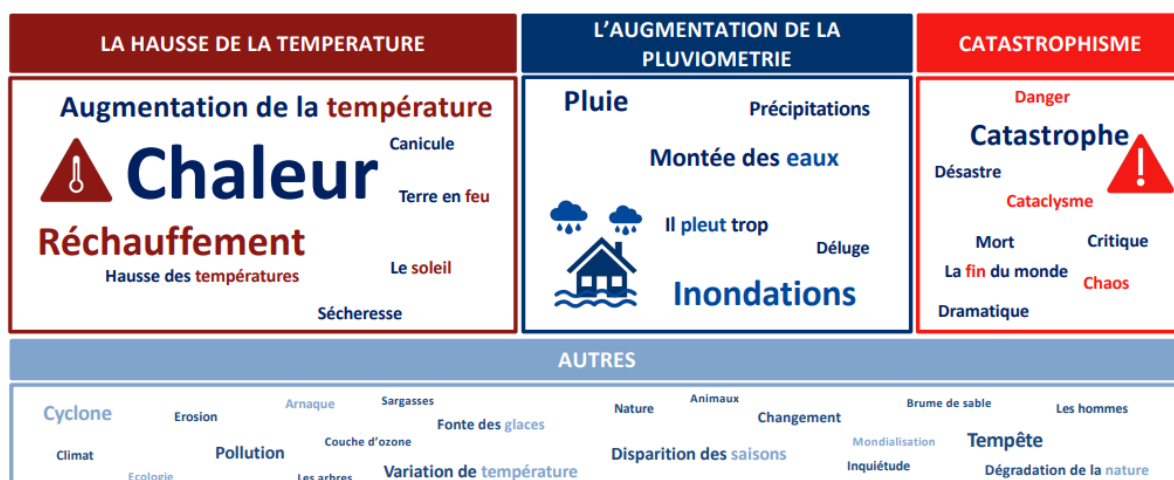


Figure 15 : Les évocations spontanées liées au changement climatique (Qualistat, 2024)

Les entretiens qualitatifs permettent d'ajouter les premières phrases qui surviennent lors un échange sur le changement climatique.

- « On ne peut rien faire, c'est la nature. »
- « On fait avec, on a toujours connu ça. »
- « De toute façon, quand ça arrivera, tout le monde sera touché. »
- « Oui on est inquiets, tout change. »
- « Les choses ne sont plus comme avant »
- « On est habitués, c'est notre territoire. On s'adapte. »
- « Auparavant les personnes âgées avaient la connaissance avant du territoire, des saisons, elles pouvaient repérer des phénomènes météorologiques à travers les éléments naturels qui les entouraient : la lune, les rivières, les oiseaux, et nous on ne sait plus le faire et on ne peut plus s'y fier avec le changement climatique. »

Par ailleurs, les éléments qui marquent les habitants en lien avec le changement climatique sont les suivants :

- Le changement par rapport à ce qu'ils connaissaient il y a quelques années (« ce n'est plus comme avant »)
- Le manque de saisonnalité (« Ex : normalement en période Carême il fait chaud... »)
- L'intensification des événements climatiques : pluies plus fortes, plus de vent, plus chaud, plus froid, etc...
- La survenue d'événements nouveaux depuis quelques années ou plus remarquables qu'auparavant : le sable du Sahara causant des épisodes de « brumes de sable », la houle plus forte en mer, les Sargasses, etc...
- Les variations de températures qu'ils ne connaissaient pas avant.

La perturbation du calendrier saisonnier, des périodes de récoltes modifiées, ils mentionnent par exemple la récolte des mangues qui sont prêtes en février alors qu'auparavant la récolte se déroulait en juillet.

Ces perceptions sont approfondies dans les sections suivantes.

6.3. COMPREHENSION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE PAR LA POPULATION

6.3.1. Définition changement climatique

Concernant la définition liée au changement climatique, pour plus de sept Guadeloupéens sur dix, le changement climatique est défini par une évolution à long terme des régimes climatiques mondiaux. Toutefois, près d'un quart pense que ce phénomène correspond à une évolution rapide de la météo sur un court laps de temps. Enfin, 4% des sondés ne croient pas à ce phénomène et l'assimilent à un canular.

La part de personnes évoquant « une évolution à long terme » augmente avec le niveau de diplôme, mais elle croît aussi avec l'âge. Plus de deux tiers des Guadeloupéens associent l'origine du changement climatique

aux activités humaines, tandis que 18% incriminent les phénomènes naturels extrêmes. Enfin, pour 14% le changement climatique est dû au trou de la couche d'ozone. Cependant, une très grande majorité de la population (85% des sondés), est consciente de l'impact négatif de ce phénomène. Globalement, 82% des sondés donnent au moins deux bonnes réponses. Ils sont 46% à donner les trois bonnes réponses. Seuls 4% ne donne aucune bonne réponse aux questions sur la connaissance du changement climatique.

Les Figure 16 et Figure 17 illustrent ces propos.

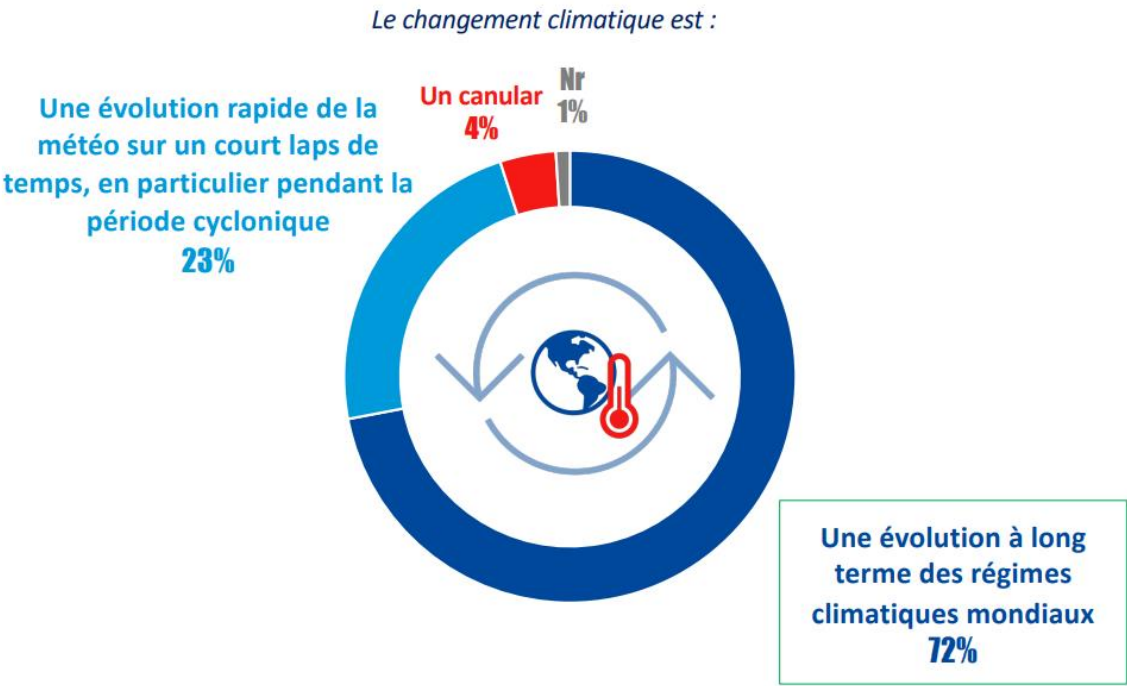


Figure 16 : Définition du changement climatique selon les enquêtes (Qualistat, 2024)

CONNAISSANCES SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

72% des Guadeloupéens affirment que le changement climatique est une évolution à **long terme** des régimes climatiques mondiaux.

66% des Guadeloupéens affirment que le changement climatique est causé par les activités humaines.

85% des Guadeloupéens affirment que le changement climatique a un impact **négatif** sur la santé humaine.

46% des sondés donnent trois bonnes réponses 
4% des sondés ne donnent aucune bonne réponse 

Figure 17 : Connaissances sur le changement climatique (Qualistat, 2024)

En comparaison avec les résultats de l'enquête Climat BEI (BVA X Sight, 2024) réalisé en France hors territoires d'outre-mer⁶, 69% des enquêtés estiment que le changement climatique correspond à une évolution à long terme des régimes climatiques mondiaux contre 71% des répondants à l'échelle de l'Union européenne comme illustré dans la figure ci-dessous.

Le changement climatique est...

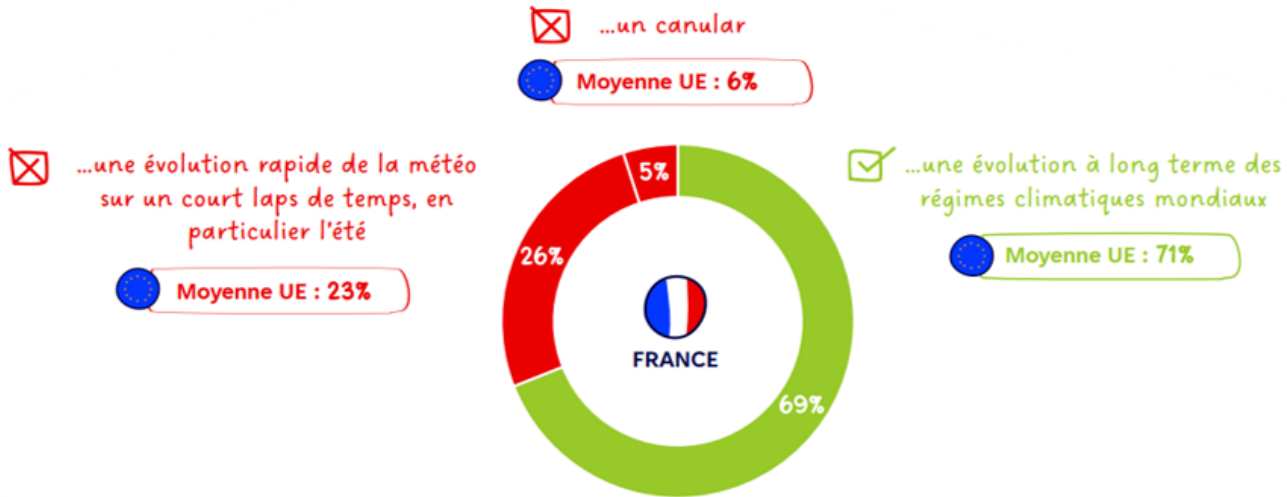


Figure 18 : Définition du changement climatique selon les enquêtés (BVA X Sight, 2024)

On observe ainsi des résultats similaires pour les 3 étendues géographiques considérées, la Guadeloupe, la France et l'Union européenne :

Tableau 4 : Comparaison des résultats avec ceux de l'étude Climat BEI

Le changement climatique est...	Guadeloupe	France	Moyenne UE
...une évolution rapide de la météo sur un court laps de temps...	23%	26%	23%
...une évolution à long terme des régimes climatiques mondiaux	72%	69%	71%
...un canular	4%	5%	6%

6.3.2. Origine du changement climatique

Selon plus de deux-tiers des guadeloupéens participant à l'enquête, l'origine du changement climatique est liée aux activités humaines.

⁶ L'enquête a été réalisée par la BEI en ligne (par ordinateur, tablette ou téléphone mobile) par BVA du 7 août au 4 septembre 2023 auprès des 27 pays de l'Union Européenne, ainsi que le Royaume-Uni, la Chine, les États-Unis, le Canada, le Japon, la Corée du Sud, l'Inde et les Emirats Arabes Unis. 1000 personnes ont été interrogées en France. Les territoires d'outremer ne sont pas inclus dans l'échantillon France.

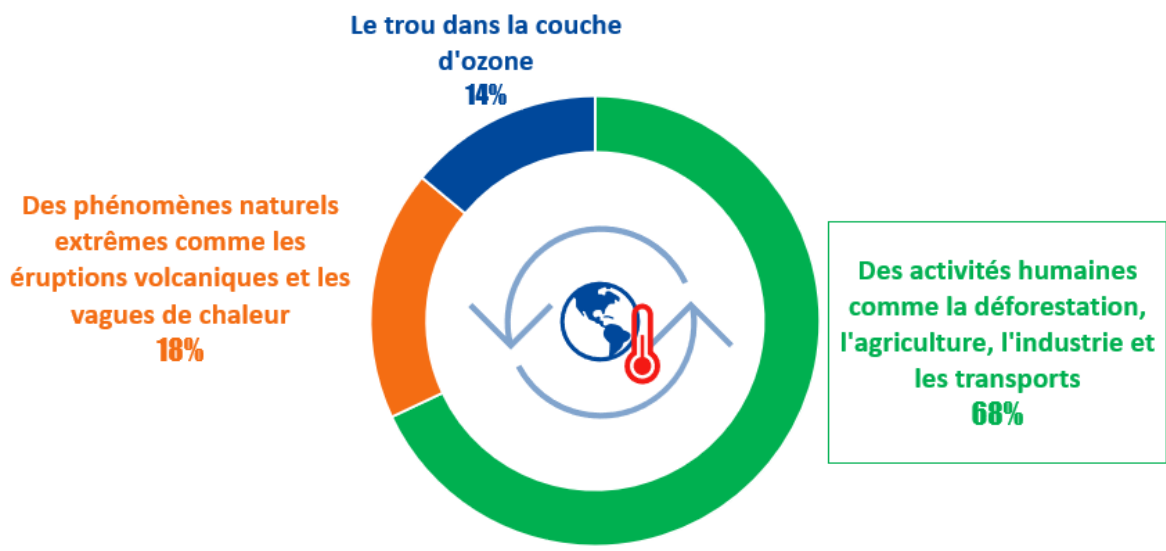


Figure 19 : Origine du changement climatique selon les habitants (Qualistat, 2024)

Selon les niveaux de diplômes, les réponses varient comme illustré ci-dessous : 83% des personnes ayant au minima un BAC +4 estiment que les activités humaines contribuent au réchauffement climatique contre 57% des personnes avec une niveau inférieur au BAC.

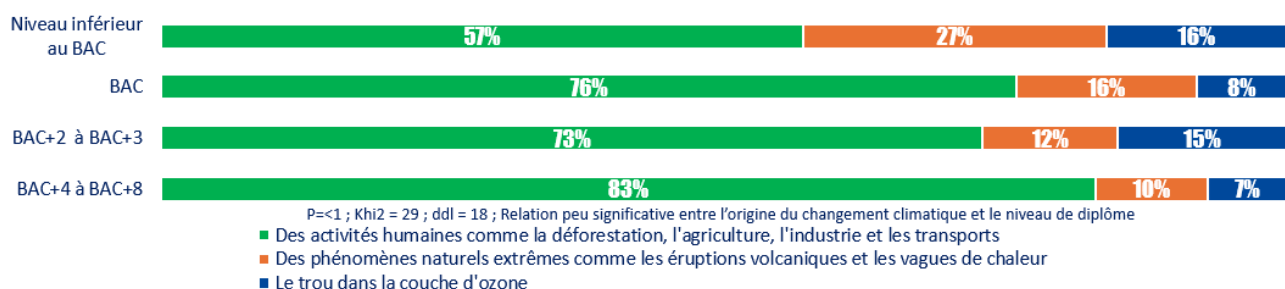


Figure 20 : Origine du changement climatique en fonction des diplômes des répondants (Qualistat, 2024)

Par ailleurs, au cours des entretiens qualitatifs, les personnes rencontrées au cours des ateliers ont indiqué l'activité humaine comme contributrice du changement climatique et indiqué que l'action sur cette cause avant tout était importante pour lutter contre le changement climatique, incluant la réduction de la consommation de manière générale. Ces personnes, plutôt sensibilisées au sujet étaient en accord avec ce constat. En revanche, les entretiens menés en dehors de ces espaces de parole, de manière aléatoire, ont pu montrer un détachement d'une part de la population vis-à-vis des causes générant le changement climatique. Ces dernières indiquaient une causalité uniquement liée aux activités industrielles de grande ampleur prenant place « loin », « ailleurs qu'en Guadeloupe », dans des gros pays pollueurs et liée également à d'autres types d'activités (« décollage de fusées », « essais nucléaires dans le Pacifique », « utilisation de sous-marins »).

En comparaison avec les résultats de l'enquête Climat BEI (BVA X Sight, 2024), en France hors territoire d'outre-mer, 74% des enquêtés estiment que le changement climatique est dû à des activités humaines comme la déforestation, l'agriculture, l'industrie et les transports.

Le changement climatique est causé par :

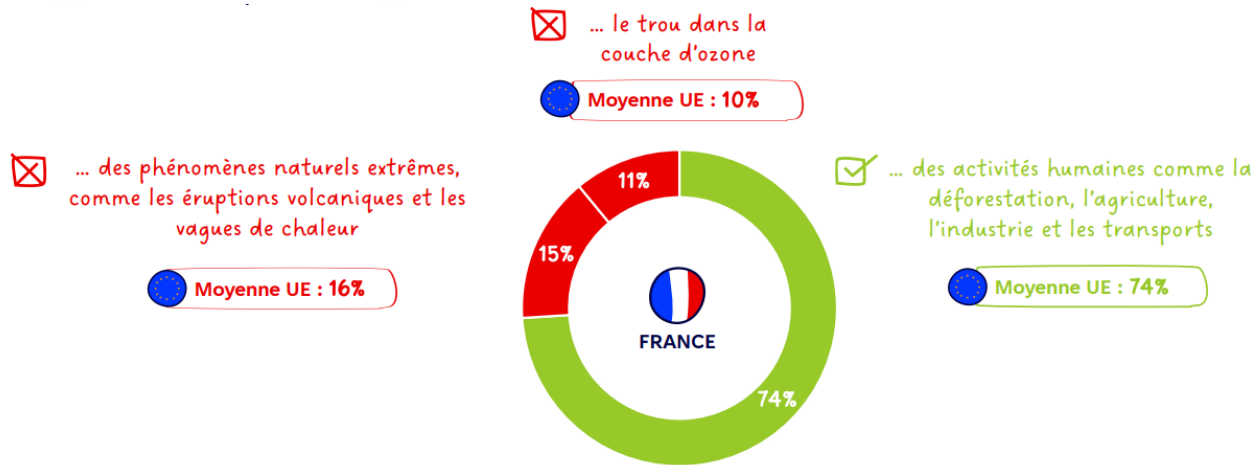


Figure 21 : Définition des causes du changement climatique selon les enquêtes (BVA X Sight, 2024)

Le tableau suivant résume les résultats concernant les trois aires géographiques.

Tableau 5 : Comparaison des résultats avec ceux de l'étude Climat BEI

Le changement climatique est causé par...	Guadeloupe	France	Moyenne UE
... des activités humaines comme la déforestation, l'agriculture, l'industrie et les transports	68%	74%	74%
... des phénomènes naturels extrêmes, comme les éruptions volcaniques et les vagues de chaleur	18%	15%	16%
... le trou dans la couche d'ozone	14%	11%	10%

6.3.3. Les impacts du changement climatique selon la population

L'étude menée par l'ADEME sur le changement climatique (ADEME, Daniel Boy RCB Conseil 2022, 2023) montre l'évolution de la considération des impacts du changement climatique depuis 2006. En effet alors qu'en 2006, 60% de la population enquêtée considèrent que les conditions de vie deviendront pénibles à cause des dérèglements climatiques, le chiffre évolue vers 68% en 2023 ; de même en 2006 34% des personnes pensent que la population s'adaptera sans trop de mal contre 28% en 2023. Aussi, cela montre une évolution dans la prise en compte du sujet au sein de la population française.

L'enquête menée en Guadeloupe en 2024 montre que 90% des guadeloupéens affirment avoir déjà perçu des conséquences du changement climatique, liées selon eux à la hausse des températures, à l'érosion du littoral, aux inondations et aux événements pluvieux plus fréquents, comme illustré sur la figure ci-dessous.

Dans les zones à risque, cette proportion passe à 92%.

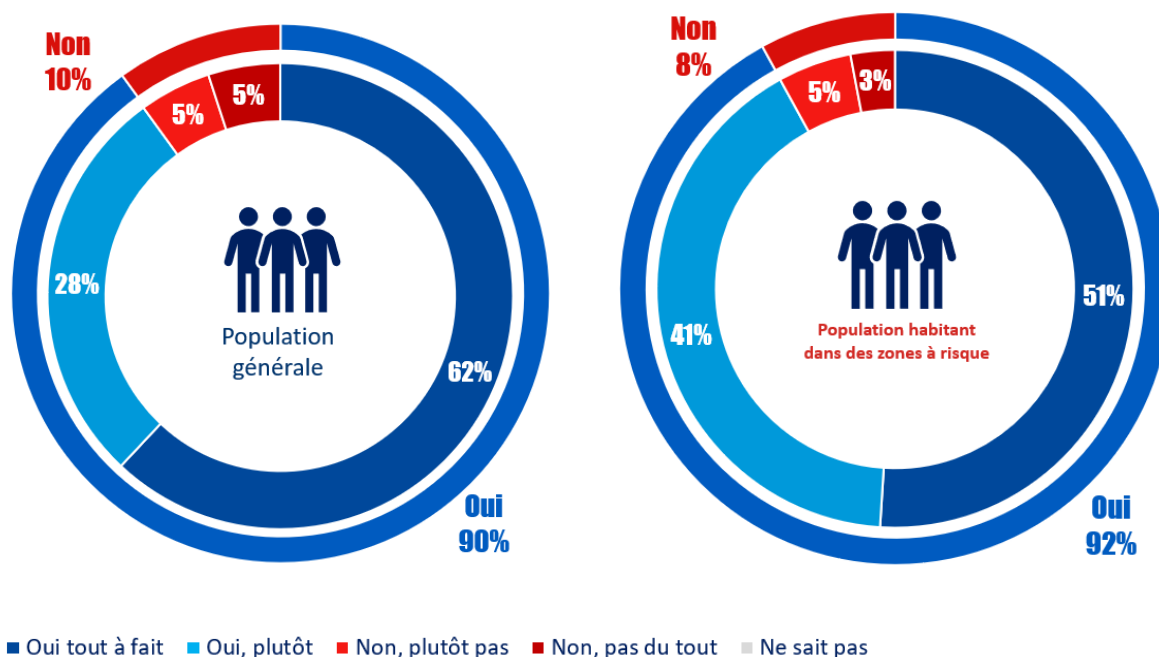


Figure 22 : Diriez-vous avoir déjà perçu des conséquences du changement climatique en Guadeloupe ? (Qualistat, 2024)

Par ailleurs, 85 % des habitants estiment que le changement climatique a un impact sur la santé. Ils évoquent l'augmentation des virus (transport dans l'air), la déshydratation, surtout chez les personnes âgées, les risques liés aux catastrophes comme les inondations. Les habitants mentionnent aussi les risques liés aux sargasses qui rejettent des gaz dans l'atmosphère. Ces évocations sont en corrélation avec celles évoquées auparavant concernant les premières impressions liées au changement climatique.

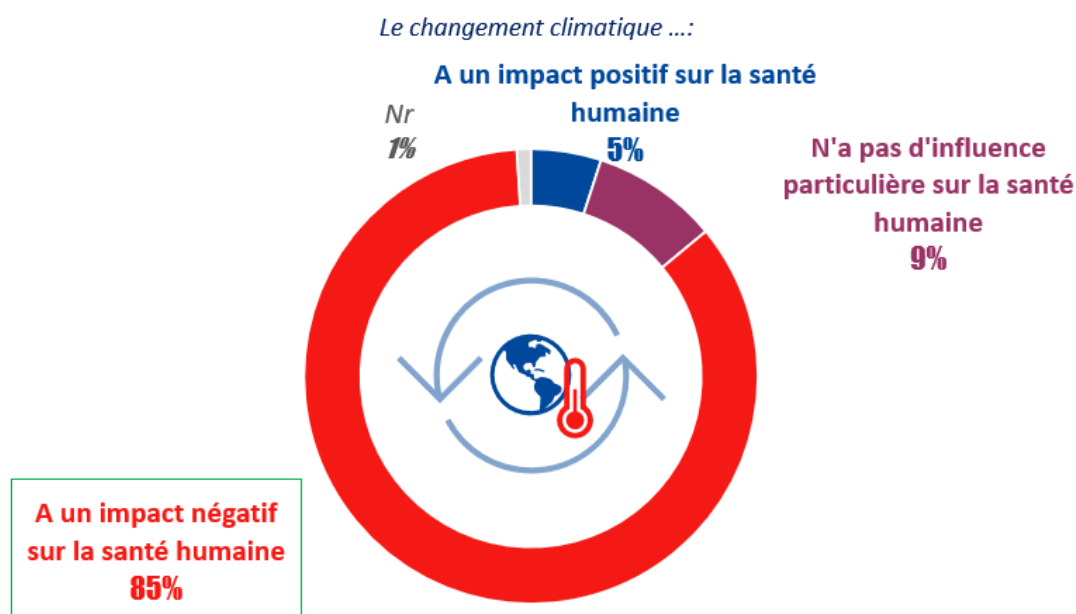


Figure 23 : Opinion de la population quant aux impacts du changement climatique (Qualistat, 2024)

Comme illustré ci-dessous, les perceptions évoluent en fonction de l'âge et du diplôme. Parmi les différentes tranches d'âge, les 19-24 ans sont les plus nombreux à percevoir le changement climatique comme ayant des effets positifs sur la santé, avec 10 % des répondants partageant cet avis.

Par ailleurs, bien que les personnes plus diplômées estiment davantage que le changement climatique a un impact négatif sur la santé : 92% pour les personnes ayant a minima un BAC +4, contre 81% pour les personnes ayant un niveau inférieur au BAC.

Par ailleurs, on retrouve certaines personnes indiquant un impact positif du changement climatique, 9% chez les personnes avec un niveau inférieur au BAC et 4% pour les personnes ayant un niveau BAC.

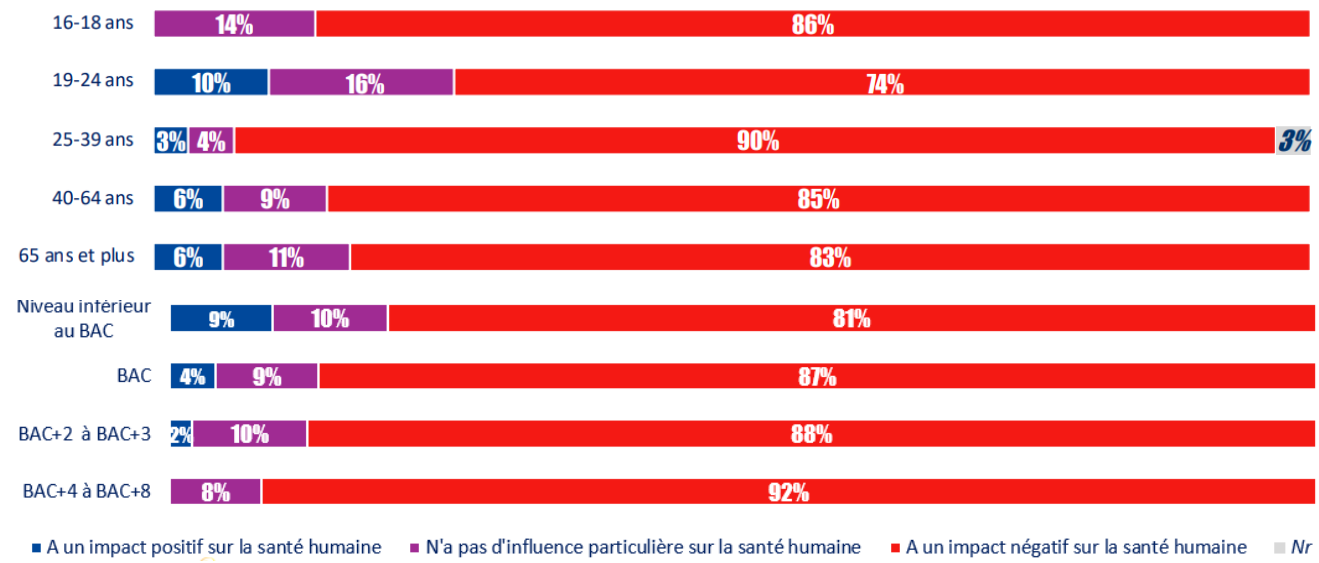


Figure 24 : Considération des impacts du changement climatique sur la santé humaine en fonction de l'âge et du niveau de diplôme.

En comparaison avec les résultats de l'enquête Climat BEI (BVA X Sight, 2024), en France hors territoire d'outre-mer, 82% des enquêtés estiment que le changement climatique a un impact négatif sur la santé humaine comme illustré dans la figure ci-dessous.

Le changement climatique ...

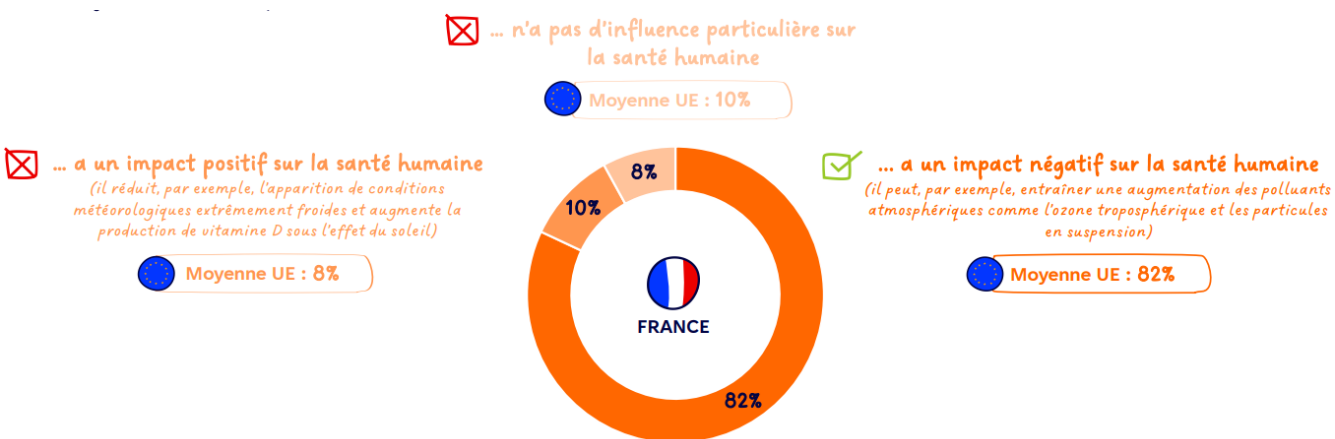


Figure 25 : Définition des impacts du changement climatique selon les enquêtés (BVA X Sight, 2024)

Le tableau suivant résume les résultats concernant les trois aires géographiques.

Tableau 6 : Comparaison des résultats avec ceux de l'étude Climat BEI

Le changement climatique...	Guadeloupe	France	Moyenne UE
... a un impact négatif sur la santé humaine	85%	82%	82%
a un impact positif sur la santé humaine	5%	10%	8%
... n'a pas d'influence particulière sur la santé humaine	9%	8%	10%

Concernant les impacts sur leur vie professionnelle, les habitants mentionnent essentiellement les impacts sur la pêche et l'agriculture. Pour les pêcheurs, l'activité est devenue difficile en raison de la rareté de la ressource qui est due selon eux à plusieurs facteurs, à la fois au changement de l'écosystème lié notamment à la pollution et au changement climatique, et également à la pêche industrielle qui vide les fonds marins.

6.4. ENTRE ANXIETE ET DISTANCE PSYCHOLOGIQUE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

6.4.1. Une population inquiète face au changement climatique

Les personnes interrogées au cours des volets quantitatifs et qualitatifs de l'étude se disent majoritairement inquiètes face au changement climatique. En effet, si près de trois quarts des Guadeloupéens se disent inquiets lorsqu'ils pensent au changement climatique (Figure 26), ils sont encore plus nombreux à se déclarer inquiets s'agissant de ses effets en Guadeloupe avec 79% des répondants (Figure 27).

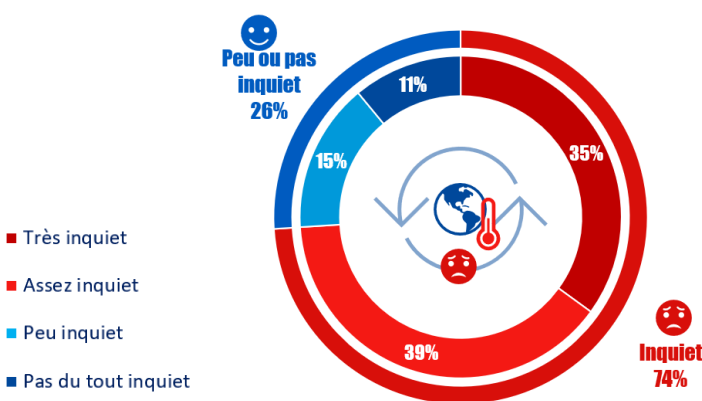


Figure 26 : Réponses à la question : êtes-vous inquiet en pensant au changement climatique en général ? (Qualistat, 2024)

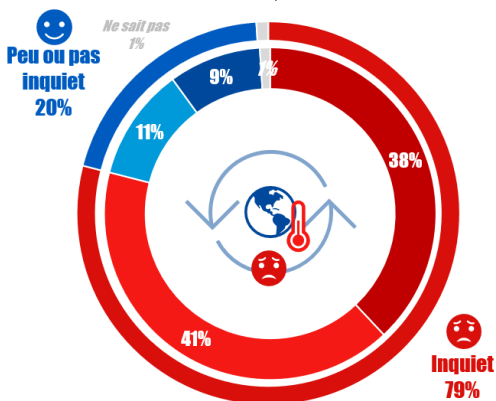


Figure 27 : Réponses à la question : êtes-vous inquiet en pensant au changement climatique et à ses effets en Guadeloupe ? (Qualistat, 2024)

De plus, neuf Guadeloupéens sur dix affirment avoir déjà perçu des conséquences de ce phénomène en Guadeloupe, dont l'augmentation des températures, des événements pluvieux plus fréquents, des inondations et l'érosion du littoral.

Les risques tsunamis et tremblement de terre sont les deux plus importants selon eux en termes de conséquences qui se produiraient.

Malgré une inquiétude mentionnée, certaines personnes peinent à exprimer ce qui les inquiète vraiment.

Cependant, des nuances sont à apporter face à ce constat d'inquiétudes. En effet, des habitants peuvent mentionner le fait qu'ils ont l'habitude de vivre dans cet environnement à risque, et donc qu'ils s'habituent à ce mode de vie, et s'adaptent en conséquence. C'est le cas des personnes rencontrées au cours d'entretiens informels qui se disent plutôt résilientes face au changement climatique et ne ressentant pas particulièrement d'inquiétude dans le présent ou le futur.

Par ailleurs, une partie de la population vit dans l'immédiateté du quotidien, sans réelle capacité à se projeter, en raison de difficultés économiques, de problèmes de santé et d'un sentiment de distance vis-à-vis des enjeux climatiques. Confrontées au manque d'infrastructures et de services essentiels (eau potable, électricité, gestion des déchets) ainsi qu'à la hausse des prix, ces personnes expriment davantage de la résignation et de la lassitude.

En comparaison, un sondage IFOP réalisé en France en 2023 indique que 82% des Français interrogés sont inquiets à l'égard du réchauffement climatique (IFOP, 2023), chiffre légèrement supérieur donc, à la moyenne guadeloupéenne.

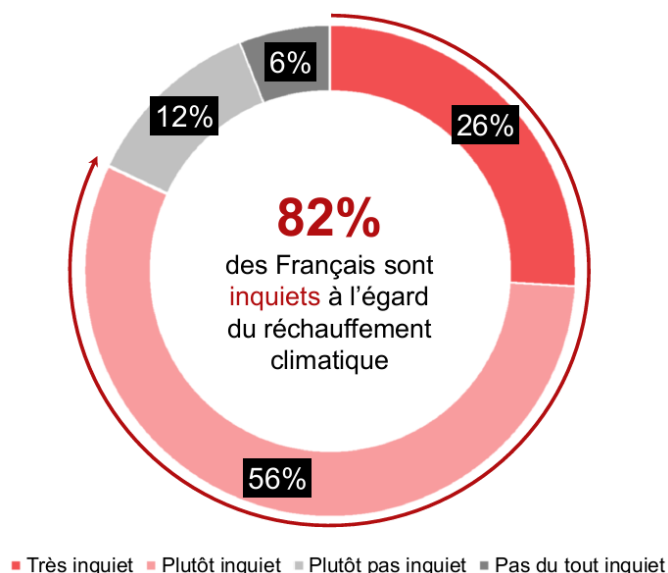
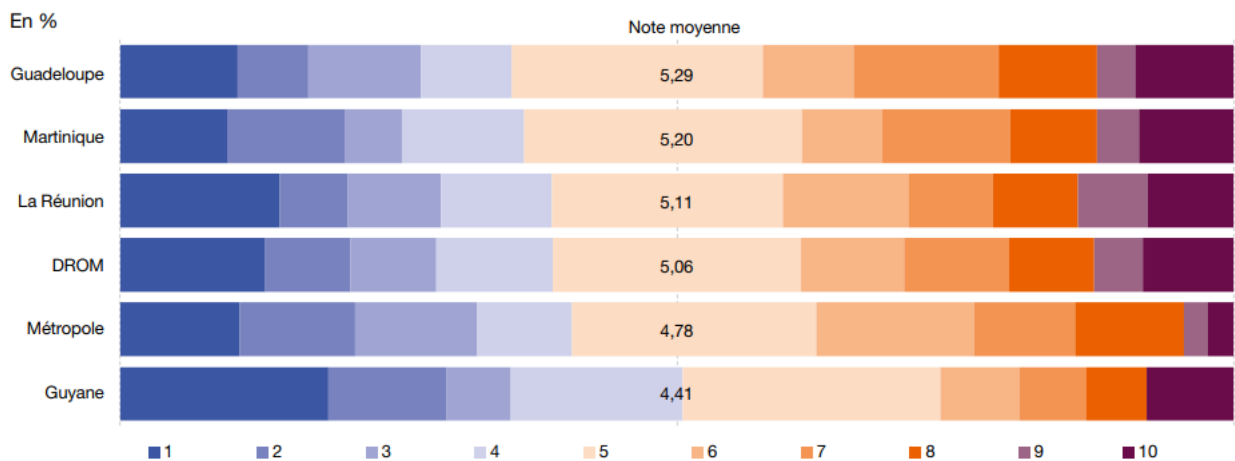


Figure 28 : Niveau d'inquiétude déclaré face aux conséquences possibles d'une catastrophe (IFOP, 2023)

En complément, l'enquête sur le sentiment d'exposition aux risques-SDES 2022 (Pautard, Kraszewski, & Antoni, 2023) place la Guadeloupe en tête des départements d'outre-mer comme illustré dans la figure ci-dessous.



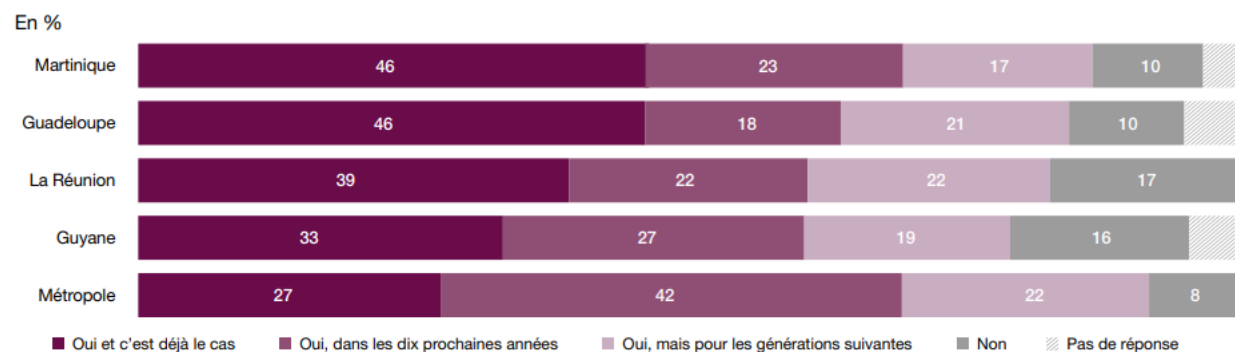
Notes : la question posée était : « Sur une échelle de 1 à 10, à combien estimez-vous votre niveau d'inquiétude face aux conséquences possibles d'une catastrophe naturelle ou technologique ? ».

Champ : France (hors Mayotte) : échantillon représentatif.

Source : SDES, enquête sur le sentiment d'exposition aux risques, 2022

Figure 29 : Sur une échelle de 1 à 10 combien estimez-vous votre niveau d'inquiétude face aux conséquence possibles d'une catastrophe naturelle ou technologique ? (SDES, enquête sur le sentiment d'exposition aux risques, 2022)

Quant au sentiment d'être confronté aux effets du changement climatique, il est de 46% en Guadeloupe comme Martinique, ce qui représente les parts les plus importantes par rapport aux autres territoires français.



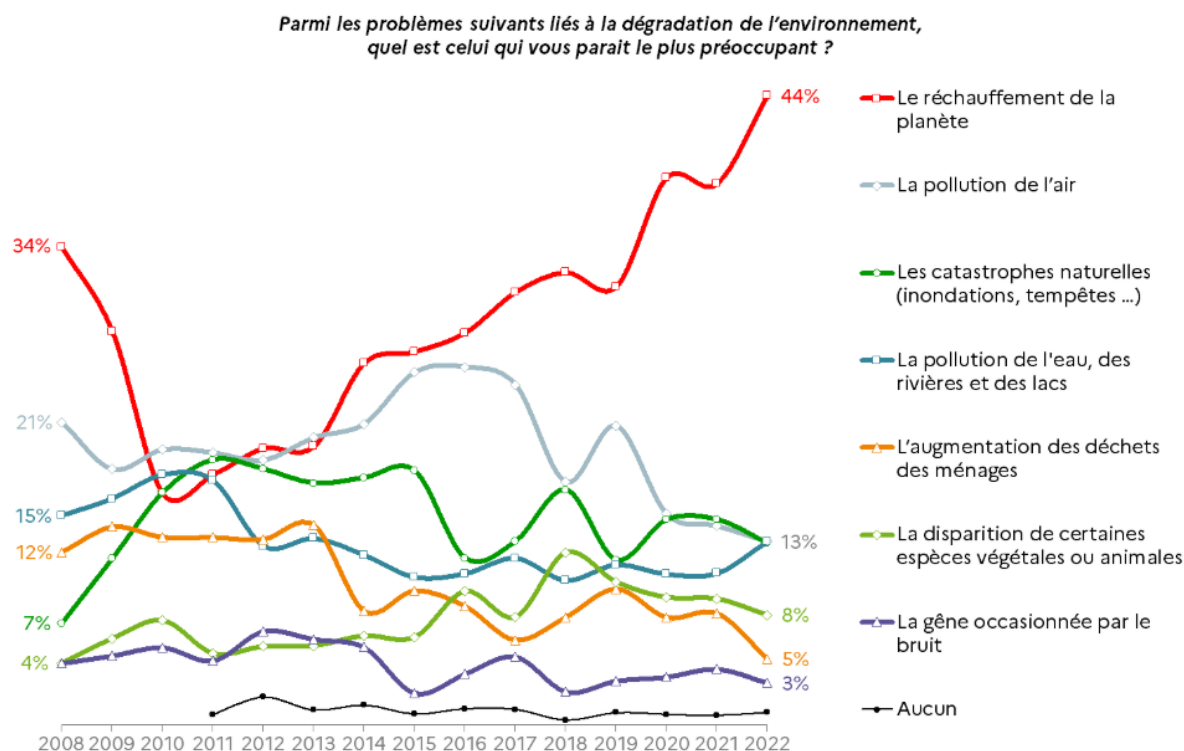
Champ : France (hors Mayotte) : échantillon représentatif.

Source : SDES, enquête sur le sentiment d'exposition aux risques, 2022

Figure 30 : Sentiment d'être confronté au changement climatique (SDES, enquête sur le sentiment d'exposition aux risques, 2022)

Enfin, de manière plus globale parmi les préoccupations environnementales des Français en 2022, le réchauffement de la planète est celui qui arrive en tête avec 44% (SDES, 2023).

En %



© SDES

Figure 31 : Evolution des préoccupations environnementales des Français (SDES)

6.4.2. L'impact des perceptions du changement climatique sur la santé mentale

Suite à la présentation des résultats de différents enquêtes démontrant l'inquiétude de plus de trois quarts de la population vis-à-vis du changement climatique, cette section propose de développer l'impact que cette inquiétude peut générer sur la santé mentale. En effet, l'éco-anxiété, définie par les chercheurs comme une détresse psychologique (mal-être) découlant des inquiétudes face à la crise environnementale, est un sujet de préoccupation exponentielle pour les populations mondiales.

La première étude sur l'éco-anxiété a été menée en France par l'ADEME et l'OBSECA (premier observatoire de l'éco-anxiété et a été fondé en 2022) avec le soutien d'E5t (Sutter, Messmer, & Chamberlin, 2025)

Le rapport publié en 2025 mentionne que 31,5 millions de Français ne ressentiraient pas ou très peu d'éco-anxiété. Ensuite, 6,3 millions présenteraient un niveau modéré d'éco-anxiété, avec l'apparition de premiers symptômes qu'il convient de surveiller pour éviter toute aggravation. Par ailleurs, 2,1 millions de personnes seraient fortement éco-anxieuses, et 2,1 millions supplémentaires très fortement, au point de nécessiter un accompagnement psychologique. Parmi ces derniers, environ 420 000 présentent un risque de développer une psychopathologie connue, comme une dépression réactionnelle ou un trouble anxieux. Aucune catégorie sociodémographique n'est totalement épargnée par l'éco-anxiété, bien que son intensité varie. Elle touche davantage les femmes que les hommes, et contrairement aux idées reçues, elle ne concerne pas uniquement les jeunes. Les personnes ayant un niveau d'études Bac+3 sont les plus concernées, tandis que celles sans

diplôme le sont le moins. Les retraités constituent la catégorie socioprofessionnelle la moins affectée. L'éco-anxiété est également plus marquée chez les habitants des grandes agglomérations et de la région parisienne, ainsi que chez ceux qui portent un intérêt fort aux questions environnementales.

Un sondage IPSOS⁷ (IPSOS, 2023) indique que l'environnement est la troisième préoccupation personnelle des Français (32%). Par ailleurs l'éco-anxiété est citée comme le troisième frein au sentiment de bien-être (32%) quasiment au même niveau que le manque de temps et d'argent (35%). Auprès des seniors de 70 ans et plus, c'est même le premier thème cité (39%) devant leurs problèmes de santé (35%).

Ce constat est partagé par plusieurs études de la plate-forme Climate Adapt qui indique que Le changement climatique exacerbe la détresse mentale, en particulier chez les jeunes, même pour les personnes qui ne sont pas directement touchées (par exemple, l'«anxiété écologique») (Lawrence, Thompson, & Fontana, mai 2021).

6.4.3. Entre climatoscepticisme et distance psychologique face au changement climatique

La perception de la proximité des événements — en l'occurrence du changement climatique — peut être analysée en psychologie sociale à travers le concept de distance psychologique, tel qu'il a été développé dans le cadre de la théorie des niveaux de construction mentale (Construal Level Theory – CLT ; Trope & Liberman, 2010) (Langlais, Bertoldo, Guignard, & Sénémeaud, 2024).

Une revue systématique publiée dans *Frontiers in Psychology* explore comment la « distance psychologique » — c'est-à-dire la perception du changement climatique comme étant éloigné dans le temps, l'espace ou socialement — influence les comportements pro-environnementaux. Ainsi, plus les individus perçoivent le changement climatique comme lointain, moins ils sont enclins à adopter des comportements de mitigation et d'adaptation. Aussi, cette distance psychologique vis-à-vis des événements a été observée durant les entretiens qualitatifs.

Par ailleurs, alors que le climatoscepticisme progresse au niveau mondial (IPSOS, 2021), les enquêtes sur le climatoscepticisme apportent un éclairage inattendu : contrairement à l'idée reçue selon laquelle les jeunes seraient globalement plus engagés et préoccupés par les enjeux environnementaux (Koschmieder et al., 2019), ils ne sont pas moins climatosceptiques que les autres générations. Au contraire, selon les données de l'Observatoire Climat et Opinion Publique (Obs'Cop, 2022), reprises par Sacha Bentolila et ses collègues, les 16-24 ans sont proportionnellement les plus nombreux à adopter une posture climatosceptique, avec 42 % d'entre eux classés dans cette catégorie. Cette proportion décroît progressivement jusqu'à 44 ans, avant de remonter à 40 % chez les 55 ans et plus. Ainsi, les tranches d'âge les plus touchées par le climatoscepticisme sont à la fois les plus jeunes et les plus âgées (Boutard & Pradel, 2024).

Il convient de mentionner que ces résultats sont directement liés à l'échantillon enquêté et à la zone géographique considérée (généralement il s'agit de l'hexagone sans les territoires d'outre-mer ou avec une faible représentation de ces derniers), aussi, les résultats ne peuvent pas être extrapolés au territoire guadeloupéen.

⁷ Sondage réalisé sur un échantillon de 1256 personnes de 18 ans et plus constituant un échantillon national représentatif de la population française métropolitaine et ultramarine âgée de 18 ans et plus.

6.5. DES DIFFERENCES DE PERCEPTION EN FONCTION DE CARACTERISTIQUES INDIVIDUELLES

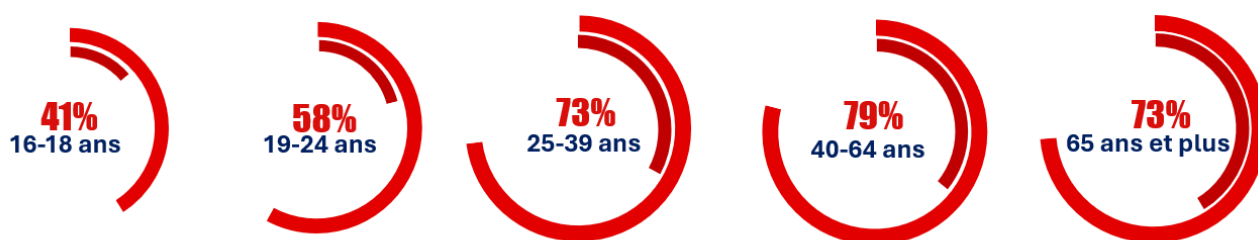
Les définitions du changement climatique varient en fonction du sexe, de l'âge et du niveau de diplôme des répondants. La corrélation la plus significative est liée au niveau de diplôme : plus le niveau de diplôme est élevé, et plus la considération est importante.

6.5.1. Différences selon les âges

Concernant le facteur lié à l'âge, selon l'enquête réalisée dans le cadre de la présente étude, il est possible de dire que :

- La considération croît avec l'âge, avec une inquiétude du changement climatique plus ancrée, et considérée comme impactante toute l'année et pas uniquement sur la période cyclonique
- Les personnes âgées sont plus inquiètes et se sentent plus vulnérables. Cela peut s'expliquer par le fait que ces personnes, comme elles peuvent l'exprimer, ont pu observer l'évolution au fil du temps, et ont cette possibilité de comparaison de leur milieu au fil de leur vie.

Niveau d'inquiétude lié au changement climatique selon l'âge



$P < 1$; $\text{Khi}^2 = 56$; $\text{ddl} = 16$; Relation très significative entre le niveau d'inquiétude lié au changement climatique et l'âge

Figure 32 : Niveau d'inquiétude lié au changement climatique selon l'âge (Qualistat, 2024)

Niveau d'inquiétude lié au changement climatique et des effets sur l'archipel selon l'âge



$P = 0.2$; $\text{Khi}^2 = 25$; $\text{ddl} = 20$; Relation pas significative entre le niveau d'inquiétude lié au changement climatique et des effets sur l'archipel et l'âge

Figure 33 : Niveau d'inquiétude lié au changement climatique et des effets sur l'archipel selon l'âge (Qualistat, 2024)

- Les populations de 16 à 24 ans bien que 60% d'entre elles mentionnent une évolution à long terme des régimes climatiques mondiaux elles se sentent moins préoccupées par le sujet. Ces générations n'ont pas connu l'évolution que leurs aînés ont pu observer ni les catastrophes qu'ils ont vécues. Par ailleurs, cet

âge est plus marqué par d'autres préoccupations de vie : gestion des études, des projets d'orientation, des projets avec des amis, etc...

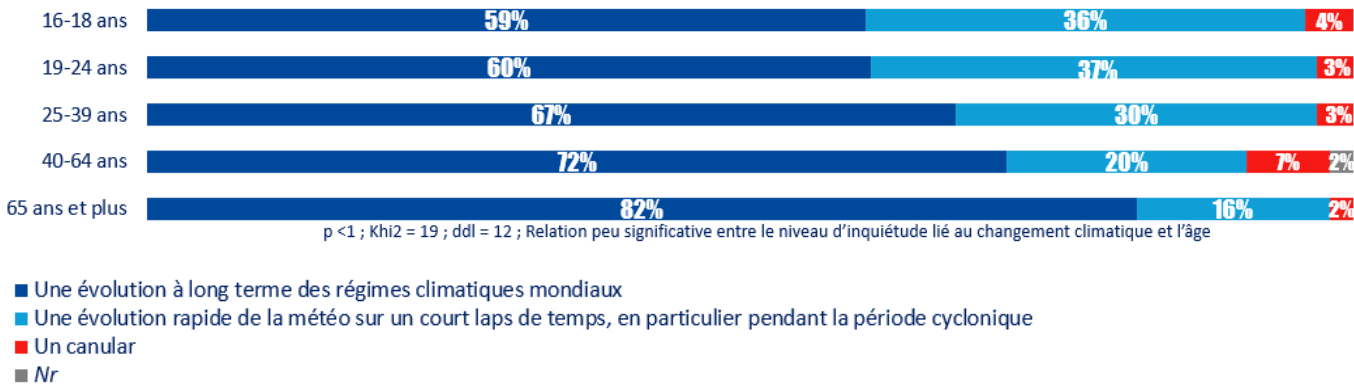


Figure 34 : Perception du changement climatique selon l'âge (Qualistat, 2024)

Le contexte territorial et l'aire géographique de l'enquête est un facteur déterminant pour les résultats. En effet, un sondage IFOP (IFOP, 2023) indique notamment que parmi les 26% des français se déclarant « très inquiets » à l'égard du changement climatique, les 18-24 ans constituent la tranche d'âge la plus représentée avec 43% (contre 14% pour les 65 ans et plus) comme indiqué dans la figure ci-dessous. Aussi, la proportion des personnes inquiètes décroît en fonction de l'âge du répondant. On constate donc que les résultats entre la Guadeloupe et de l'hexagone sont inversés.

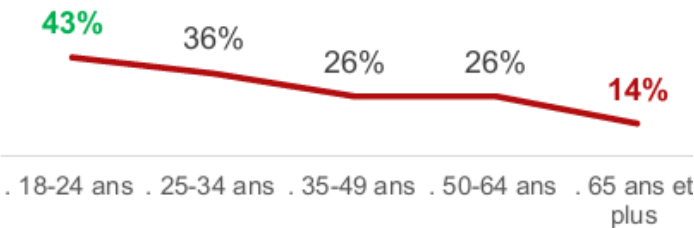
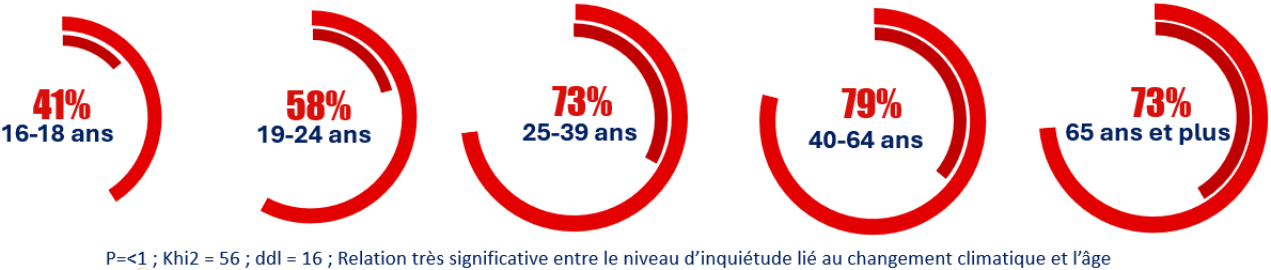


Figure 35 : Part des Français se déclarant « très inquiets » à l'égard du changement climatique (IFOP, 2023)

Concernant les niveaux d'inquiétude liés au changement climatique, ils sont corrélés aux résultats précédemment mentionnés avec une augmentation significative de l'inquiétude avec l'âge, et cela principalement pour le changement climatique en général (figure A), et non spécifiquement pour les effets en Guadeloupe (figure B).

A : Niveaux d'inquiétude liés au changement climatique de manière générale



B : Niveaux d'inquiétude liés au changement climatique et des effets en Guadeloupe

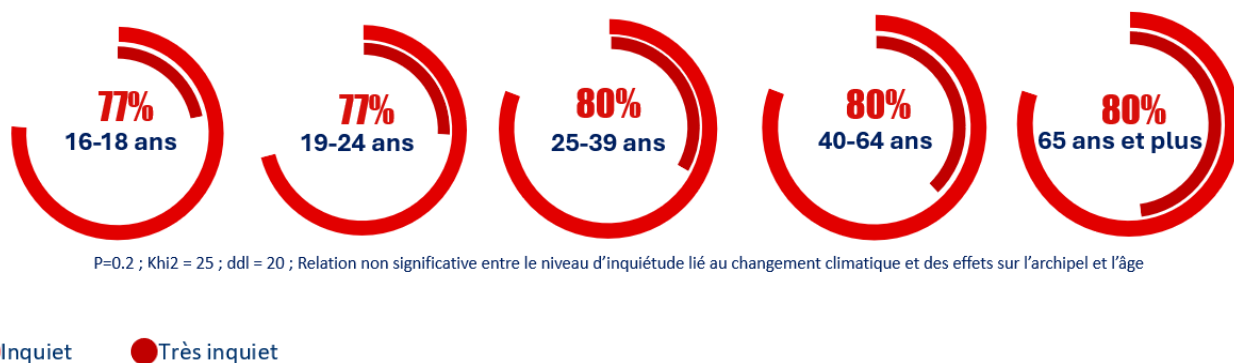


Figure 36 : Niveaux d'inquiétude liés au changement climatique selon l'âge de manière générale (A), et spécifiquement en Guadeloupe (B) (Qualitat, 2024)

6.5.2. Différences selon les diplômes

La relation est très significative entre la considération du changement climatique et le niveau de diplôme. En effet, on observe une conscience plus importante chez les personnes ayant fait des études supérieures, comme indiquée dans la Figure 37.

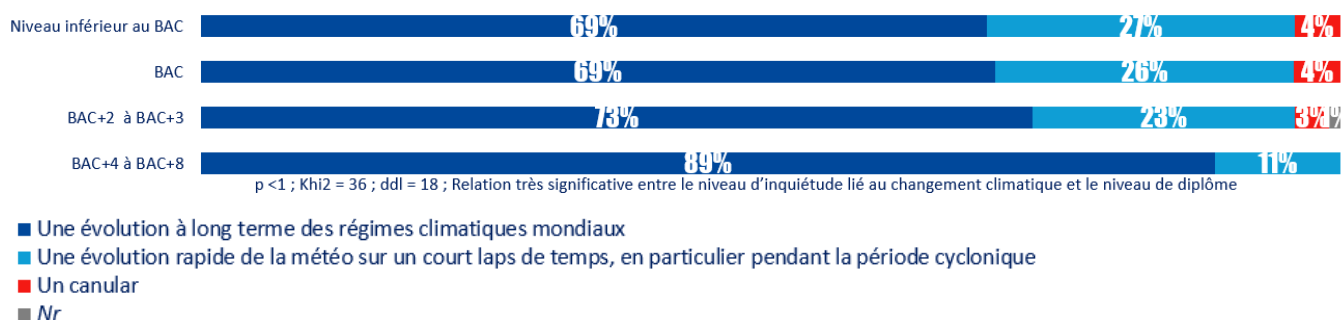


Figure 37 : Perception du changement climatique selon le niveau de diplôme (Qualitat, 2024)

6.5.3. Différences selon les secteurs d'activité

Par ailleurs, la perception et la prise en compte du changement climatique varient fortement selon les secteurs d'activité en Guadeloupe, en fonction de leur degré d'exposition directe aux impacts environnementaux.

Les acteurs dont l'activité économique dépend étroitement des conditions naturelles, comme les agriculteurs, les pêcheurs ou encore les professionnels du tourisme littoral, sont généralement plus sensibles et réactifs face aux manifestations concrètes du dérèglement climatique.

Le secteur hôtelier, en particulier les établissements situés en bord de mer, en est un exemple marquant. Confrontés à l'érosion côtière, à la multiplication des épisodes de submersion ou à l'invasion des sargasses, les professionnels du secteur doivent adapter rapidement leurs infrastructures et leurs pratiques pour préserver leur attractivité et limiter les pertes économiques. Cette vulnérabilité directe crée une prise de conscience accélérée, parfois plus forte que dans d'autres secteurs moins immédiatement exposés. En

revanche, les acteurs situés en dehors des zones à risque immédiat ou dont l'activité dépend moins des conditions climatiques peuvent percevoir ces enjeux comme plus lointains, voire abstraits.

Ces contrastes de perception posent la question d'une mobilisation collective à géométrie variable et soulignent l'importance de politiques publiques différenciées, capables d'embarquer l'ensemble des acteurs dans une logique territoriale d'adaptation.

6.5.4. Différences genrées

On constate peu de différences entre les hommes et les femmes face à la considération du changement climatique avec néanmoins une considération légèrement plus importante chez les femmes comme illustré sur la Figure 38. L'écart se creuse concernant les inquiétudes : 84% des femmes se disent inquiètes contre 74% des hommes (Figure 40).

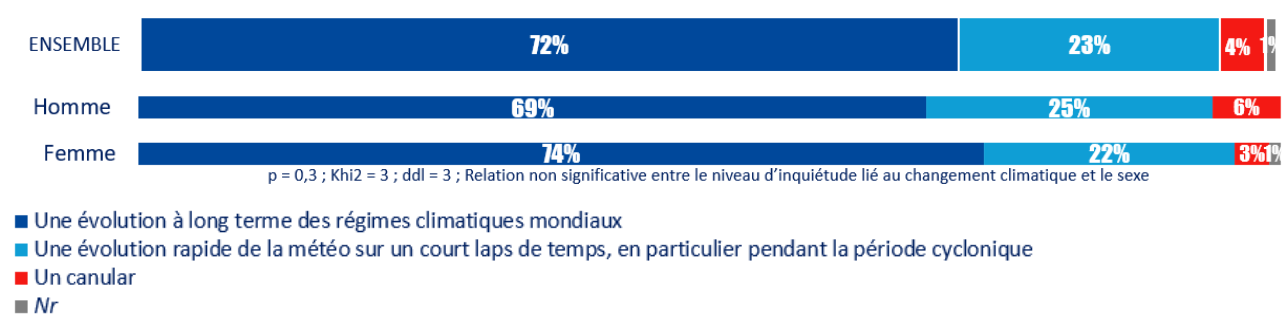


Figure 38 : Différence de considération du changement climatique entre les hommes et les femmes (Qualistat, 2024)

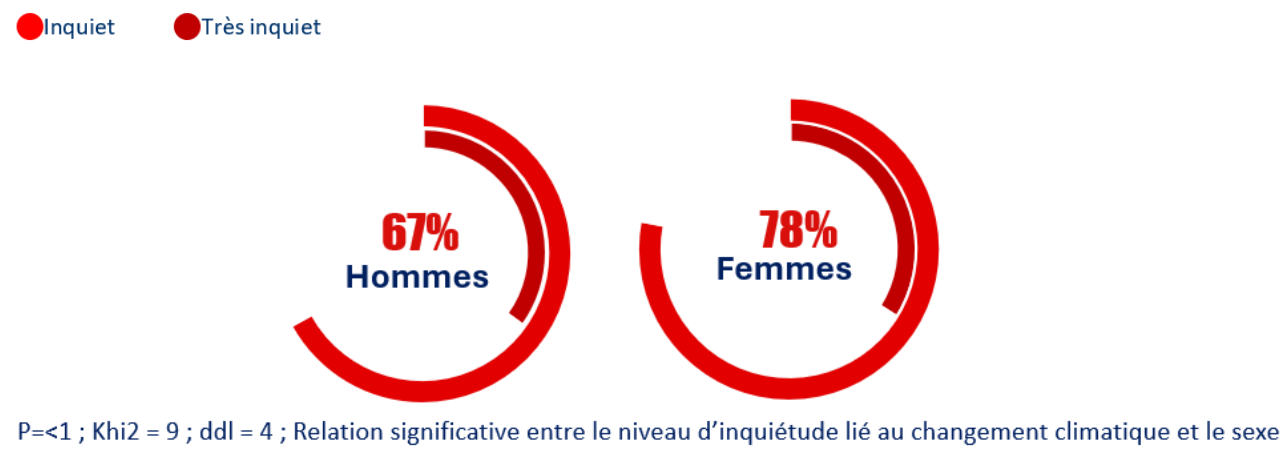


Figure 39 : Niveau d'inquiétude lié au changement climatique, selon le genre (Qualistat 2024)

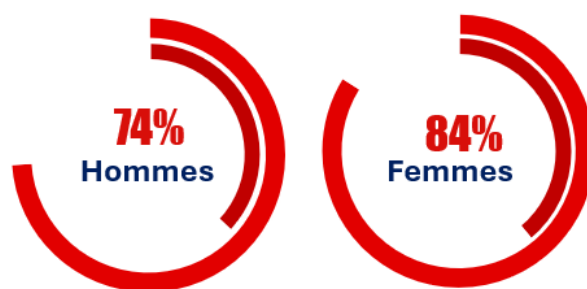


Figure 40 : Niveau d'inquiétude lié au changement climatique en Guadeloupe et des effets sur l'archipel, selon le genre (Qualistat 2024)

Les femmes sont en général localement plus impliquées dans les questions environnementales, les associations locales, et ce constat s'est confirmé également dans les ateliers organisés sur les sujets. Ce sujet impacte et module la vie quotidienne. Or, les femmes en Guadeloupe comme en hexagone, ont une charge au sein du foyer plus importante que les hommes. En effet, selon l'Insee, en 2010, les femmes prennent en charge 64 % des tâches domestiques et 71 % des tâches parentales au sein des foyers.⁸ Par ailleurs, comme indiqué dans le rapport de l'INSEE⁹, la monoparentalité concerne essentiellement les femmes. En 2020, en Guadeloupe, 33,1 % des femmes de 25 à 34 ans et 37 % de celles âgées de 35 à 49 ans vivent sans conjoint et avec un ou plusieurs de leurs enfants, contre seulement 1,9 % et 4,8 % des hommes. Entre 25 et 34 ans, les femmes sont plus souvent en couple avec enfants que les hommes (respectivement 22,6 % contre 17%).

Le rapport du Conseil économique, social et environnemental (CESE) intitulé « Inégalités de genre, crise climatique et transition écologique », publié en mars 2023, met en lumière les liens étroits entre les inégalités de genre et les enjeux climatiques. Il souligne que les femmes sont souvent plus vulnérables aux impacts du changement climatique tout en étant sous-représentées dans les processus décisionnels liés à la transition écologique. Il montre que les femmes portant davantage attention aux questions environnementales, et ont un engagement plus marqué dans les pratiques écoresponsables. De plus, en raison du rôle induit par la société, les femmes jouent un rôle central dans les choix de consommation des ménages. En effet, elles sont davantage en charge des achats au sein des ménages, et de gestion quotidienne et donc davantage confrontées au choix de consommation et aux défis environnementaux de production que cela génère autant pour les aliments, les vêtements, les appareils électroménagers, etc... Elles sont ainsi en première ligne pour impulser un modèle de consommation plus respectueux de l'environnement. Les enquêtes convergent pour montrer qu'elles sont généralement plus disposées à adopter des comportements visant à réduire l'empreinte écologique de leur consommation. Cela est confirmé par l'enquête de l'Observatoire International Climat et Opinions publiques (Obs'COP-IPSOS¹⁰) qui montre une mobilisation plus importante des femmes en faveur d'une consommation écologique dans tous les milieux sociaux. Cette enquête révèle, en 2020, que les femmes placent davantage que les hommes l'environnement dans leurs préoccupations principales : 52 % d'entre elles le cite comme une priorité contre 42 % des hommes. Cette sensibilité varie

⁸ CNRS, le Journal, 04/03/2021

⁹ Egalité femmes-hommes : chiffres clés en Guadeloupe Insee Dossier Guadeloupe n°19 – Mars 2024

¹⁰ Enquête annuelle Obs'COP pour connaître l'état des lieux international des opinions, connaissances, attentes et niveaux d'engagement face au changement climatique. Cette enquête est réalisée par l'Ipsos dans 30 pays sélectionnés sur la base de leur émission annuelle de CO₂, leur localisation géographique leur action contre le réchauffement climatique et leurs modèles économique-social, à la demande d'EDF.

selon l'âge : les jeunes femmes se sentent plus concernées (à 68 % chez les 16-24 ans, contre 59 % chez les moins de 35 ans et 38 % pour les plus de 65 ans) (Conseil économique social et environnemental, 2023).

Les femmes occupent souvent une position centrale dans la gestion des risques naturels au sein du foyer. En assumant majoritairement la prise en charge d'autres personnes au sein du foyer (enfants, personnes âgées), elles sont plus fréquemment confrontées à la notion de risque, que ce soit en matière de santé, de sécurité ou de bien-être. Cette responsabilité accrue les expose indirectement aux impacts du changement climatique, notamment lors d'événements extrêmes comme les canicules, les inondations ou les pénuries. Dès lors, en matière de prévention et de protection face aux risques climatiques, elles peuvent se sentir plus concernées que les hommes, leur rôle domestique les plaçant en première ligne face aux conséquences concrètes de ces bouleversements.

6.5.5. Autres facteurs

Les autres facteurs influençant la perception liée au changement climatique sont :

- Le milieu professionnel et cela peut être corrélé avec différents paramètres mentionnés ci-dessous :
 - L'accès à l'information : en effet, les personnes travaillant notamment au sein des Mairies disent bénéficier d'un accès à l'information sur les risques plus aisé, ce qui les sensibilise davantage au sujet.
 - Les impacts potentiels sur la vie professionnelle : comme mentionné précédemment, certains secteurs vont ressentir plus fortement les effets du changement climatique ce qui va modifier leur perception sur le sujet, en particulier les secteurs de la pêche, de l'agriculture et potentiellement du tourisme.
- Le lieu de vie : selon la situation géographique du logement et l'exposition aux risques
- Le type de logement : Comme indiqué dans la figure ci-dessous bien que les écarts soient faibles, les personnes vivant dans une maison de plain-pied se sentent davantage vulnérables face au risque que les personnes vivant dans un appartement.

Impact de(des) risque(s) évoqué(s) en Guadeloupe vis-à-vis de l'interlocuteur selon le type de logement

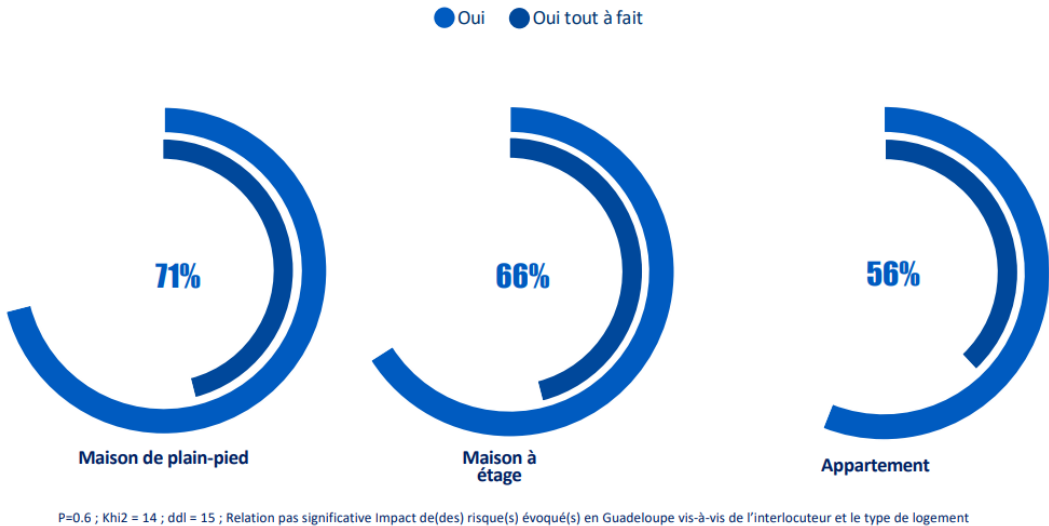


Figure 41 : Différence de perception du risque en fonction du logement de l'interlocuteur (Qualistat, 2024)

6.5.6. Considération unanime de la vulnérabilité

Indépendamment des caractéristiques individuelles, toutes les personnes rencontrées ont mentionné qu'elles considéraient les personnes âgées comme les plus vulnérables face au changement climatique. En effet, ces dernières sont moins mobiles, ont en général une santé plus fragile et ont peu accès aux réseaux sociaux, vecteur important de diffusion sur le sujet.

6.5.7. Les évènements marquants et la perception liée au vécu

Des épisodes de risque notamment aux Abymes et dans le sud Basse-Terre ont marqué la population guadeloupéenne. En effet 89% des Guadeloupéens ont le souvenir d'un ou plusieurs épisodes de risque en Guadeloupe. Les épisodes ayant le plus marqué les esprits sont les inondations (69%), les crues de rivière (30%) et les fortes chaleurs (23%) comme illustré en Figure 42. Ces souvenirs sont pour un quart des personnes interrogées associés à la commune des Abymes, 17% à Basse-Terre et 13% à Pointe-à-Pitre (Figure 43) des communes souvent exposées au risque « inondation ». Les épisodes abymiens, bien que plus anciens, ont sans doute marqué plus fortement les esprits, puisque deux d'entre eux (2018 et 2022) avaient entraîné la mort d'un homme. Près de deux tiers des Guadeloupéens affirment que ces événements ont changé leur perception du changement climatique.

Près de 90% des sondés se rappellent certains épisodes de risques en Guadeloupe : l'inondation est le risque le plus présent dans les esprits.

Les habitants mentionnent le cyclone Hugo (1989) et la tempête Fiona (2022) comme évènements principaux.

Avez-vous souvenir d'un épisode d'inondation par la pluie, de glissement de terrain, de submersion marine, de sécheresse, de chaleurs anormalement fortes, de rivière en crue en Guadeloupe ?

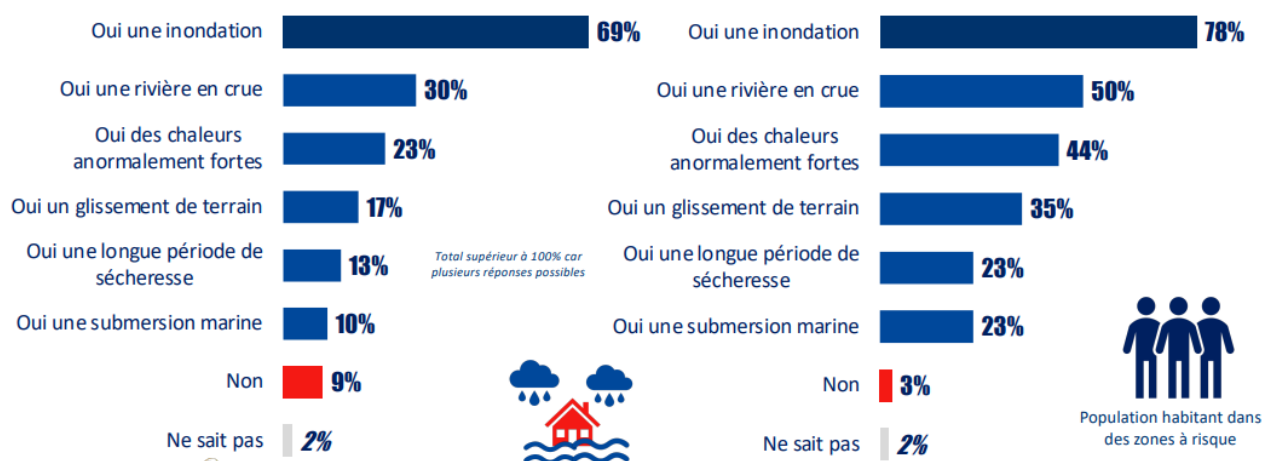


Figure 42 : Avez-vous un souvenir d'inondation par la pluie, de glissement de terrain, de submersion marine, de sécheresse, de chaleurs anormalement fortes, de rivière en crue en Guadeloupe ? (Qualistat, 2024)

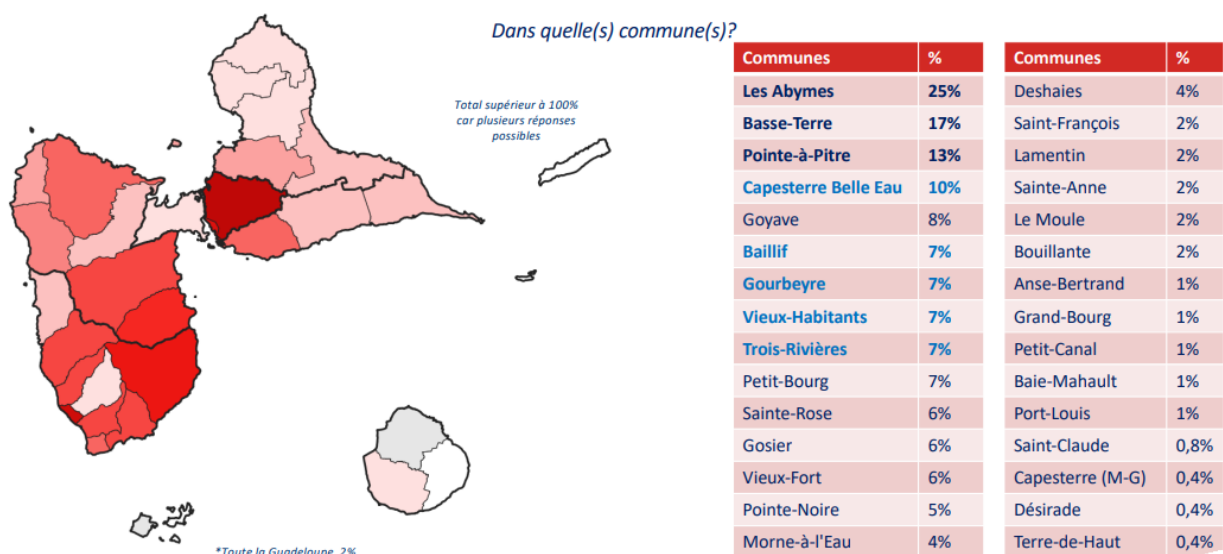


Figure 43 : Communes où le souvenir des événements est le plus marquant (Qualistat, 2024)

Plus de six Guadeloupéens sur dix affirment que cet événement a eu un impact sur leur perception du changement climatique :

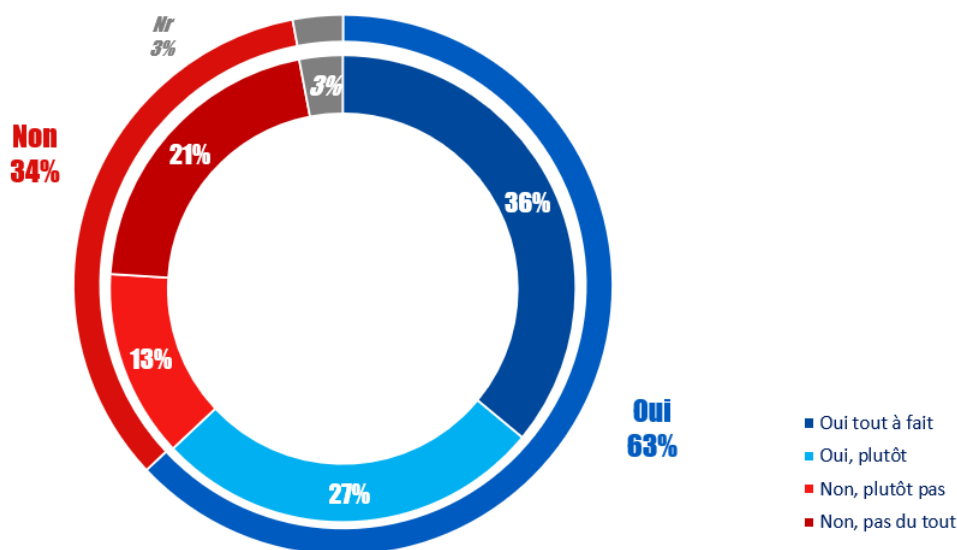


Figure 44 : Est-ce que cet événement a modifié votre perception du changement climatique en Guadeloupe ? (Qualistat, 2024)

Entre le déni du risque et l'angoisse face à l'avenir, les perceptions des catastrophes et de leurs conséquences varient sensiblement d'une personne à l'autre.

Pour mieux comprendre cette dimension de la relation des Français aux risques environnementaux, l'enquête a interrogé les participants sur leurs inquiétudes quant à ce que l'avenir pourrait réserver. En moyenne, les répondants des départements d'outre-mer se montrent plus inquiets (note moyenne de 5,1

sur 10) que ceux de métropole (4,8) (Pautard, Kraszewski, & Antoni, 2023). C'est en Guadeloupe que l'appréhension est la plus marquée (5,3), bien que ce chiffre ait légèrement diminué par rapport à 2013, avec une baisse de 0,3 point.

6.6. CONSIDERATION DES DIFFERENTS RISQUES

6.6.1. Le risque « inondation »

77% des guadeloupéens affirment que le risque « inondation » est lié au phénomène de changement climatique, une proportion qui culmine à 87% s'agissant du risque « côtier ».

Dans les deux cas, cette conviction croît avec l'âge et le niveau de diplôme. Près d'un tiers des Guadeloupéens considère que leur logement est exposé au risque « inondation ».

Un niveau d'exposition qui s'élève à 73% chez les personnes habitant à moins de 100 m de la mer.

Plus d'un Guadeloupéen sur cinq considère son logement exposé au risque « côtier », un taux qui atteint 82% pour les personnes habitant à moins de 100 m de la mer.

Quel que soit le risque considéré, plus de la moitié des Guadeloupéens affirmant habiter dans un logement « exposé » déclarent qu'ils pourraient envisager un déménagement afin de vivre dans une zone plus sûre. Pour les personnes habitant dans des zones à risque, ce taux s'élève à 77%.

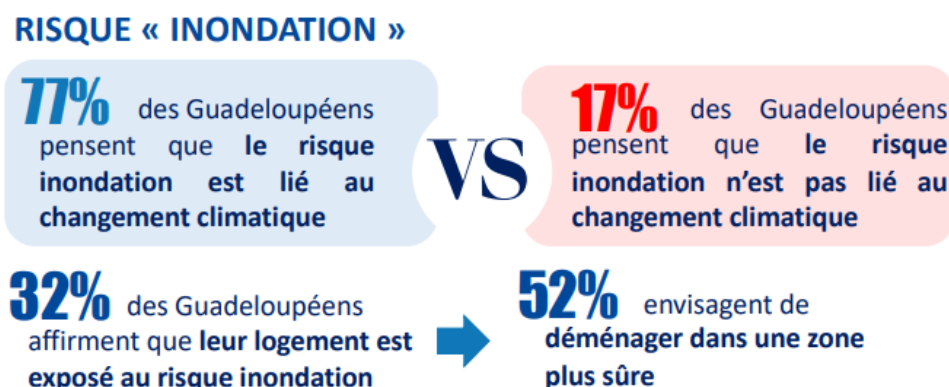


Figure 45 : Considération du risque inondation par les habitants (Qualistat, 2024)

Près d'un tiers des guadeloupéens affirme que leur domicile est exposé au risque inondation.

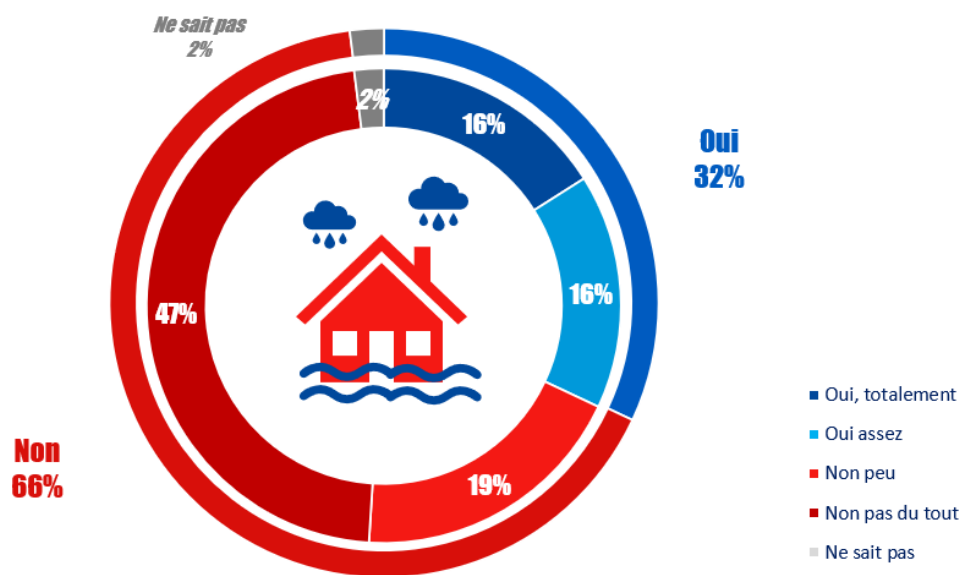


Figure 46 : Considérez-vous que votre domicile soit exposé au risque inondation ? (Qualistat, 2024)

Concernant le déménagement, plus de la moitié des Guadeloupéens « exposés » au risque inondation pourrait envisager de déménager dans une zone plus sûre.

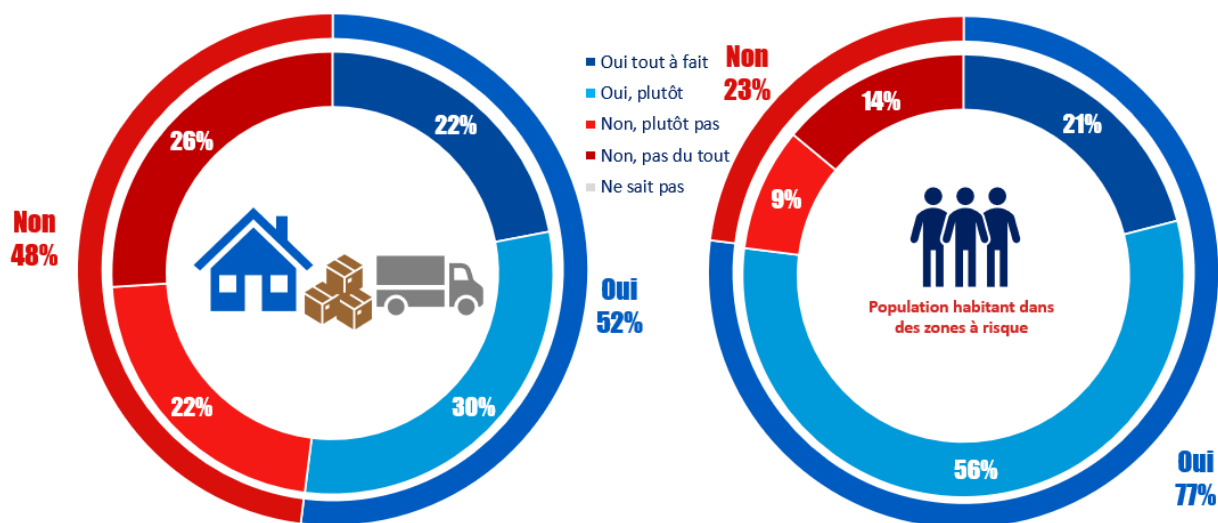


Figure 47 : Pour vous protéger vous et votre famille du risque inondation pourriez-vous envisager de déménager afin de vivre dans une zone plus sûre ? (Qualistat, 2024)

Enfin, la prédisposition à déménager est plus forte pour les répondants habitant proche de la mer : 66% des personnes habitant à moins de 100m de la côte se disent prêtes à déménager contre 46% des personnes vivant à plus de 500m (Figure 48). Par ailleurs, les différences sont notables selon les âges avec 67% des 16-18ans qui se disent prêts à déménager contre 31% des 65 ans et plus (Figure 49).

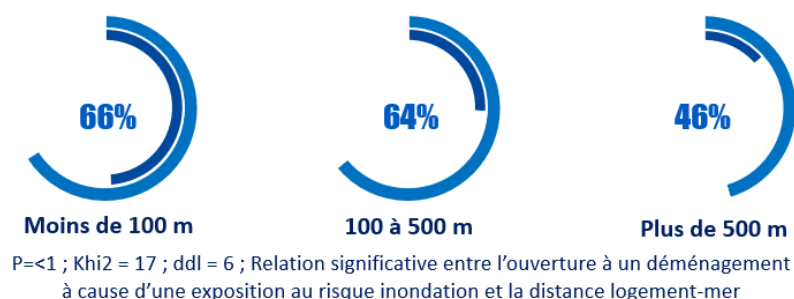


Figure 48 : Ouverture à un déménagement à cause d'une exposition au risque inondation selon la distance logement-mer (Qualistat, 2024)



Figure 49 : Questionnement sur l'ouverture à un déménagement à cause d'une exposition au risque inondation selon l'âge (Qualistat, 2024)

6.6.2. Le risque côtier

Le risque côtier renvoie spontanément aux tsunamis, à l'érosion du littoral et à la montée des eaux. Près de neuf Guadeloupéens sur dix affirment que le risque côtier est lié au changement climatique (87%).



Plus d'un Guadeloupéen sur cinq affirme que son domicile est exposé au risque côtier...une proportion moindre que pour le risque inondation.

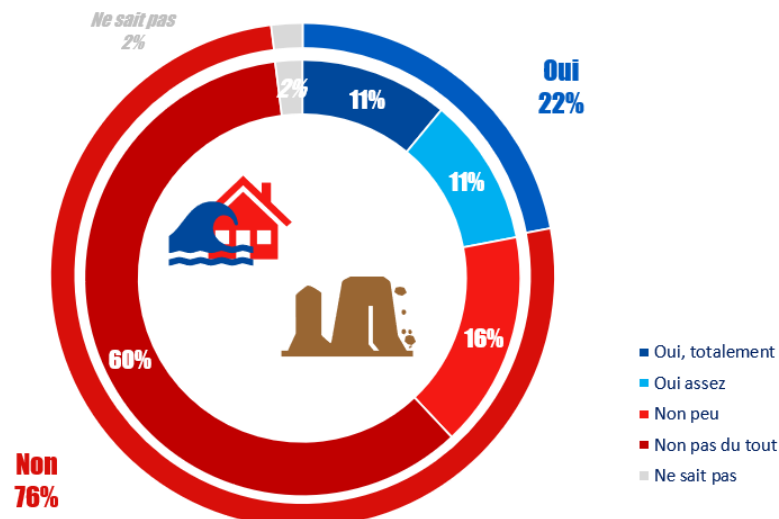


Figure 50 : Considérez-vous que votre domicile est exposé au risque côtier ? (Qualistat, 2024)

La considération du niveau d'exposition augmente considérablement avec la proximité du logement par rapport à la mer.

Niveau d'exposition au risque côtier selon la distance logement-mer



Figure 51 : Considération du niveau d'exposition au risque côtier selon la distance logement-mer

Le tableau suivant présente les niveaux d'adhésion aux affirmations concernant le risque côtier selon l'âge. On peut constater que l'écart le plus important se situe sur le lien entre activité humaine et inondation avec une perception différente chez les jeunes et chez les personnes de 65 ans et plus, et également une différence de perception sur l'information diffusée : 55% des 16-18 ans pensent être bien informés contre 63% des 65 ans et plus.

Tableau 7 : Niveau d'adhésion aux affirmations concernant le risque côtier selon l'âge

	Les générations futures seront de plus en plus confrontées au risque inondation		Le risque inondation m'inquiète		Le risque inondation est lié à l'activité humaine		Le risque inondation est prévisible		La préfecture et les communes informent bien la population en cas de risque inondation	
16-18 ans	73%	9%	63%	27%	32%	55%	50%	36%	55%	32%

19-24 ans	95%	5%	84%	13%	71%	24%	47%	50%	42%	50%
25-39 ans	96%	3%	81%	16%	74%	23%	71%	27%	49%	57%
40-64 ans	94%	3%	83%	16%	71%	26%	70%	26%	59%	36%
65 ans et plus	93%	6%	80%	19%	72%	24%	73%	21%	63%	30%
Ensemble	93%	4%	81%	17%	70%	27%	68%	28%	56%	37%

Plus de la moitié des Guadeloupéens « exposés » au risque côtier pourraient envisager de déménager dans une zone plus sûre comme indiqué dans la figure ci-dessous.

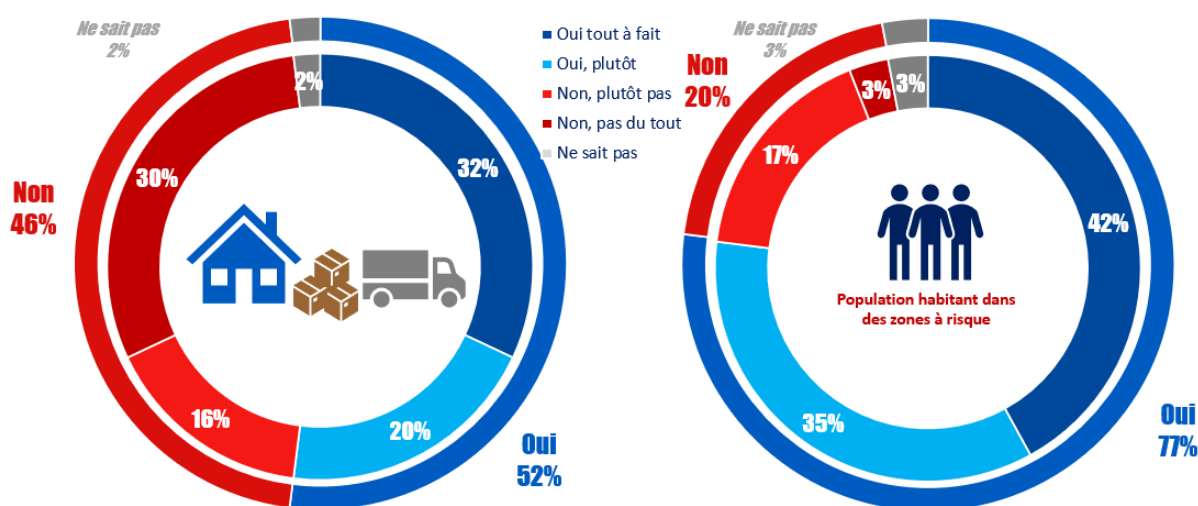


Figure 52 : Pour vous protéger vous et votre famille du risque côtier pourriez-vous envisager de déménager afin de vivre dans une zone plus sûre ?

6.6.3. Autres risques

Concernant les autres risques, les guadeloupéens redoutent en premier lieu des cyclones plus violents, mais aussi les inondations comme illustré ci-dessous.

Selon vous, quelles sont les conséquences du changement climatique auxquelles la Guadeloupe sera le plus exposée dans les années à venir ?

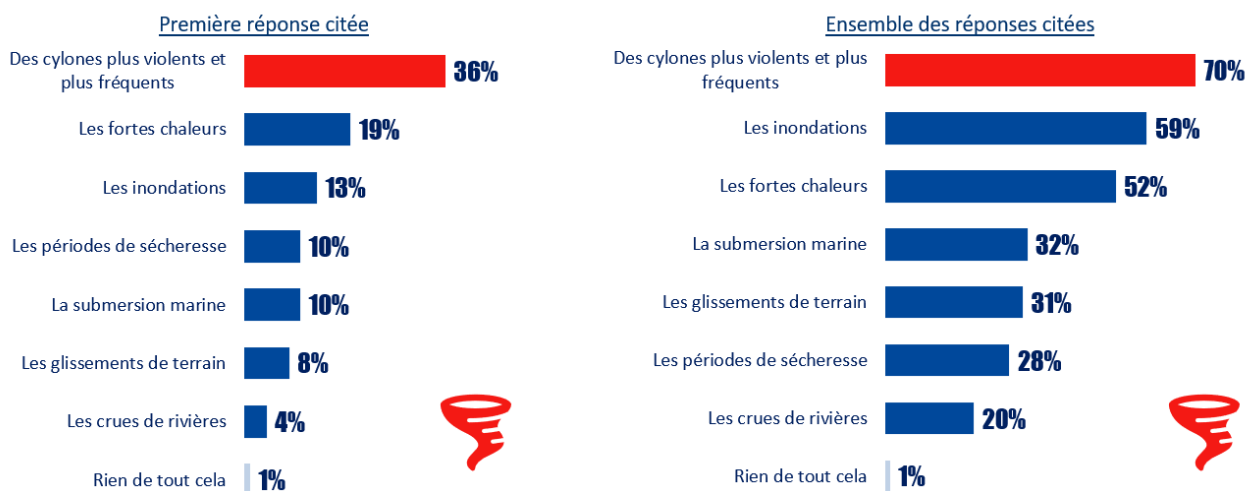


Figure 53 : Perception sur les conséquences du changement climatiques dans les prochaines années (Qualistat, 2024)

Concernant les craintes à l'égard d'éventuelles éruptions volcaniques, 41 % des Guadeloupéens déclarent se sentir exposés à de tels risques (à titre de comparaison, le sondage recense 35 % des Martiniquais et 26 % des Réunionnais) (Pautard, Kraszewski, & Antoni, 2023).

Concernant l'influence de l'existence d'un aléa sismique au moment de choisir de s'installer dans son logement, 47% des Guadeloupéens interrogés répondent qu'ils habitent ici depuis très longtemps et 29% qu'ils connaissaient le risque mais n'avaient pas le choix du lieu d'habitation. (Pautard, Kraszewski, & Antoni, 2023).

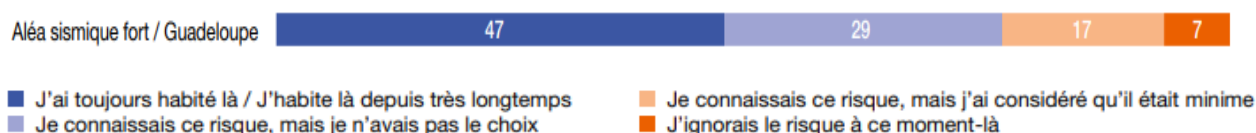


Figure 54 : Influence de l'existence d'un aléa sismique au moment de choisir de s'installer dans son logement (Pautard, Kraszewski, & Antoni, 2023).

6.7. ADAPTABILITE, RESILIENCE ET MOBILISATION

6.7.1. Question du déménagement

Bien que la majeure partie des personnes rencontrées se disent prêtes à déménager notamment en dehors des zones inondables, ceci est moins le cas pour les personnes âgées. Ce constat, comme détaillé plus haut, n'est pas forcément partagé par les communes qui vivent ces situations.

Les personnes âgées sont en général plus inquiètes mais moins prêtes à déménager (« On ne partira pas pour autant, on ne va pas laisser notre chez nous. »). Elles disent avoir eu l'habitude de composer avec cet environnement et sont moins enclines à modifier leur mode de vie.

Par ailleurs, bien que la plupart des personnes interrogées se disent prêtes à déménager, elles évoquent la crainte d'être lésées, d'obtenir un logement moins confortable et de passer d'une maison à un habitat collectif de type appartement.

Certaines personnes évoquent l'idée d'un départ vers l'hexagone où se trouve une partie de la famille, si les risques devenaient trop présents.

6.7.2. Mobilisation et engagement des populations

La population interrogée semble bien consciente de l'ampleur du phénomène et affirme que l'effort individuel climatique est la priorité pour limiter l'impact du changement climatique.

Toutefois, selon eux, des actions de sensibilisation de la population sont encore nécessaires.

Le top trois des priorités mentionnées pour limiter les effets du changement climatique sont :

- Des efforts de la part de chacun pour réduire les impacts
- La sensibilisation de la population aux effets du changement climatique
- La protection des forêts et espaces boisés

Dans ce contexte, près de huit Guadeloupéens sur dix (78%) affirment avoir changé leur comportement pour limiter leur impact sur le changement climatique. Ce chiffre global masque de fortes disparités en fonction de l'âge (résultats présentés dans le Tableau 8).

En effet, chez les 16-18 ans, ils ne sont que 55% à déclarer avoir modifié leurs comportements, alors que cette proportion atteint 78% chez les 25-39 ans et 80% chez les 65 ans et plus.

Les actions mises en œuvre pour limiter l'impact du changement climatique sont surtout la réduction de la consommation d'énergie (79%), le tri des déchets (77%) et l'utilisation des produits recyclables (65%).

On note que moins d'un Guadeloupéen sur deux a réduit sa consommation de viande et seuls 8% sont passés au véhicule électrique. La transition vers une mobilité décarbonée peine à séduire les Guadeloupéens puisque si 12% des sondés affirment l'envisager sérieusement, 56% l'excluent totalement.

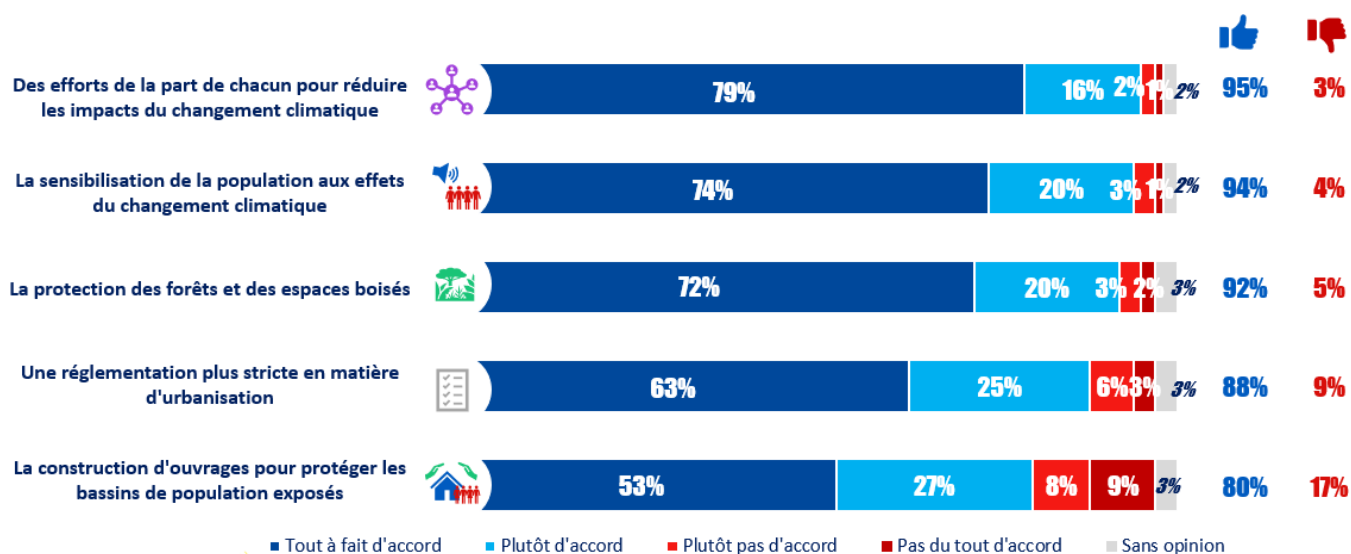


Figure 55 : Selon vous, quelles sont les priorités pour limiter les effets du changement climatique en Guadeloupe ? (Qualistat, 2024)

Tableau 8 : Priorités d'actions pour limiter les effets du changement climatique en Guadeloupe selon l'âge (Qualistat, 2024)

	Des efforts de la part de chacun pour réduire les impacts du changement climatique		La sensibilisation de la population aux effets du changement climatique		La protection des forêts et des espaces boisés		Une réglementation plus stricte en matière d'urbanisation		La construction d'ouvrages pour protéger les bassins de population exposés	
										
										
16-18 ans	100%	-	91%	9%	86%	9%	73%	27%	68%	18%
19-24 ans	100%	-	92%	8%	89%	8%	89%	5%	76%	16%
25-39 ans	99%	-	96%	4%	90%	7%	84%	11%	86%	13%
40-64 ans	93%	6%	95%	4%	94%	4%	88%	9%	78%	19%
65 ans et plus	95%	3%	93%	1%	95%	5%	93%	4%	81%	16%
Ensemble	95%	3%	94%	4%	92%	5%	88%	9%	80%	17%

Des modifications de comportements se traduisent principalement à travers la réduction de la consommation d'énergie et le tri des déchets comme illustré ci-dessous :

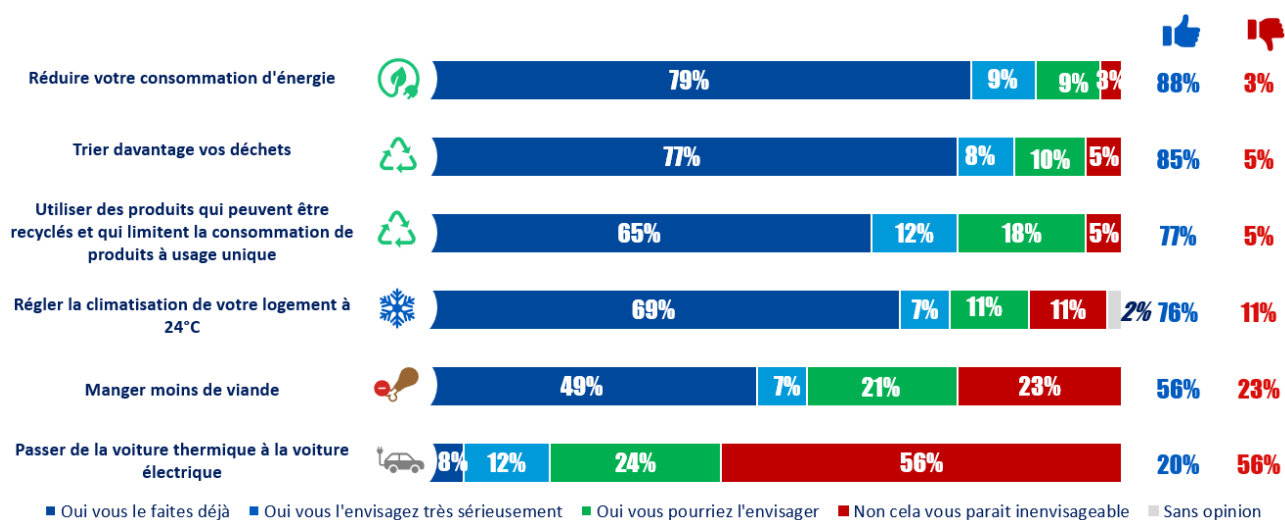


Figure 56 : Priorités d'actions pour limiter les effets du changements climatiques en Guadeloupe selon l'âge

Il y a peu de différence selon les âges, excepté pour la question de la consommation de viande avec une augmentation progressive d'un accord avec cette action : on passe de 47% chez les 16-18 ans, à 92% chez les 65 ans et plus.

6.7.3. Sensibilisation et prévention des risques

6.7.3.1. Considération des populations face aux campagnes de sensibilisation

Les habitants mentionnent se sentir assez peu informés. Encore une fois, cela contraste avec les dires des collectivités qui peinent à mobiliser les habitants sur le sujet. Les habitants ne se sentent pas préparés face à l'éventualité de certains risques comme les tsunamis. L'alerte dans le nord de la zone caraïbe en février 2025 semble avoir éveiller certaines inquiétudes sur le sujet.

47% des Guadeloupéens déclarent avoir été exposés à une campagne de sensibilisation sur le changement climatique.

Avez-vous vu en Guadeloupe des campagnes de sensibilisation sur le changement climatique et ses effets ?

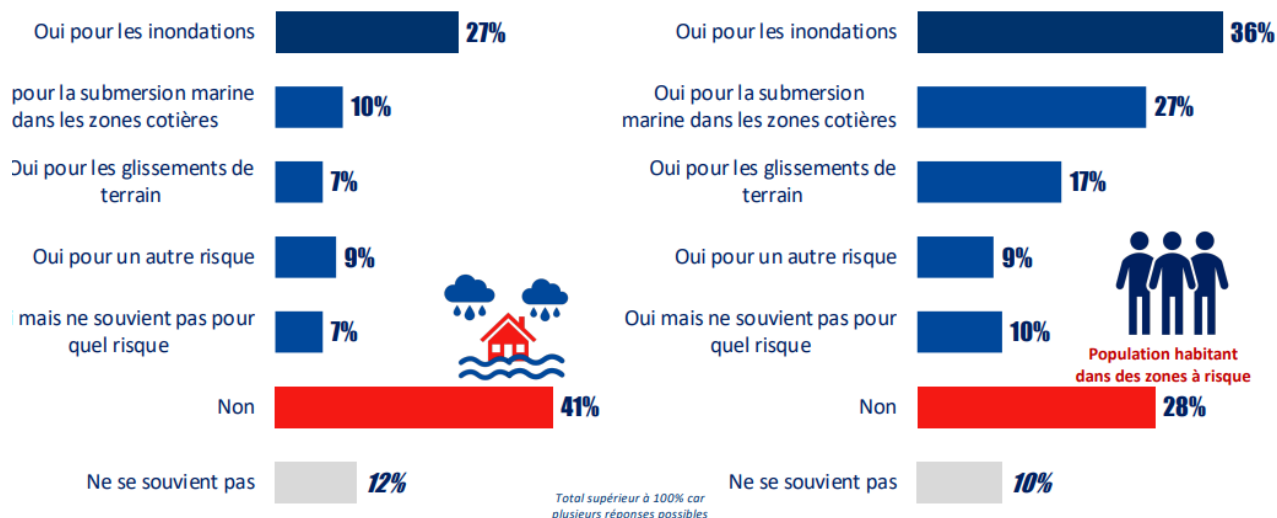


Figure 57 : Avez-vous vu en Guadeloupe des campagnes de sensibilisation sur le changement climatique et ses effets ? (Qualistat, 2024)

Les variations selon les âges sont présentées dans le [Tableau 9](#). Il convient de noter qu'une forte proportion de la population (41% toutes classes d'âges confondues) mentionnent ne pas avoir bénéficié d'une campagne de sensibilisation.

Tableau 9 : Exposition aux campagnes de sensibilisation sur le changement climatique et ses effets en fonction de l'âge

	Oui pour les inondations	Oui pour la submersion marine	Oui pour les glissements de terrain	Oui pour un autre risque	Oui mais ne se souvient pas du risque	Non	Ne se souvient pas
16-18 ans	36%	19%	9%	27%	18%	18%	9%
19-24 ans	24%	8%	8%	8%	8%	45%	13%
25-39 ans	19%	7%	6%	10%	4%	51%	17%
40-64 ans	31%	11%	8%	9%	6%	41%	10%
65 ans et plus	26%	9%	6%	4%	10%	38%	14%
Ensemble	27%	10%	7%	9%	7%	41%	12%

Les habitants mentionnent le fait que le sujet devrait être abordé toute l'année et pas uniquement en période cyclonique. Ils évoquent le fait que certains risques ne soient pas abordés : risque volcanique, risque tsunami. En revanche, pour le risque cyclonique, ils se disent plutôt informés et préparés.

Les personnes travaillant au sein des collectivités se disent informées sur les démarches en cas de risques, et formées aux gestes de prévention.

Les communautés d'agglomération organisent des événements que l'on peut classer en deux catégories :

- Sensibilisation à la réduction de nos émissions carbone, aux éco-gestes : comment modifier nos comportements au quotidien pour réduire notre impact environnemental ?
- Sensibilisation aux risques naturels et bons comportements à adopter

Le 1er volet est le plus présent dans les mentalités.

Les enfants bénéficient de sensibilisations et d'activités depuis le primaire (et parfois dès la maternelle). Ils sont souvent les relais auprès des parents qui eux ne bénéficient pas spécifiquement de sensibilisations dans leur environnement professionnel excepté pour les métiers du service public/services à la personne.

Concernant les comportements à adopter en cas de catastrophe naturelle, les personnes se disent informées pour la plupart. En revanche, le manque de confiance dans les autorités conduit à des comportements inappropriés (notamment en cas de ruissellement, la consigne de ne pas venir chercher les enfants à l'école, n'est pas forcément respectée par les parents qui se déplacent quand même).

On peut noter une solidarité au sein de la population : les comportements individuels s'organisent au service de la collectivité pour apporter de l'aide, principalement en post- aléa.

On peut noter une évolution quant à la connaissance des dispositifs de prévention des risques. Il semble qu'il y a une augmentation de la méconnaissance des dispositifs, en effet 52% des guadeloupéens interrogés indiquaient en 2022 ne pas avoir entendu parler des dispositifs de prévention contre 44% en 2013.

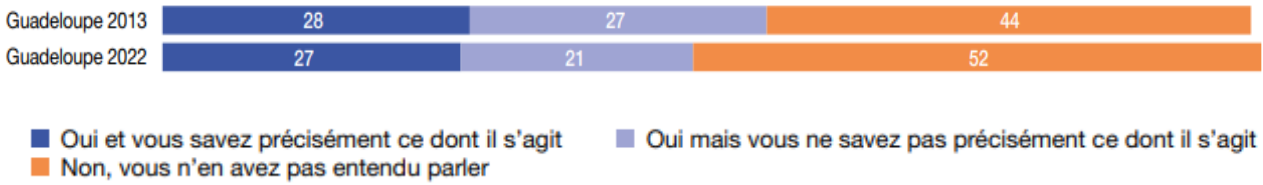


Figure 58 : Evolution du niveau de connaissance des dispositifs de prévention des risques (Source : SDES, enquêtes sur le sentiment d'exposition aux risques, 2013-2022)

6.7.3.2. Canaux d'information privilégiés

69% des Guadeloupéens déclarent avoir été exposés à une campagne de sensibilisation à travers la télévision, et 39% par la radio (Guadeloupe la Première, Canal 10, RCI Guadeloupe). Les réseaux sociaux et les sites sont utilisés notamment le site Ouragan météo, Facebook flash Antilles. Météo-France précise que ces sites peuvent susciter des incompréhensions car ils comprennent des informations météorologiques non officielles.

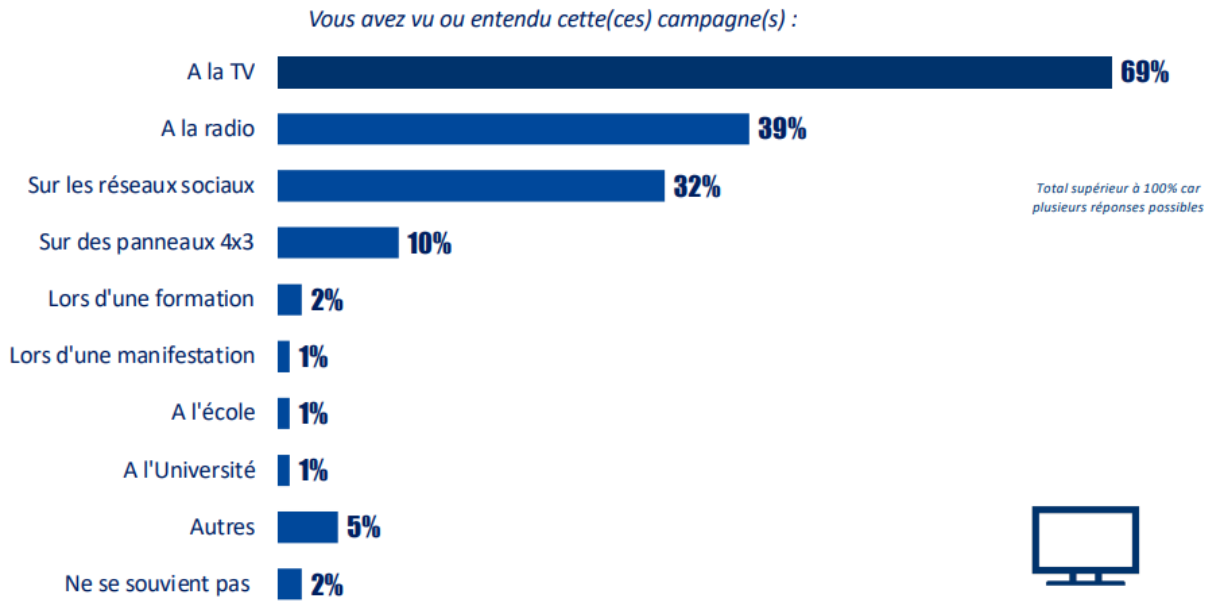


Figure 59 : Canal de diffusion de la campagne de sensibilisation (Qualistat, 2024)

Les jeunes s'informent principalement avec les réseaux sociaux et les personnes à partir de 40 ans principalement via la télévision et la radio comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Tableau 10 : canal d'exposition aux campagnes de sensibilisation sur le changement climatique en fonction de l'âge

Canal d'exposition aux campagnes de sensibilisation sur le changement climatique et ses effets en fonction de l'âge

	Télévision	Radio	Réseaux sociaux	Panneaux 4x3	Formation	Manifestation	Ecole	Université
16-18 ans	50%	33%	67%	-	-	-	17%	-
19-24 ans	61%	30%	61%	23%	-	-	-	8%
25-39 ans	47%	37%	47%	21%	5%	5%	-	-
40-64 ans	78%	42%	28%	6%	1%	1%	-	-
65 ans et plus	71%	40%	14%	14%	3%	-	6%	-

$P < 1$; $\chi^2 = 55$; ddl = 36 ; Relation significative entre le canal de communication des campagnes de sensibilisation sur le changement climatique et ses effets et l'âge

Ensemble	69%	39%	32%	10%	2%	1%	1%	1%
----------	-----	-----	-----	-----	----	----	----	----

Près de la moitié des Guadeloupéens exposés (47%) estiment que ces campagnes leur ont été bénéfiques pour leur connaissance des risques et des conduites à tenir et 37% estiment avoir consolidé leurs connaissances.

Les résultats sont distincts selon les âges comme présentés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 11 : Impact des campagnes de sensibilisation sur le changement climatique et ses effets selon l'âge

		Vous a(ont) appris des choses sur les risques et les conduites à tenir	A(ont) consolidé vos connaissances sur les risques et les conduites à tenir	Ne vous a (ont) rien appris sur les risques et les conduites à tenir	Nr
Age	16-18 ans	67%	25%	8%	-
	19-24 ans	31%	46%	15%	8%
	25-39 ans	32%	42%	26%	-
	40-64 ans	45%	37%	15%	2%
	65 ans et plus	57%	35%	8%	-

$P = 0.5$; $\chi^2 = 11$; ddl = 12 ; Relation pas significative entre l'impact des campagnes de sensibilisation sur le changement climatique et ses effets et l'âge

Ensemble	47%	37%	14%	2%
----------	-----	-----	-----	----

En revanche, les habitants mentionnent les confusions qui existent parfois dans la transmission d'information et les inquiétudes non fondées que cela peut générer. Ils évoquent notamment la confusion lors du puissant séisme qui s'est produit samedi 8 février 2025 dans la mer des Caraïbes, provoquant une alerte au tsunami dont l'ampleur et la localisation n'a pas été claire.

Il convient de noter que les établissements scolaires et notamment au niveau du primaire réalisent un travail de sensibilisation des élèves, en collaboration avec les communes. Cette génération, mieux informée et informée plus jeune, pourrait avoir une considération du changement climatique plus accrue que ses aînés.

Par ailleurs, les enfants sont aussi vecteurs d'information et transmettent aux parents leurs enseignements qui pourraient alors influencer le regard des parents sur le sujet.

6.8. SOUHAITS ET PROJECTIONS SUR LE FUTUR

6.8.1. Evolution du changement climatique

Concernant la projection pour les années à venir et l'exposition de la Guadeloupe aux risques climatiques, la première réponse citée concerne les cyclones plus violents et plus fréquents, et pour l'ensemble des réponses citées 70% évoquent des cyclones plus violents et plus fréquents, 59% des inondations et 52% des fortes chaleurs. Pour autant, les projections climatiques C3AF n'indiquent pas une augmentation de la fréquence des cyclones.

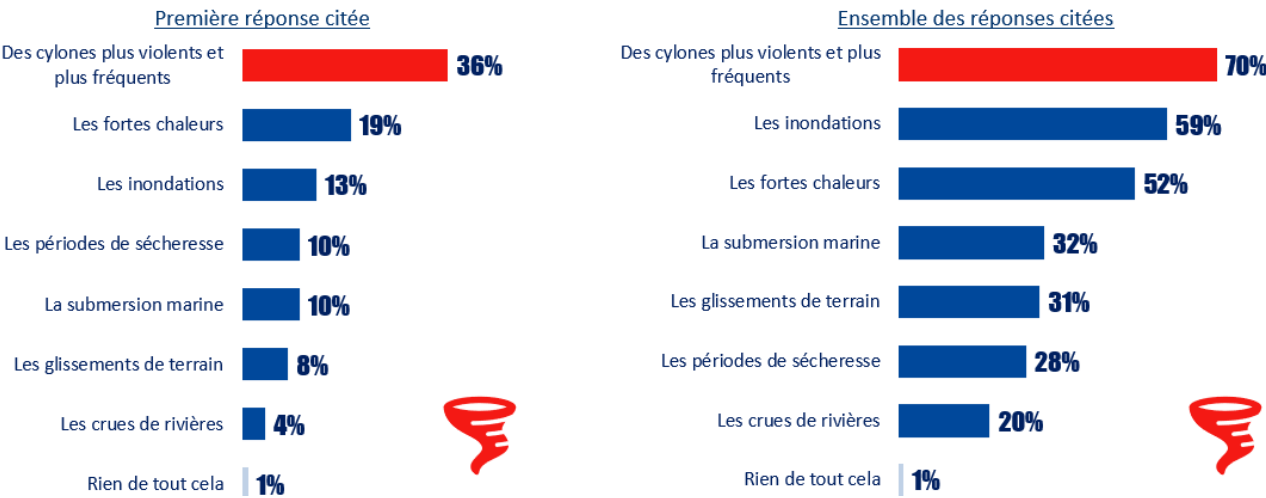


Figure 60 : Selon vous quelles sont les conséquences du changement climatique auxquelles la Guadeloupe sera plus exposée dans les années à venir ? (Qualitat, 2024)

Certains habitants peuvent se dire pessimistes évoquant le manque de prévention, et le fait que les habitudes de vie, notamment de consommation, ne changent pas. Ils évoquent la sensation de ne « rien maîtriser ».

Mais l'optimisme leur vient de leurs enfants, qui reçoivent des enseignements à l'école et leurs espoirs se fondent sur cette génération. Ils souhaitent croire en la résilience du territoire, de ses habitants et espèrent que les collectivités vont avoir des modes d'actions adaptés.

6.8.2. Perceptions des populations face à la gestion des risques naturels ou attente face à la prévention et la gestion des risques naturels

Les habitants mentionnent leur souhait d'être mieux informés sur les différents sujets.

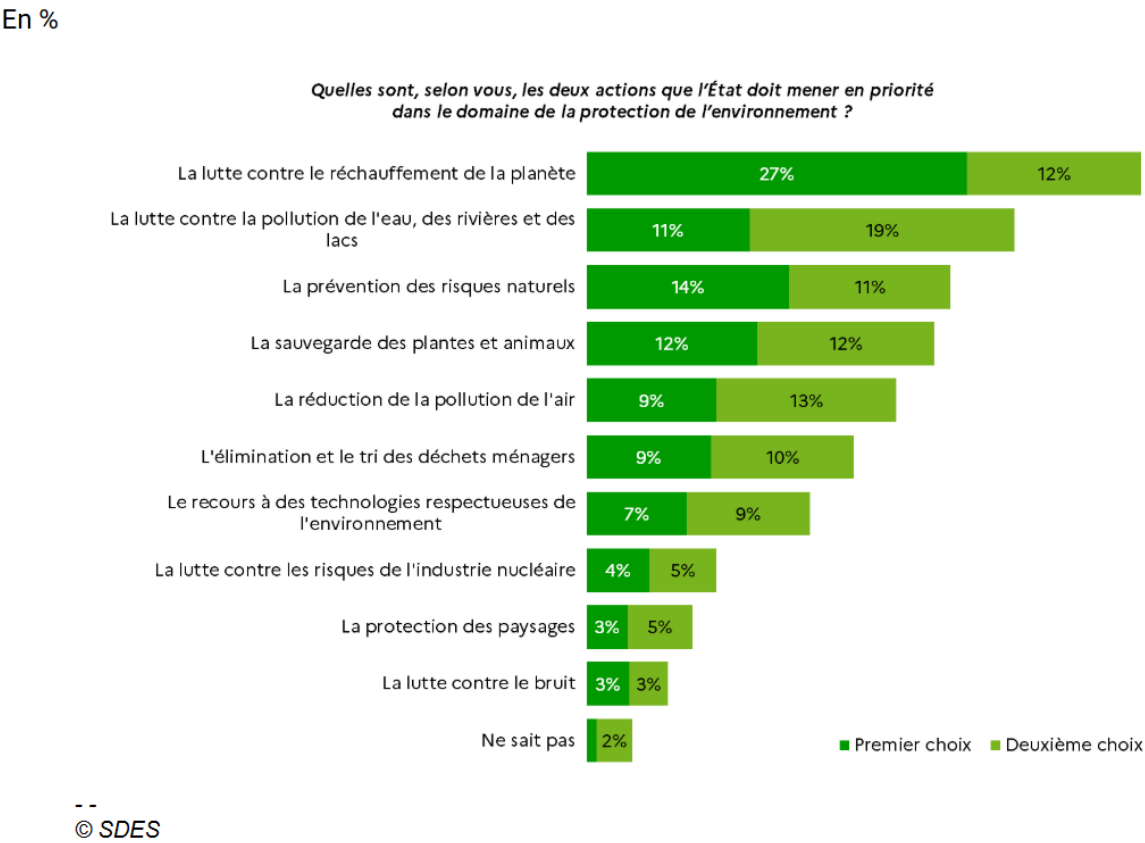
Ils dénoncent un manque de cohérence entre les politiques d'aménagement du territoire et les risques environnementaux connus. À titre d'exemple, ils citent des autorisations de construction délivrées en zone inondable, notamment dans des secteurs sensibles comme la mangrove. Ils expriment également leur

incompréhension face à certains projets d'infrastructure, tels que des travaux de voirie menés à l'encontre des principes du développement durable, sur des zones pourtant reconnues comme inondables. Enfin, ils font part de leur indignation face au rejet de boues toxiques non conformes dans les cours d'eau.

Par ailleurs, ils attirent l'attention sur les difficultés concrètes que rencontrent les habitants : des problèmes persistants liés à la potabilité de l'eau du robinet, la difficulté croissante à trouver des assureurs en raison des vulnérabilités du territoire, ainsi qu'un manque de systèmes de récupération des eaux de pluie pour faire face au stress hydrique. Ils expriment le besoin d'un accompagnement sur ces sujets.

Pour eux, la priorité doit être accordée à la gestion des causes en amont. Ils appellent à une mobilisation des responsables politiques pour une gestion du territoire plus cohérente, alignée sur les réalités locales et attentive aux besoins des populations. Ils rappellent toutefois que la responsabilité face aux défis environnementaux est aussi l'affaire de chacun, et que l'action collective est essentielle.

À l'échelle nationale, les Français considèrent la lutte contre le réchauffement climatique comme la principale action que l'État devrait prioriser, comme illustré dans la figure ci-dessous.



Source : SDES, baromètre « société et environnement » de l'enquête « Conditions de vie et aspirations » réalisée par le Credoc en janvier 2021.

Figure 61 : Les attentes en matière d'action publique environnementale (SDES, 2021)

Selon la même enquête, « Des écarts s’observent sur ce sujet selon le genre, l’âge ou le niveau de diplôme. Par exemple, les hommes tendent davantage à donner la priorité aux enjeux liés à la pollution de l’eau et au changement climatique, alors que les femmes mentionnent plus fréquemment la prévention des risques naturels ou la préservation de la biodiversité. Ces sujets sont également plus évoqués par les enquêtés les moins diplômés. Les 25-39 ans se distinguent en considérant plus prioritaires la lutte contre les risques du nucléaire et la sauvegarde des plantes et animaux. Les attentes en matière de prévention des risques naturels ont tendance à croître avec l’âge. Les 70 ans et plus sont ainsi deux fois plus nombreux à attendre une action publique dans ce domaine que les moins de 25 ans. »

7. RECOMMANDATIONS POUR UNE MEILLEURE PRISE EN COMPTE DE LA PERCEPTION DES POPULATIONS

Cette section recommandations a été élaborée grâce aux enquêtes de terrain réalisées auprès de la population guadeloupéenne, aux entretiens menés auprès des différents acteurs territoriaux, ainsi qu'aux différentes études disponibles sur le sujet. Cette section reflète les propositions partagées lors des entretiens, par les EPCIs, les communes, la Région, le Département, et l'ADEME.



Cette étude avait pour objectif de partager les données recueillies, les résultats obtenus ainsi que les analyses réalisées, afin d'éclairer et de faciliter l'élaboration des politiques publiques. Elle n'avait toutefois pas vocation à définir un plan d'action. Aussi, les axes proposés constituent ainsi les premières pistes d'un travail collaboratif entre les acteurs du territoire, en vue de construire et d'approfondir les actions et politiques à mettre en œuvre en Guadeloupe.

7.1. PRIORISATION D'ACTIONS

D'après les problématiques recensées par les collectivités territoriales et les souhaits mentionnés (voir section 5.2), des priorisations d'actions sont formulées afin d'assurer une meilleure prise en compte de la perception des populations guadeloupéennes ainsi qu'une réponse adaptée face au changement climatique.

7.1.1. Des actions qui s'organisent autour d'une vision commune

Il s'agit tout d'abord de **créer ou renforcer une vision commune du territoire** qui dépasse les enjeux divers de chaque collectivité et qui prenne en compte les besoins et perceptions des populations guadeloupéennes. La convergence vers une vision commune permettra de renforcer le cadre de concertation multi-acteurs.

La création ou le renforcement de cette vision commune peut passer par différentes actions qui sont schématisées ci-dessous. Il revient aux acteurs du territoire de pleinement contribuer à cette vision commune en élaborant des actions et en œuvrant conjointement pour leur mise en œuvre.

La figure ci-après illustre les deux actions proposées :

- Une réflexion est à mener quant à l'espace de dialogue à mobiliser pour inclure le sujet du changement climatique dans les débats et inclure les personnes référentes pour concourir à plus de synergie au sein du territoire (afin de ne pas multiplier les instances, il est conseillé de considérer celles qui sont déjà en place et de voir laquelle semble la plus appropriée pour y inscrire ces discussions à l'échelle du territoire). **Notamment, par exemple, il est recommandé de pérenniser l'instance de coordination du SAR, au-delà de son rôle ponctuel de révision du SAR.** Cela pourrait permettre d'en faire un levier dynamique, et de maintenir une cohérence territoriale et une vision partagée sans attendre la prochaine échéance réglementaire.
- Par ailleurs, afin de faciliter les échanges, il serait pertinent de **créer un répertoire des personnes ressources** sur le territoire (personnes en charge de la transition écologique, de la préservation de la

biodiversité et de la gestion des risques au niveau des communes et des EPCI) centralisé par l'ADEME et mis à disposition de tous les acteurs publics territoriaux et d'inviter les communes et EPCIs à transmettre les mises à jour dès que nécessaire.

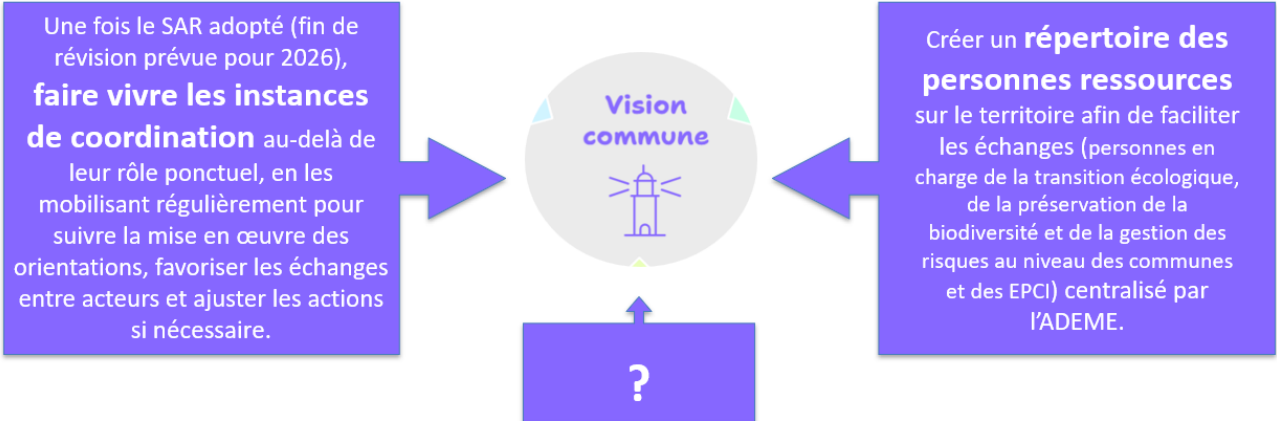


Figure 62 : Actions proposées afin de renforcer le cadre de concertation et d'actions entre les acteurs du territoire guadeloupéen

Suite à l'établissement central de cette **vision commune**, trois axes d'actions sont proposés et illustrés par le schéma ci-dessous :

Formation des élus

Informer et former les acteurs du territoire afin de renforcer la résilience territoriale autour d'une vision commune



Diffusion des études

Améliorer les connaissances existantes pour soutenir la vision et renforcer la culture du risque

Sensibilisation du public

Informer et engager la population de façon inclusive et à travers des moyens et des contenus adaptés

Figure 63 : Axes de priorisation d'actions proposés, en lien avec les entretiens menés auprès des acteurs du territoire

7.1.2. La formation des élus

Concernant la **formation des élus**, il s'agit plus précisément de :

- Former sur les questions liées au changement climatique.
- Informer sur les instances de concertation et des dispositifs existants et transmettre les outils existants. En effet, comme décrit dans la section 5.3., le service statistique du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires (SDES) dispose de deux baromètres visant à sonder les préoccupations et perceptions des Français. Il peut être intéressant pour les collectivités territoriales d'avoir connaissance de ces baromètres et de suivre les résultats publiés.
- Accompagner les communes de manière globale et notamment accompagner celles qui souhaiteraient réaliser au sein de leur commune l'analyse des perceptions de leurs habitants face au changement climatique (ce souhait a été formulé durant l'enquête de terrain).

En effet, les enquêtes de terrain ont révélé une hétérogénéité concernant la connaissance des acteurs territoriaux vis-à-vis des instances de concertation et des dispositifs existants, aussi le renforcement de l'information sur le sujet comme mentionné en section 5.3.2, semble primordial.

7.1.3. La diffusion des études

Un deuxième axe proposé concerne la **diffusion des études**, à la fois auprès des acteurs territoriaux et du grand public, sous des formats adaptés à chaque cible.

En effet, les communes ont pu mentionner leur souhait de connaître les études existantes sur le sujet.

En lien avec cet axe de diffusion des études, il est recommandé de favoriser la réalisation d'études afin de **renforcer la place des sciences humaines et sociales au sein de la stratégie territoriale pour une meilleure adéquation des politiques publiques**.

Aussi, il est préconisé d'accroître la place des chercheurs en sciences humaines et sociales (SHS) dans les démarches de diagnostic territorial, les concertations publiques, les évaluations de politiques environnementales et la conception des campagnes de sensibilisation. Des dispositifs de recherche-action devraient être développés pour co-construire des solutions avec les habitants, à partir de leurs vécus, croyances, ressources et contraintes. En complément, l'analyse fine des comportements réels (au-delà des intentions déclarées) doit guider l'adaptation des dispositifs d'incitation, de régulation et d'accompagnement. L'ADEME souligne l'importance de dépasser une vision strictement technico-économique de la transition écologique en intégrant les dimensions culturelles, émotionnelles et sociales des comportements. Cette approche intégrée est essentielle pour engager durablement les populations et construire une transition juste et partagée.

7.1.4. La sensibilisation du public

Enfin, le dernier axe concerne la **sensibilisation du public**, une demande fortement énoncée lors des enquêtes de terrain réalisées auprès de la population guadeloupéenne. Il s'agit donc de renforcer la sensibilisation à la fois concernant les risques de catastrophe naturelle et concernant le changement climatique plus globalement (causes, conséquences, prévention des risques, et également le volet environnemental concernant les bons comportements à adopter).

Aussi, afin d'améliorer la sensibilisation au changement climatique en Guadeloupe, il est essentiel de développer une communication claire, cohérente et adaptée aux publics. Les messages doivent être vulgarisés sans être simplistes, portés par des figures populaires et légitimes aux yeux du grand public, afin de renforcer leur impact et leur crédibilité. La diffusion de ces messages doit s'appuyer sur des canaux variés et ciblés en fonction des générations et des profils (réseaux sociaux, médias traditionnels, actions de terrain, etc.). Par ailleurs, il est indispensable de renforcer la culture du risque climatique à travers des actions éducatives continues visant à améliorer la résilience collective. Cela suppose de ne pas multiplier les campagnes de communication, mais de privilégier des messages clairs, lisibles et bien contextualisés, qui ancrent durablement la conscience des enjeux environnementaux dans le quotidien des habitants.

Enfin, pour le cas inverse des populations plutôt éloignées des préoccupations environnementales (notamment la tranche des 16-24 ans), des campagnes de communication ciblées pourraient encourager une vision constructive de l'engagement écologique, en s'appuyant sur des récits mobilisateurs, portés par des figures inspirantes et proches des jeunes, et favoriser la prise de conscience pour un passage à l'action durable et apaisé.

Concernant la prise en compte des groupes vulnérables pour ce volet sensibilisation, il s'agit de renforcer l'information accessible, via des supports clairs, en plusieurs langues si nécessaire, et adaptés aux capacités cognitives ou sensorielles des publics concernés.

De plus, comme mentionné par l'ADEME, les actions suivantes sont recommandées :

- Communiquer sur les impacts concrets du changement climatique en Guadeloupe (érosion, sécheresse, montée des eaux, intensification des cyclones).
- Utiliser des outils accessibles (infographies, vidéos, cartographies interactives, témoignages) pour diffuser la stratégie.
- Éduquer dès le plus jeune âge via des programmes scolaires axés sur la transition écologique et la résilience.
- Communiquer sur les impacts du changement climatique en mobilisant des exemples concrets : présentation des impacts climatiques sur d'autres territoires, organiser des sorties éducatives sur l'archipel
- Présenter un ensemble de nouvelles habitudes à prendre et des bons comportements à poursuivre : mise en place de poubelle dans les bateaux, respect général de l'environnement (pas de lavage dans les mares, gestion des déchets...)
- Organiser des actions pour le climat : campagne de nettoyage/replantation sur les littoraux par exemple

Concernant **le secteur du tourisme**, des actions peuvent être mises en place auprès de deux cibles distinctes :

▪ Les professionnels du tourisme :

Comme mentionné dans le rapport de l'ADEME (ADEME, Acterra, juin 2023) :

- Former les professionnels du tourisme aux enjeux climatiques sur les risques, les écosystèmes et la culture afin qu'ils soient conscients des enjeux et des interrelations entre ces éléments avec leurs activités.
- Communiquer sur les impacts du changement climatique en mobilisant des exemples concrets : présentation des impacts climatiques sur d'autres territoires, organiser des sorties éducatives sur l'archipel.

▪ Les touristes :

- Réfléchir à une stratégie de communication et de sensibilisation innovante et de proximité concernant la protection de l'environnement.
- Prendre en considération dans les systèmes de prévention et d'alerte face aux risques naturels les enjeux linguistiques pour les touristes non francophones (traduction des messages de prévention et d'alerte).

Afin d'affiner ces recommandations en lien avec les plans et les schémas déjà existants, et de pouvoir établir plus précisément une feuille de route permettant une meilleure compréhension et une prise en compte de la perception des populations face au changement climatique sur le territoire guadeloupéen, un atelier pourrait se tenir avec la participation de l'ADEME, de la Région, du Département, des EPCI, et des communes et de tout acteur du territoire souhaitant participer.

8. CONCLUSION

Cette étude sur la perception des populations guadeloupéennes face au changement climatique a permis de recueillir les perceptions des populations sur un échantillon représentatif de la population guadeloupéenne et selon des variables telles que l'âge, le diplôme, le secteur d'activité, le vécu, et le genre. Les résultats ont mis en exergue, à la fois les inquiétudes des populations face au changement climatique (79 % des Guadeloupéens se déclarent inquiets, voire très inquiets des effets du changement climatique en Guadeloupe, et 90 % affirment en avoir déjà constaté les conséquences). L'inquiétude s'exprime dans des proportions différentes selon des caractéristiques individuelles : on observe notamment une inquiétude plus forte chez les personnes âgées de 65 ans et plus que chez les jeunes, ce qui contraste avec les résultats que l'on peut trouver dans l'hexagone. Les personnes plus âgées ont généralement été témoins de l'évolution du territoire, ce qui renforce leur prise de conscience et, par conséquent, leur inquiétude. En revanche, les autorités publiques soulignent la difficulté à mobiliser la population aux enjeux environnementaux et climatiques, tout en constatant à la fois une certaine forme de fatalisme mais aussi des signes de résilience et des comportements solidaires face aux événements climatiques.

La planification urbaine en Guadeloupe est confrontée à de nombreux défis liés au changement climatique, notamment l'érosion côtière, les submersions marines et la montée des eaux, qui remettent en cause l'habitabilité des zones littorales historiquement urbanisées. Cependant, les contraintes foncières de l'insularité limitent les options de relocalisation. L'intégration des risques dans les documents d'urbanisme, comme les PLU, est complexe et se heurte à des tensions locales malgré les PPRN.

La majorité des personnes interrogées se déclarent prêtes à déménager, notamment hors des zones inondables, néanmoins avec une réticence plus forte chez les personnes âgées qui, malgré l'inquiétude des effets du changement climatique sont attachées à leur lieu de vie. Habituees à leur environnement, elles sont moins disposées à changer de mode de vie. D'autres craignent une relocalisation vers un logement moins confortable, voire un passage de la maison à un appartement. Quelques-unes évoquent même un départ vers l'hexagone si les risques s'aggravaient.

Concernant la sensibilisation et la prévention des risques, les habitants mentionnent se sentir assez peu informés. Encore une fois, cela contraste avec les dires des collectivités territoriales qui peinent à mobiliser les habitants sur le sujet. Une approche prospective et concertée devient essentielle pour renforcer la résilience territoriale. Par ailleurs, la transparence et le dialogue de proximité avec les populations sont essentiels et doivent être entretenus, en particulier lorsqu'il s'agit des communes confrontées à la problématique du relogement.

Au vu des résultats présentés dans cette étude, les recommandations s'articulent autour d'une vision commune, fondée sur le renforcement du partage et la redéfinition du cadre de concertation multi-acteurs. Il s'agit d'impliquer l'ensemble des acteurs territoriaux afin de construire une vision partagée, en adéquation avec les réalités locales. Dans cette perspective, les actions prioritaires portent sur la formation des élus, la diffusion des études existantes, ainsi que la sensibilisation du grand public.

Renforcer la réponse au changement climatique implique une approche multidimensionnelle intégrant les perceptions et représentation des populations. En articulant ces dimensions avec les actions déjà engagées sur le territoire et en s'appuyant sur les dispositifs et outils existants, il devient possible de concevoir des solutions plus efficaces, inclusives et adaptées aux enjeux et aux défis présents et à venir.

BIBLIOGRAPHIE

- ADEME, Acterra. (juin 2023). *TransformAR, Rapport d'ateliers, Adaptation du secteur touristique guadeloupéen au changement climatique: perceptions, impacts et solutions.*
- ADEME, Daniel Boy RCB Conseil 2022. (2023, octobre). Les représentations sociales du changement climatique, 24ème vague du baromètre, Rapport grand public, 39p.
- Boutard, A., & Pradel, B. (2024, octobre 14). *Quels liens entre l'âge et les enjeux climatiques ?* Récupéré sur <https://millenaire3.grandlyon.com/dossiers/2024/attenuation-du-changement-climatique-quelles-empreintes-carbone-selon-les-csp-ages-genres-et-territoires/quels-liens-entre-l-age-et-les-enjeux-climatiques#:~:text=Les%2016%2D24%20ans%20et,moins%20climatoscep>
- BVA X Sight. (2024, Juillet). Quelle connaissance du changement climatique par les citoyens ?- Etude Climat de la BEI, Sixième édition- Résultats France.
- Conseil économique social et environnemental. (2023, mars). *Inégalités de genre, crise climatique et transition écologique.* Récupéré sur https://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2023/2023_05_inegalites_genre_.pdf
- Defossez, S. (2017). Le changement climatique perçu par les Guadeloupéens, Projet C3AF.
- GREC Guadeloupe. (2020, Novembre). La ressource en eau et le changement climatique.
- GREC Guadeloupe. (2020, Décembre). L'impact du changement climatique sur l'écosystème et les risques littoraux.
- IFOP. (2023, Juin). *Les Français et le réchauffement climatique : perceptions, comportements et anticipations - sondage évènementiel à l'occasion du forum Zéro Carbone, Juin 2023, Sondage IFOP pour la Tribune.*
- IPSOS. (2021). *Présentation des résultats de l'observatoire international climat et opinions publiques.* Récupéré sur https://www.ipsos.com/sites/default/files/ct/news/documents/2021-12/Ipsos%2BEDF_ObsCOP2021.pdf
- IPSOS. (2023, Septembre). Enquête "Etat de la France" Première édition. Récupéré sur <https://www.ipsos.com/sites/default/files/ct/news/documents/2023-10/Ipsos-Cese-Etat-de-la-France-septembre-2023%201.pdf>
- Langlais, C., Bertoldo, R., Guignard, S., & Sénémeaud, C. (2024). *" Il faut faire vite, ça chauffe": Distance psychologique, changement climatique et comportements écocitoyens. Anticipation psychologique et représentations de l'avenir : Enjeux théoriques, méthodologiques et pratiques.* Récupéré sur <https://hal.science/hal-04448690v1>
- Lawrence, E., Thompson, R., & Fontana, G. e. (mai 2021). *The impact of climate change on mental health and emotional wellbeing: current evidence and implications for policy and practice.* Grantham Institute, document d'information no 36.

OREC. (2018). *Profil territorial de vulnérabilité de la Guadeloupe au changement climatique*.

Pautard, E., Kraszewski, M., & Antoni, V. (2023, décembre). *Les Français et les risques environnementaux*. Récupéré sur Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires: <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/media/6910/download?inline=>

SDES. (2023, février 23). *Opinions des Français sur l'environnement*. Récupéré sur <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/opinions-des-francais-sur-lenvironnement-en-2022?rubrique=38&dossier=231>

Sutter, P.-E., Messmer, L., & Chamberlin, S. (2025). *Eco-anxiété en France*. 86 pages. ADEME, OBSECA.

ANNEXES

ANNEXE A : QUESTIONNAIRE QUANTITATIF

ANNEXE B : GUIDE D'ENTRETIEN POUR LES ATELIERS AVEC LES HABITANTS

ANNEXE C : GUIDE D'ENTRETIEN A DESTINATION DES COMMUNES ET DES EPCI

ANNEXE D : LISTE DES PERSONNES INTERROGEES AU SEIN DES COLLECTIVITES

Tableau 12 : Personnel des intercommunalités ayant participé aux entretiens

Intercommunalité	Nom/Prénom	Fonction
Communauté d'Agglomération Cap Excellence	Anaïs Taupe	Directrice Adjointe Promotion et Développement Touristique
	Claire Meillarec	Directrice des Risques et des Milieux Aquatiques
Communauté d'agglomération Nord Basse-Terre	Lesly Belair	Chargée de projet en transition écologique
Communauté d'agglomération Nord Grande Terre (CANGT)	Dorris Mirre	Directrice des Ressources Environnementales
	Marie-Josée Defaut	Assistante administrative- Direction de l'Environnement et du Développement Durable
Communauté d'Agglomération La Riviera du Levant	Lindsay Quimpert	Responsable de la mission Transition Energétique et Ecologique
Communauté de communes Marie-Galante	Jean-Marc Pasbeau	Directeur Direction Environnement et Cadre de Vie
	Johann Legras	Responsable du Pôle Ingénierie et Développement Durable
Communauté d'agglomération Grand Sud Caraïbe	Ludrick Saban	Président de la communauté d'agglomération

Tableau 13 : Personnel des communes ayant participé aux entretiens

Commune	Nom/Prénom	Fonction
Vieux-Habitants	Caroline Saint-Gelais	Responsable du service développement local et économique
Goyave	M Onestas	Responsable des relations avec les services extérieurs
Capesterre de Marie-Galante	Jean-Claude Maes	Maire
Saint-François	BERCHEL Iris	Chargée de mission territoire engagé pour la Nature
Saint-François	Jérôme Labry	Coordinateur de l'Opération Grand Site de France de la Pointe des Châteaux

Saint-François	Anna Ramassamy	Chargée de mission Prévention sécurité civile (risques majeurs) et publique (CLSPD)
Saint-François	Barbara CAMIER	Élue référente
Saint-François	Méryle Félicianne	Direction de l'Ingénierie du Développement Durable et de l'Environnement
Petit Bourg	Virginie Bonot Gilbert Rouyard	Directrice de l'Aménagement et des Projets Structurants Elu sur la question de la mise en sécurité des familles menacées par l'érosion littorale.
Les Abymes	Sandra Verdol	Directrice Prévention des risques et de la Revitalisation du territoire
Capesterre-Belle-Eau	Solène Mayo	Directrice des services techniques

Tableau 14 : Personnel des institutions ayant participé aux entretiens

Institution	Nom/Prénom	Fonction
ADEME	Marianna Martel	Coordinatrice du Pôle Territoires Durable et Accompagnement des politiques publiques
Région Guadeloupe	Sylvie GUSTAVE DIT DUFLO	Présidente du CA de l'OFB Vice-Présidente de Région Vice-présidente de la CAGSC Présidente de l'Agence régionale de la Biodiversité des îles de Guadeloupe Présidente du Comité eau et biodiversité de Guadeloupe Présidente de la Commission régionale Environnement, eau et cadre de vie
	Maéva GOVINDIN	Cheffe du service biodiversité et changement climatique Direction de l'environnement et du cadre de vie
Département Guadeloupe	Jean-Luc Romana	Collaborateur de cabinet du Président du Conseil départemental
	Eloïse Ingadassamy	Chargée de mission environnement au Conseil départemental

ANNEXE E : REPERTOIRE RESSOURCES DES PERSONNES REFERENTES SUR LE TERRITOIRE GUADELOUPEEN

Tableau 15 : Exemple de répertoire à compléter

Ville	Nom	Fonction	Téléphone	Mail
CA Cap Excellence				
Pointe-à-Pitre	Freddy MINATCHY	Risques	06 90 30 75 26	freddy.minatchy@ville-pointeapitre.fr
Baie-Mahault	Rosan GOURDINE	Directeur de la sécurité civile et publique	06 90 39 69 16	rosan.gourdine@baiemahault.t.fr
	Pierre MANNE	Chef de Service Responsable Pôle Administratif	06 90 73 98 84	pierre.manne@baiemahault.fr
Les Abymes	Sandra VERDOL	Directrice de la Prévention et de la Revitalisation du Territoire	0690 33 64 81	ves@ville-des-abymes.fr
	Chantal TOUTOUTE-FAUCONNIER	Cheffe de Service Sauvegarde Prévention des Risques	0690 33 04 44	cfauconnier@ville-des-abymes.fr
CA Riviera du Levant				

ANNEXE F : COMPTE-RENDUS DES ENTRETIENS AVEC LES EPCI

Communauté d'Agglomération de Cap Excellence

Cette communauté d'agglomération regroupe les communes de Pointe-à-Pitre, Baie Mahault, et les Abymes. Le territoire de Cap Excellence se caractérise par une forte densité de population, des infrastructures économiques, portuaires et aéroportuaires.

Les principaux risques naturels associés à ce territoire et liés au changement climatique sont :

- la modification du trait de côte par l'élévation du niveau de la mer. Une superficie importante risque d'être impactée par cette élévation du niveau de la mer. En 2100, on estime une élévation de 1 mètre. Actuellement des capteurs sont installés par le BRGM pour mesurer cette évolution.
- les îlots de chaleur ;
- les inondations.

Le réseau des eaux pluviales est aujourd'hui soumis au risque inondation et ce risque sera d'autant plus important dans quelques années. Aujourd'hui, les précipitations sont plus courtes et plus intenses qu'auparavant. Le réseau routier est vulnérable en cas d'inondation. Un événement marquant a été les inondations d'avril 2022 qui ont eu lieu hors saison cyclonique et en période jaune. Il y a eu un décès.

Concernant les îlots de chaleur, le retour de la nature en ville n'est actuellement, pas une priorité, et par ailleurs, il n'y a pas, à ce jour, de retours d'expérience sur des territoires au climat similaire, ce qui complique l'implantation d'initiatives.

Un autre risque lié à l'élévation du niveau de la mer et de la submersion marine est la salinisation des terres. En effet, le réseau d'adduction en eau potable se situe en dessous du niveau de la mer et le risque de dommages sur ce réseau par infiltration est donc présent. Par ailleurs, la salinisation des terres entraînerait un recul des espèces, et un impact sur les zones agricoles. La mangrove qui protège actuellement le territoire ne pourra plus le faire dans le futur.

Concernant l'activité touristique, le secteur ne s'interroge pas spécialement sur l'adaptation au changement climatique actuellement. Cependant, les nouvelles constructions insèrent plus de résilience dans les bâtiments et cherchent à diversifier les sources d'énergie. Des recherches sont menées concernant le développement du tourisme vert et du tourisme mémorial : ces activités seront impactées par le changement climatique.

En revanche, concernant la prévention des risques, les mesures actuelles ne sont pas adaptées aux touristes en termes de canaux d'alerte ni de langues utilisées.

Le défi réside dans la coordination et la synergie entre les acteurs pour établir les différents documents et procédures participant à la gestion des risques naturels, en intégrant une politique territoriale et d'aménagement du territoire.

Le PCAET est actuellement en cours de révision.

Au niveau de l'agglomération, les comportements observés concernant la population sont :

- La méfiance vis-à-vis des messages des autorités en cas de catastrophes : par exemple, en cas de risque inondation, même si les enfants sont en sécurité dans l'école, les parents vont vouloir de se déplacer et prennent donc un risque en se déplaçant.

- Cependant, une grande solidarité existe entre les habitants d'un quartier. En revanche, les habitants se fient plutôt à leur instinct qu'aux consignes de sécurité et donc les comportements ne sont pas toujours adaptés. Il y a parfois une confusion entre les différentes consignes qui peuvent s'opposer selon les risques (inondations, ruissellement VS cyclones...)
- Les problématiques du quotidien comme l'accès à l'eau potable, l'accès à l'électricité, sur des réseaux qui connaissent fréquemment des dysfonctionnements sont les priorités des populations bien avant le changement climatique.
- La grande vulnérabilité économique de certaines populations ne leur permet pas de s'intéresser, de s'informer sur le sujet. Ces populations doivent faire l'objet d'une attention particulière pour ne pas être exclues des dispositifs d'information.

Les difficultés recensées sont :

- La complexité des prévisions météorologique en milieu tropical qui limite l'anticipation
- La lenteur de la validation des démarches et des procédures de révision,
- Les politiques court-termistes ne permettent pas toujours la projection d'un territoire sur le changement climatique.
- Les documents d'urbanisme tels les PLU ne prennent pas assez en compte les risques climatiques, cela à cause d'autres enjeux qui s'immiscent, notamment des enjeux économiques et financiers qui poussent à délivrer des permis de construire.

Communauté d'Agglomération Nord Basse-Terre

Les principaux risques sur cette intercommunalité sont les inondations, les cyclones, le risque sismique et volcanique, les mouvements de terrain, l'érosion du trait de côte.

Cette intercommunalité est composée de six communes : Pointe-Noire, Deshaies, Sainte-Rose, Lamentin, Petit-Bourg et Goyave.

Des ateliers avec la population sont organisés par la communauté d'agglomération concernant la prévention de la biodiversité, la gestion du transport, la gestion des déchets. La communauté d'agglomération constate la difficulté à mobiliser la population sur le sujet du changement climatique.

Le PCAET a été adopté en avril 2024.

Les principaux risques dans cette intercommunalité sont :

- Inondations
- Submersions marines
- Érosion du littoral

Le Moule et Morne-À-L'eau, situés dans la zone des Grands-Fonds, sont particulièrement vulnérables aux inondations.

Cette intercommunalité regroupe les communes suivantes :

- Anse-Bertrand
- Morne-À-L'eau
- Le Moule
- Petit-Canal
- Port-Louis

Actions de Sensibilisation

La communauté d'agglomération (CA) a mis en place de nombreux ateliers de sensibilisation au changement climatique pour le grand public et les scolaires, sous différents formats :

- **Stands avec des ambassadeurs** : Sensibilisation aux écogestes.
- **Distribution d'ampoules LED basse consommation** : A suscité la méfiance des habitants craignant une augmentation des impôts.
- **Inventaires participatifs** : Création de l'atlas de la biodiversité.
- **Sensibilisations liées au changement climatique** :
 - Actions dans le cadre de la GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations) : Création de l'atlas de la biodiversité sur les mares, démonstration de l'intérêt de la préservation de la biodiversité pour l'homme, création de zones tampons naturelles pour le stockage de l'eau.
 - Sensibilisation sur l'impact de l'aménagement.
 - Partenariat avec les communes : Réseaux des médiathèques (films produits par la communauté d'agglomération pour sensibiliser et réalisation d'une exposition itinérante).
 - Prévention des inondations : Organisation d'ateliers pour nettoyer les canaux, mais faible mobilisation des personnes.
 - Actions de sciences participatives autour du TIFA (espèce exotique envahissante) : Attente que les habitants signalent les emplacements de la plante, avec seulement 15 personnes mobilisées sur l'ensemble de l'agglomération (56 000 habitants).

Activités et Défis

- **Activité mémoires vivantes** : Difficulté à trouver le bon format et le bon jour.
- **Constat général** : Difficulté à mobiliser la population malgré des initiatives attractives (concours photos, vidéos, animations gratuites, lots à gagner). Les communautés d'agglomération rivalisent d'ingéniosité pour attirer les habitants, mais les résultats restent limités.
- **Recherche de proximité** : Efforts pour établir une connexion avec les habitants, en français et en créole.

La CA de Nord Basse-Terre a également noté des défis similaires dans ses efforts de sensibilisation et de mobilisation.

Les principaux risques dans cette intercommunalité sont :

- **Inondations** (débordement de rivières)
- **Risque volcanique**
- **Risque sismique**
- **Risque cyclonique**

Cette intercommunalité regroupe les communes suivantes :

- Baillif
- Basse-Terre
- Bouillante
- Capesterre-Belle-Eau
- Gourbeyre
- Saint-Claude
- Terre-de-Bas
- Terre-de-Haut
- Trois-Rivières
- Vieux-Fort
- Vieux-Habitants

Actions et Diagnostics

- **Compétence GEMAPI** : Diagnostic territorial en cours, débuté en 2024.
- **PCAET** : Pas de moyens humains suffisants, demande faite à l'État. Actuellement au stade de la réflexion.
- **Sensibilisations** : Aucune sensibilisation réalisée à ce jour.
- **Schéma de mutualisation** : En cours de travail, mais ne couvre pas les risques.

Coordination avec les Communes

- **Conférences des maires** : Instituées, se réunissent trois à quatre fois par an, ou à la demande si nécessaire.

Axes d'Amélioration Possibles

- **Compétence GEMAPI** : Renforcer les actions sur les enjeux des communes (route cyclonique, débordement de rivières).
- **Moyens financiers** : Insuffisants pour la GEMAPI, nécessitent une augmentation.
- **Protection de la population** : Complexité des règles entrave la mise en œuvre des plans d'action.
Exemple : Bouillante n'a pas pu réaliser d'enrochement le long du littoral depuis 2015 en raison de la complexité des autorisations.

Défis et Propositions

- **Procédures** : Trop de stratification et de complexité dans les procédures, entravant la mise en œuvre des actions.
- **Partage entre intercommunalités** : Absence d'instances de partage utiles.
- **Souhaits** : Réduction de la stratification des procédures et augmentation des moyens financiers.
- **Coûts accrus** : Territoires soumis à un accroissement des coûts des produits.

Mobilisation des Populations

- **Relocalisation** : Prévue pour les communes affectées par l'érosion (Bouillante, Capesterre-Belle-Eau, Trois-Rivières, Vieux-Fort).
- **Étude DEAL** : En cours pour le déplacement des populations à risque, avec cartographie des populations à risque.
- **Discussion avec les populations** : En cours, notamment pour Terre-de-Haut et Terre-de-Bas, confrontées au risque cyclonique et aux traumatismes liés à la GEMAPI.

Constat : Il existe un décalage entre la volonté politique, les besoins exprimés par la population et les réalisations concrètes.

Communauté de communes de Marie-Galante

Cette intercommunalité regroupe les communes de Saint-Louis, Grand-Bourg et Capesterre-de-Marie-Galante.

Les risques naturels liés au changement climatique sur l'île de Marie Galante sont surtout liés à la montée des eaux, au recul du trait de côte particulièrement observé sur la côte Ouest et Nord-Ouest de Saint-Louis à Vieux-Fort, et visible à Anse Moustique où la route est entaillée par la mer. A Grand-Bourg également la mer entre progressivement.

Le paysage est modifié par la chaleur qui est désormais plus présente, et la prégnance d'espèces envahissantes tel que le mimosa et l'acacia de Saint Domingue, qui entre en compétition avec la végétation endémique et modifient le milieu. Une probabilité est que cette expansion soit liée à la diminution des pratiques agricoles sur l'île.

Par ailleurs, la sécheresse touche Marie-Galante et le stress hydrique se répercute en particulier sur l'agriculture vivrière et l'élevage.

L'île comporte uniquement deux cours d'eau, et la ressource en eau dans les nappes phréatiques serait en baisse avec une risque de salinisation.

Le phénomène Sargasse est présent sur la côte de Capesterre.

La communauté d'Agglomération indique que l'inquiétude des habitants vis-à-vis du changement climatique est difficilement palpable. La conscientisation est meilleure mais les comportements peuvent être contradictoires (laver sa voiture en période d'Arrêté sécheresse préfectoral).

On observe un certain fatalisme chez une partie de la population.

Les pratiques agricoles sur l'île devront changer et s'adapter aux nouvelles conditions climatiques. Cependant, cela semble être du long terme pour les habitants qui n'envisagent pas de changement dans un futur proche.

Dans le cadre de l'étude GEMAPI, des démarches sont engagées pour la préservation du territoire.

En 2023, l'île de Marie-Galante a été désignée « Territoire engagé pour la nature » par l'Agence Régionale de la Biodiversité des îles de Guadeloupe et l'OFB. Dans le cadre de cette candidature, 5 actions ont été mis en valeur :

- La création d'un atlas de biodiversité, et des sensibilisations en parallèle
- La mise en marche d'une réflexion concernant le dysfonctionnement de la Rivière de Vieux-Fort (dont l'embouchure entravée ne facilite pas la rencontre mer/rivière et entraîne une compétition entre la mangrove et les espèces endémiques)
- Aménagement des mares (pour leur vocation agricole et la préservation de la biodiversité) à travers à la fois de la sensibilisation auprès du grand public, la mise en œuvre de plans de gestion et à l'avenir une signalétique à visée pédagogique
- Aménagement d'une bande littorale sur trois îlets avec l'ONF

- Gestion du Marais de Folle Anse pour la sécurisation de la ressource (en lien avec une problématique de chasse de l'avifaune)

Les actions de sensibilisation qui sont menées sur l'île sont notamment :

- Actions de sensibilisations sur l'utilisation parcimoniale de l'eau (organisées avec la DEAL)
- Campagnes de sensibilisations
- Réunions publiques sur les mares : très peu de mobilisation du grand public

Dans les actions que la CA entreprend, elle veille à :

- Engager les associations
- Intégrer les scolaires
- Intégrer le grand public

Difficultés Rencontrées

- **Mobilisation du grand public et des élus** : Faible succès des activités organisées.
- **Travail cloisonné entre instances** : Manque de synergie, volonté de travailler horizontalement impulsée par la CA.
- **Canaux de communication** :
 - Groupe WhatsApp : Canal d'information avec risques de désinformation.
 - Illiwap : Plateforme collaborative avec QR codes dans la rue, en place depuis un an.
 - Compte Facebook de la communauté de communes.

Il y a un groupe whatsapp sur l'île avec plusieurs centaines de personnes, canal d'information mais avec des risques de désinformation, il s'agit d'initiatives privées

Perception des Populations

- **Jeunes** : Fatalisme et désinvolture.
- **École** : Sensibilisation active des scolaires, classes découvertes soutenues par l'OFB. Elles permettent d'appréhender les enjeux climats.

Défis et Propositions

- **Mouvement associatif** : Besoin de structuration et de montée en compétences.
- **Pêche et agriculture** : Diminution de la pêche dû à la rareté de la ressource et du maraîchage, nécessité de repenser l'agriculture avec des cultures moins demandeuses en eau.

- **Vieillesse de la population** : Accentué par l'exode des jeunes et le déclin démographique.
- **Déficit hydrique** : Évolutif, nécessité de s'inspirer des expériences d'autres territoires pour des stratégies globales et spécifiques.

Conclusion

Le territoire doit s'adapter aux défis du changement climatique en tenant compte des spécificités locales pour mieux aider les décideurs. La pêche et l'agriculture ne peuvent plus constituer le tissu vital de l'île, les nouvelles générations sont moins intéressées par ces activités ; l'agriculture est centrée sur les cultures subventionnées telles que la canne à sucre, et le maraîchage a diminué. L'objectif est de repenser l'agriculture avec des cultures moins demandeuses en eau.

L'île se caractérise, à l'image de la Guadeloupe, par le vieillissement de la population, accentué par l'exode des jeunes et le déclin démographique. Il faut s'inquiéter du changement climatique avec la sécheresse qui arrive. Le déficit hydrique est évolutif. Le territoire a intérêt de s'inspirer des expériences sur les différents territoires, les stratégies sont à penser de manière globale (cohérence) mais en considérant les spécificités de chaque territoire pour mieux aider les décideurs sur ces sujets.

Cette intercommunalité regroupe les communes suivantes : Le Gosier, Sainte-Anne, Saint-François et La Désirade.

- **Risques majeurs** : Érosion du trait de côte (notamment à Saint-François), risque d'inondation par submersion marine et inondations intérieures (grands-fonds).
- **Problématique des sargasses** : La Désirade est parfois isolée de la Guadeloupe durant la période des sargasses (mars à octobre), empêchant la navette de fonctionner. Des expérimentations sont en cours pour contrer ce phénomène.
- **Plans en cours** :
 - **PICS** : En cours d'élaboration au niveau de l'agglomération.
 - **SCOT** : La première élaboration du SCOT intercommunal débutera en 2025.
 - **PCAET** : Adopté en 2022 à l'échelle de l'intercommunalité, cette dernière étant moteur de sa mise en œuvre.
 - **PLU** : Les PLU reflètent le SCOT.

Problématiques de relocalisation :

Au Gosier, le quartier Grand Baie, exposé aux risques d'inondation, a vu les habitants manifester contre leur relocalisation, rendant le dialogue difficile et les sensibilisations presque impossibles. Chaque année, des inondations meurtrières affectent la population au niveau du bassin versant.

Coordination et actions :

La coordination entre les communes s'effectue via les discussions au sein des COTECH et COPIL selon les besoins de chaque projet. L'intercommunalité a organisé diverses actions (challenges éco-gestes, distribution de poules pondeuses, ateliers de fabrication de produits ménagers), principalement suivies par des familles avec enfants. Cependant, la mobilisation reste difficile, même lors d'événements majeurs comme la Route du Rhum.

Perception des populations :

Les habitants les plus exposés aux risques sont inquiets, mais la conscientisation reste complexe.

Points à améliorer :

a) Le lien avec le tissu associatif est faible, et les relais locaux manquent. Les associations, souvent petites et sous-financées, se mobilisent ponctuellement pour des événements. b) Il est nécessaire de changer l'approche pour sensibiliser les habitants, notamment en se rapprochant des écoles.

Coopération entre communes et communauté d'agglomération :

Le partage et le lien entre les communes et la communauté d'agglomération fonctionnent bien. Actuellement, un atlas de la biodiversité intercommunal est en projet, suite aux travaux menés par chaque commune.

Autres problématiques :

Des coupures d'eau dues aux problèmes de réseau, surtout à Saint-François, laissent parfois les habitants sans eau pendant plusieurs jours.

Souhaits :

1. Disposer de davantage d'outils d'évaluation et de suivi pour relier les actions des différents plans, actuellement difficiles à suivre en raison de la disparité des outils (PCAET et SCOT).
2. Évaluer les politiques publiques au sein de la communauté d'agglomération.

ANNEXE G : COMPTE-RENDUS DES ENTRETIENS AVEC LES COMMUNES

Vieux-habitants

La commune est notamment soumise aux risques inondations, cyclones. La tempête Fiona en octobre 2022 a marqué les esprits, la rivière est descendue dans le bourg de la commune. Cet évènement a créé une prise de conscience chez les habitants. La prise de conscience semble plus compliquée chez les personnes âgées qui sont attachées à leur espace, à leur logement. En effet, les personnes sont revenues dans leur logement après un évènement, même si celui-ci est situé en zone inondable.

Les jeunes de moins de trente ans se posent la question d'aller dans l'hexagone, de même que certaines personnes retraitées qui ont leurs enfants installés dans l'hexagone. Selon l'âge, la capacité de mobilité et les histoires de vie, certaines personnes sont plus enclines à vouloir aller habiter dans l'hexagone.

La tempête tropicale Hélène, qui a eu lieu en 1963, qui a causé la mort de 5 personnes a marqué les personnes l'ayant vécue.

La prévention réalisée par les communes s'efforce de toucher tous les publics avec une attention particulière pour les personnes âgées et les personnes sans domicile fixe. Les habitants de la commune s'informent généralement à travers les réseaux sociaux et la presse.

Par ailleurs, un Atlas de la biodiversité communale a été réalisé.

La commune souhaiterait plus de réunions pédagogiques sur le sujet du changement climatique et de l'adaptation des territoires face aux risques (à l'échelle de la commune).

Il y a peu de relations intercommunales, peu de travail réalisé avec la communauté d'agglomération.

Goyave

La commune est soumise aux risques cyclone, tsunami, séisme, inondations. Récemment la tempête Fiona a emporté plusieurs ponts de la commune et causé de nombreux dégâts, un renforcement de la berge de la rivière est en cours.

Tempête Fiona : toutes les communes de Sud Basse terre ont été touchées. Dans la commune, la rivière a débordé notamment dans les cités, et particulièrement à la Zac de l'Aiguille où le traumatisme de l'inondation est encore présent. Suite à cet évènement, certains habitants ont déménagé dans une autre commune.

Capesterre de Marie Galante

Les observations faites par la mairie de Capesterre de Marie-Galante en termes de changement climatique sont :

- Recul du trait de côte : Trois rangées de cocotiers ont disparu.
- Risques de submersion marine : Bien que réduits par la construction d'un enrochement il y a quelques années, ces risques persistent. Une étude est en cours pour un nouvel enrochement.
- Sécheresse : Notamment la baisse de la nappe phréatique. L'épisode de l'an dernier, marqué par un long arrêté sécheresse, est encore présent dans les mémoires.
- Crainte de la salinisation des nappes phréatiques : Sept forages supplémentaires seront effectués pour protéger les forages existants.

- Phénomène des Sargasses : Très répandu à Marie-Galante, l'île reçoit environ 50% des algues qui touchent la Guadeloupe.
 - L'enjeu principal sur l'île : la ressource en eau
 - Marie-Galante n'a pas été touchée récemment par une catastrophe naturelle
- Mesures actuelles liées à ces phénomènes :
 - Sensibilisation des populations sur l'eau : Recommandations pour l'installation de citernes de récupération d'eau de pluie pour des usages tels que l'arrosage, le lavage des voitures, les toilettes, etc.
 - Protection des mares : Sensibilisation sur les usages, car certains habitants lavent leurs voitures dans les mares.
 - Réhabilitation des mares : Projet important pour leur usage agricole, l'abreuvement du bétail et la préservation de la biodiversité. Des réunions d'information sont organisées à l'OMCS, mais peu de personnes y assistent, souvent celles déjà sensibilisées ou ayant un intérêt direct (agriculteurs, éleveurs).
 - Autres initiatives :
 - Modification de la loi en cours : Pour autoriser le réemploi de l'eau en sortie de station d'épuration pour certains usages, tels que l'arrosage et le nettoyage.
 - Caractère rural du territoire : Activités centrées sur le tourisme, et dans une moindre mesure l'agriculture (principalement la canne à sucre et un peu de maraîchage) et l'élevage.
 - Nouvelle législation (Loi Egaline) : Relance du maraîchage.
 - Mesures d'alerte :

La commune sera prochainement dotée d'une sirène pour alerter en cas de catastrophe naturelle. Actuellement, les policiers municipaux effectuent des rondes de prévention dans les quartiers avec des haut-parleurs. Marie-Galante n'a pas été touchée récemment par une catastrophe naturelle ; Hugo a épargné l'île.

- Préoccupations principales :
 - Préservation de la ressource en eau : Changement des comportements pour une meilleure gestion de la ressource (réduction de l'utilisation des pesticides en agriculture).
 - Sensibilisation à la construction : Encourager les habitants à faire appel à un architecte pour éviter les risques de non-assurance des constructions réalisées par des connaissances. Trouver des assurances devient de plus en plus difficile pour les individuels et le secteur public.

Saint François

La commune de Saint-François est exposée à des risques d'érosion côtière, de submersion marine, de séisme, de cyclone et d'inondations. La cartographie du recul du trait de côte est actuellement en cours. Le PPCS est en vigueur et le PPRN a été élaboré par la DEAL. Les zones de menaces graves sur la vie humaine font l'objet d'un document distinct, nécessitant une approche à long terme pour reloger les personnes concernées. À ce jour, la concertation avec les populations n'a pas encore commencé.

Sensibilisation et adaptation au changement climatique :

Une campagne de sensibilisation a eu lieu en 2016-2017, portant sur la stratégie d'adaptation au changement climatique. Des concertations et des entretiens avec des « mémoires vivantes » (personnes ayant une

connaissance historique du territoire) ont permis de définir des mesures dans les domaines de l'énergie, de la biodiversité, de la ressource en eau et des vulnérabilités.

Actions récentes :

- **Atlas de la biodiversité** : Au cours de cette activité, les participants mentionnent les espèces qu'ils ne voient plus. Des panneaux pédagogiques ont également été installés.
- **Catastrophes ayant touché la ville** : Hugo, Fiona, Maria. Des épisodes de pluies diluviennes ont également affecté les exploitations agricoles.

Objectifs actuels :

- **Restaurer le littoral** : La commune est déjà engagée dans des efforts de restauration.
- **Prévenir et réduire la vulnérabilité.**

Initiatives manquantes :

- Pas de participation à « Élus pour agir ».
- Questionnements sur la préparation face au risque de tsunami en Guadeloupe.

Programme et réseau :

- **Programme TETE** : Territoires en transitions pour accompagner les territoires dans la transition écologique.
- **Réseau « Aides et territoires »** : Instance Régionale biodiversité Guadeloupe (RBIG).

Perceptions des populations :

- **Résilience** : Les habitants montrent une certaine résilience, bien que traumatisés par Hugo, sans pour autant développer une pensée à long terme.
- **Sensibilisation des nouvelles générations** : Bien que plus sensibilisées, elles n'ont pas une perception globale et ne se sentent pas personnellement concernées.
- **Climato-septicisme** : Certaines personnes âgées sont climatosceptiques, tandis que d'autres rapportent des changements observés.
- **Observations contradictoires** : Certains habitants minimisent les changements, niant le recul de la plage, tandis que d'autres remarquent des changements significatifs (par exemple, à Raisins-Clairs).

Événements climatiques :

- **Pluies fortes hors période cyclonique.**

Causes anthropiques :

- Sur-fréquentation des espaces et urbanisation.

Il est crucial d'expliquer aux gens le fonctionnement de l'environnement et de mettre en place des task forces en cas de besoin. La collectivité doit progresser dans la gestion des sargasses, améliorer les services opérationnels et sensibiliser la population au changement climatique.

Participation :

- La commune manque d'initiatives pour sensibiliser la population au changement climatique (absence de participation aux « Assises du changement climatique »). Il y a deux niveaux de prise en compte : individuel et institutionnel.

Préparatifs climatiques :

- À Sainte-Anne, le recul du trait de côte est moins important.
- Questionnements sur la préparation face aux futurs aléas climatiques en Guadeloupe et les modalités d'accompagnement. Est-ce que la commune est prête ? Questionnement interne.

Petit Bourg

L'opération de mise en sécurité des personnes et des biens menacés par l'effondrement de la falaise littorale dans les secteurs de Bel-Air et de Bovis à Petit-Bourg a débuté le 1er septembre 2023 avec la première vague de démolitions. La commune fait face à des risques d'effondrement de la falaise littorale, de submersion marine, d'inondations fluviales (en raison des zones basses soumises à un risque de rétention) et de mouvements de terrain.

■ Plans et mesures en place :

- PCS (Plan Communal de Sauvegarde) : Activé au sein de la commune.
- Système d'alerte : Déclenché avant chaque événement climatique.
- PPR (Plan de Prévention des Risques) : Présent.
- PCAET (Plan Climat Air Énergie Territorial) : En cours d'élaboration au niveau de la communauté d'agglomération.
- Démarche ACC (Adaptation Changement Climatique) : En cours avec le bureau d'études Safège, impliquant la sensibilisation des élus de la ville. Bien que ce plan d'action ait été réalisé, il n'est pas encore pris en compte et certains éléments pourraient être intégrés dans les PLUs.
- Approche environnementale de l'urbanisme : Création d'un éco-quartier avec un cahier des charges pour les promoteurs.

Depuis environ 10 ans, la commune est confrontée à la nécessité de reloger des zones menacées par l'érosion côtière, notamment les falaises de Bovis et Bel-Air. Le BRGM avait été sollicité pour établir une cartographie des zones de menaces graves, validée par la DGOM. Grâce à cette démarche, la mise en sécurité des personnes a été réalisée, faisant de Petit-Bourg la première commune de Guadeloupe à réaliser cette relocalisation, y compris de manière prévisionnelle.

■ Défis et résistances :

Au départ, la commune a rencontré de nombreuses résistances de la part des familles opposées à la relocalisation. Le dialogue instauré a permis de reloger les 14 premières familles, renforçant la confiance, bien que la méfiance persiste et que les habitants éprouvent un certain désespoir à quitter leur maison.

Le relogement pose la question du changement de type d'habitat, car les habitants passent généralement de maisons littorales à des habitats collectifs de type appartements, entraînant une perte de confort. Il est nécessaire d'améliorer la politique de l'habitat.

■ Problèmes de collaboration :

La collaboration avec d'autres communes, telles que Capesterre Belle Eau, peut être difficile en raison du manque de circulation des informations. Petit-Bourg est très moteur dans ce domaine, mais la relocalisation relève uniquement de la commune. Considérée comme pilote sur ce sujet, les outils utilisés pourraient être répliqués par d'autres communes.

■ Inquiétudes et anticipations :

- **Aménagement du littoral** : Anticipation parfois insuffisante.
- **Gestion foncière** : Disponibilité foncière problématique dans certains cas.
- **Résistances des populations** : Complexité des liens affectifs avec le lieu de vie, peur de perdre du confort, des repères, des souvenirs, etc.
- **Appuis financiers** : Manque d'aide pour les logements locatifs, les aides étant réservées aux résidences principales. Le FPRNM fournit une aide uniquement aux logements en résidence principale.

■ Gestion des zones non occupées :

La commune travaille avec l'Agence des 50 pas pour sécuriser et valoriser les sites délaissés. Un processus participatif sera mis en place pour envisager un usage de ces zones. Une activité de "diagnostic en marchant" est organisée fin février 2025 pour montrer aux habitants les zones sécurisées et discuter de leur futur aménagement.

■ Ateliers et communication :

En mars, des ateliers seront organisés avec la population pour discuter de l'avenir des sites (jardins partagés, mémoire du site, etc.). Depuis 2018, l'équipe de la MOUSS réalise un travail de proximité pour instaurer une relation de confiance. La communication est continue et vise à convaincre ensemble.

■ Considération des populations face au changement climatique :

Il y a souvent une effervescence à l'approche des événements, mais la mobilisation est difficile en dehors des périodes à risque. Le déni, la résilience et le fatalisme sont courants.

■ Perceptions divergentes État/Commune :

L'État a une vision macro et envisage de nouveaux zonages, tandis que la commune privilégie l'observation du risque évolutif. Les routes départementales et communales proches des falaises risquent de s'effondrer, nécessitant des confortements souhaités par la commune. Des solutions fondées sur la nature pourraient être envisagées.

Aux Abymes, le risque d'inondation est le plus important, et ce, toute l'année. Les inondations ont déjà causé des victimes sur le territoire. Les axes de travail incluent l'aménagement, la communication et l'information auprès des usagers.

- Mesures en place :
 - PCS (Plan Communal de Sauvegarde) : Régulièrement activé en 2024.
 - DICRIM (Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs) : Appliqué.
 - Cyclone Ernesto en août 2024 : A mis en évidence des difficultés liées aux abris sûrs.
 - Création d'une réserve communale en juillet 2024 : Des réservistes reçoivent une formation générale sur les risques majeurs, ainsi qu'une formation spécifique selon leur rôle et mission en cas de catastrophe. Une invitation a été envoyée aux associations pour participer à la réserve communale.
 - Abris sûrs : La commune dispose de 6 abris sûrs, mais peu de personnes y ont recours, préférant rester chez elles. Il est nécessaire d'améliorer la rapidité de communication à ce sujet.
- Groupes de travail et collaboration :
 - Des groupes de travail sur la gestion de crise regroupent les communes, les intercommunalités et des représentants d'associations (Croix-Rouge, Secours Catholique, Banque Alimentaire). Ils échangent et réfléchissent sur la collaboration en matière de gestion de crise.
 - Réflexions menées sur la prise en compte des publics vulnérables (personnes sans domicile fixe, en rupture sociale, avec des pathologies psychiatriques non suivies), bien que cette question soit encore insuffisamment abordée.
- Actions de sensibilisation :
 - La ville des Abymes organise diverses actions pour toucher différents publics : familles, scolaires, associations, acteurs économiques. Des invités participent à ces événements (PIRAC, Croix-Rouge, assureurs, CAP Excellence, bureaux d'études). Une entreprise privée a fourni un kit de survie 72h d'autonomie pour permettre à des familles de tester chez elles.
 - La préfecture organise des exercices de simulation impliquant de nombreuses victimes.
- Programmes et initiatives :
 - Action avec CAP Excellence : Mise en œuvre du PAPI (aménagement, sensibilisation, informations, animations).
 - Dispositif PARE-PARE (Croix-Rouge) : Préparation de la population.
- État de la population :

La population est relativement consciente des risques, et les efforts d'évolution sont en cours.

- Axes d'amélioration :
 - Améliorer la gestion interne des abris sûrs et réduire le temps de communication au public.
 - Encourager chaque habitant à agir de manière consciente et éclairée, notamment en construisant en conscience et connaissance.
 - Développer la résilience et l'efficacité.
- Plans en cours :

- SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale) : Actuellement en cours de discussion.
- DOO (Document d'Orientation et d'Objectifs) : En cours d'élaboration.

Capesterre-Belle-Eau

Au sein de la commune, les risques les plus fréquents sont les risques inondations, submersion marine, risque volcanique, cyclonique. A chaque pluie intense, le territoire est inondé. La commune ne connaît plus que des crues centennales. Au cours des trois dernières années beaucoup de sinistres ont eu lieu sur la commune, notamment des inondations liées aux tempêtes qui ont causé des ravages sur la commune et des ouvrages d'art ont été endommagés. La commune est face à des problématiques de relogement. Des zones d'habitats spontanées se situent dans des zones soumises au risque d'inondation et sont occupées en partie par des personnes en situation irrégulière.

La relocalisation est un sujet complexe car les habitants sont attachés à l'endroit où ils vivent.

Une réserve communale de sécurité civile a été constituée en 2024.

Le DICRIM est en cours de réalisation.

- Sensibilisation et communication :
 - **Campagnes de l'État** : Des sensibilisations et spots publicitaires sont diffusés pendant la saison cyclonique sur tous les médias.
 - **Réactions des habitants** : La commune ne recense pas d'inquiétude particulière de la part des habitants, sauf en période de risques. Les habitants de la Guadeloupe sont habitués aux risques.
- Gestion des risques :
 - **Problématique du relogement** : Habitat spontané et populations étrangères sans régularisation de leur situation.
 - **Centres d'hébergement** : Proposés uniquement pour des hébergements d'urgence.
 - **Complexité administrative** : Difficile à gérer.
 - **Relocalisation** : La création de nouveaux dispositifs est indispensable pour permettre la protection des personnes en occupation sans droit ni titre.
 - En période de catastrophe : La gestion est efficace.
 - Gestion pérenne : Moins optimale, avec un manque de solutions de long terme. L'évolution des risques est constante et peu prévisible, entraînant des modifications du zonage.
 - Nouveaux risques : Apparition de risques d'effondrement à l'intérieur des terres et au niveau des falaises, qui ne sont pas gérés. Des terrains auparavant non prédisposés deviennent désormais à risque.
- Aménagement du territoire :
 - **Réorganisation progressive** : Les bâtiments communaux seront désormais installés à l'intérieur des terres plutôt que sur le littoral.
 - **Évolution des "porter à connaissance"** : De nombreux bâtiments conformes auparavant ne le sont plus à cause de l'évolution des risques (par exemple, des terrains passant en zone inondable). Il est difficile de s'organiser en raison du manque de visibilité et de stabilité actuelle.
 - **Application automatique** : Les "porter à connaissance" sont automatiquement appliqués aux nouveaux permis, mais les anciens permis restent valables.

- **Formations dispensées par l'État** : Pas toujours en adéquation avec les besoins spécifiques du territoire.
 - **PPRN (Plan de Prévention des Risques Naturels)** : En révision au niveau de la collectivité depuis deux ans, il est crucial d'accélérer ce processus.
- Problèmes fonciers :
- **Gestion du foncier de l'État** : Une gestion administrative correcte éviterait la présence de personnes en situation irrégulière et d'habitats spontanés et illégaux en zone à risque.

ANNEXE H : RAPPORT DETAILLE DES ETUDES QUANTITATIVES